

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LA SIGNIFICATION POLITIQUE DE LA VIOLENCE DÉLICTUEUSE.  
LE CAS DU MEXIQUE SOUS FELIPE CALDERÓN

MÉMOIRE  
PRÉSENTÉ  
COMME EXIGENCE PARTIELLE  
DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR  
CATHERINE HUART

NOVEMBRE 2009

# UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

Service des bibliothèques

## Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement n°8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

## REMERCIEMENTS

Ce mémoire n'aurait pu être mené à terme sans l'apport indispensable de mon directeur de recherche à la maîtrise, André Corten, professeur au Département de science politique de l'Université du Québec à Montréal. Je tiens à le remercier chaleureusement. Je sais pertinemment que sans sa confiance et son support durant toutes ces années, je ne serais pas où je suis présentement.

Un grand merci aussi à Ricardo Peñafiel, pour les nombreuses conversations qui ne se comptent même plus en heures. Et à Marie-Christine Doran, professeure-adjointe à l'École d'études politiques de l'Université d'Ottawa, qui m'a toujours encouragée.

Une pensée pour mes collègues et amies du quotidien universitaire : Amélie-Anne Mailhot, Jessica Olivier-Nault et Lyne Nantel. Leurs conseils furent toujours très appréciés durant ces années de maîtrise.

Merci beaucoup à ma famille et mes amis pour leurs encouragements et leur soutien inaltérable.

Le dernier, et non le moindre, un immense merci à Paul-Ludovic Karsenti qui a enduré à mes côtés tous ces jours de doutes et d'incertitudes et qui m'a soutenu sans relâche.

## TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ.....	vii
INTRODUCTION.	
DE L'ENJEU DE LA VIOLENCE DÉLICTUEUSE AU MEXIQUE.....	1
La centralité de la délinquance organisée.....	1
Le discours institutionnel.....	3
Les « contre-discours » de la violence délictueuse.....	3
L'analyse des récits.....	5
Structure du mémoire.....	6
CHAPITRE I	
COMBAT. LES IMPLICATIONS POLITIQUES DU COMBAT CONTRE	
LA DÉLINQUANCE ORGANISÉE.....	11
1.1. Introduction.....	11
1.2. Production du « chiffre de la violence », incitation au discours sur l'insécurité et enjeu de la militarisation.....	12
1.2.1. Augmentation de la violence au Mexique : la production des chiffres...	13
1.2.2. Production de « contre-chiffres » de la violence.....	14
1.2.3. De l'apparente contradiction de la production de « contre-chiffres » aux effets de leur circulation.....	15
1.2.4. L'incitation au discours sur l'insécurité.....	17
1.2.5. L'enjeu de la militarisation.....	20
1.2.6. La construction de la faute.....	22
1.2.7. La circulation de la violence en chiffres.....	24
1.3. La nouveauté d'un phénomène. Les analyses de la violence délictueuse : l'enjeu de la transition à la démocratie.....	26
1.3.1. Violence et rapport à l'État en Amérique latine.....	26
1.3.2. Analyse de la violence délictueuse au Mexique : l'enjeu de la transition démocratique.....	30
1.3.3. L'approche de l'analyse des discours de sécurité.....	33
1.4. Conclusion.....	35

## CHAPITRE II.

## VIOLENCE ET DÉLINQUANCE. IMPLICATIONS THÉORIQUES ET APPROCHE D'ANALYSE... 37

## 2.1. Introduction : « violence » et « délinquance » dans la « violence délictueuse »..... 37

2.2. Discours, violence et représentation du politique : principe d'ordre et  
principe de sens..... 38

## 2.2.1. Violence et politique..... 39

## 2.2.2. Violence et sens de la violence..... 41

## 2.2.3. Discours et enjeu politique des luttes pour le sens..... 42

## 2.3. Implications théoriques de la catégorie « délinquance organisée »..... 43

2.3.1. La spécification de la délinquance ou comment la  
« délinquance organisée » devient une « métacatégorie »..... 44

## 2.3.2. La figure du délinquant..... 48

## 2.3.3. Entre guerre et intervention : la construction d'un espace médian..... 50

2.3.4. La figure du bannissement ou la frontière entre transparence et  
monde occulte..... 532.4. Approche d'analyse : l'étude des récits dans les « contre-discours » face au  
récit dominant de la violence délictueuse..... 56

## 2.4.1. Approche conceptuelle et méthodologique..... 56

## 2.4.2. La signification politique de la violence délictueuse..... 58

## 2.4.3. Effet de contrainte du récit hégémonique..... 59

## 2.4.4. Le corpus des récits antagoniques..... 61

## 2.5. Conclusion..... 62

## CHAPITRE III

URGENCE. LE RÉCIT DE GUERRE DANS LE DISCOURS PRÉSIDENTIEL DE  
FELIPE CALDERÓN..... 64

## 3.1. Introduction..... 64

## 3.2. La spécificité du mandat de Calderón..... 65

## 3.2.1. Du combat contre la pauvreté au combat contre la délinquance organisée.... 66

## 3.2.2. Le programme narratif du discours présidentiel de Calderón..... 68

## 3.2.3. Établissement d'une configuration nouvelle..... 70

## 3.3. Territoire et économie : enjeux explicites dans le discours présidentiel..... 73

## 3.3.1. L'enjeu territorial..... 73

## 3.3.2. L'enjeu économique..... 74

3.4. Les mécanismes « disciplinaires » de la citoyenneté.....	75
3.4.1. Argent contre discipline.....	76
3.4.2. La participation citoyenne comme « observation panoptique ».....	77
3.5. « Transparence et propreté » ou comment le récit impose la solution de l'armée .....	79
3.5.1. L'argument de l'héritage d'un système corrompu et « <i>Operación Limpieza</i> ».....	80
3.5.2. L'armée comme solution obligée dans le récit.....	81
3.6. L'unité politique et le principe d'extériorité dans la configuration des deux camps.....	84
3.6.1. Le nouvel ennemi.....	86
3.6.2. L'exigence d'unité face au statut d'opposant.....	87
3.6.3. Le principe d'exclusion.....	89
3.7. L'urgence dans la guerre.....	90
3.7.1. Les symboles dans le récit de guerre.....	90
3.7.2. La mise en place des conditions discursives de l'état d'exception.....	91
3.8. Conclusion.....	93
CHAPITRE IV	
SUBVERSIONS, DIALOGUES POLÉMIQUES DANS L'INTERDISCOURS ET ÉLÉMENTS DE SUBVERSION DANS LES « CONTRE-DISCOURS ».....	
4.1. Introduction.....	95
4.2. Andrés Manuel López Obrador : la concurrence du <i>topos</i> des deux camps ou l'enjeu de la démocratie.....	97
4.2.1. Déplacement de l'enjeu démocratique dans le récit du « combat contre la délinquance organisée ».....	97
4.2.2. Le conflit postélectoral de 2006.....	99
4.2.3. Le surgissement du récit de fraude.....	101
4.2.4. Nous : le prince possible et la figure du peuple.....	102
4.2.5. Les deux camps : scénographies concurrentes.....	104
4.2.6. Note sur l'EZLN.....	106
4.3. L' <i>Asamblea Popular de los Pueblos de Oaxaca</i> : subversion de l'État d'exception.....	107
4.3.1. Émergence de l'APPO : rupture de la « conflictualité ritualisée ».....	108

4.3.2. L'APPO au-delà de la question des mouvements sociaux.....	110
4.3.3. Les marques de dialogisme polémique dans le discours de l'APPO : captation et subversion du signifiant violence.....	111
4.3.4. L'enjeu de l'état d'exception.....	113
4.4. Les <i>narcocorridos</i> : subversion de la figure de l'ennemi.....	115
4.4.1. Les <i>narcocorridos</i> : singularité du Mexique.....	115
4.4.2. Le culte voué à Jesús Malverde.....	116
4.4.3. La figure du bandit et la figure du pauvre.....	117
4.4.4. Scénographie subversive ou l'ennemi qui n'est pas ennemi.....	119
4.5. Conclusion.....	120
CONCLUSION.....	121
Les récits.....	123
BIBLIOGRAPHIE.....	126
Monographies.....	126
Ouvrages collectifs et chapitres d'ouvrages collectifs.....	127
Articles scientifiques.....	128
Documents officiels.....	131
Articles de journaux.....	131
Corpus d'analyse – discours.....	132
Corpus d'analyse – <i>narcocorridos</i> (narcoballades).....	134

## RÉSUMÉ

Dans le cadre de ce mémoire, l'objectif dans son sens le plus large est d'analyser l'espace discursif de la violence au Mexique. Dans le contexte du « combat contre la délinquance organisée » mis en place depuis les débuts du mandat de Felipe Calderón (1<sup>er</sup> décembre 2006), de nouveaux enjeux politiques surgissent. Afin de saisir ces enjeux, cette recherche se penche sur le « récit de guerre » du discours présidentiel et les récits antagoniques de trois « contre-discours », c'est-à-dire le « récit de fraude » d'Andrés Manuel López Obrador (AMLO), celui de la « criminalisation de la protestation sociale » de l'*Asamblea Popular de los Pueblos de Oaxaca* (APPO) et celui du « bandit généreux » des *narcocorridos*. Elle repose sur l'hypothèse qu'au Mexique, la signification accordée à la violence délictueuse est un enjeu politique se manifestant au plan discursif dans la « concurrence » des versions narratives, et que s'y joue une lutte pour le sens autour du signifiant « violence ». Cette recherche s'appuie ainsi sur l'analyse des discours (combinant des orientations d'Ernesto Laclau, d'Algirdas-Julien Greimas et de l'école française) de la violence dans l'idée de saisir leur emprise sur la scène de représentation du politique. L'analyse de la configuration des différentes catégories que les récits mobilisent ainsi que des articulations qu'ils autorisent permet alors d'identifier clairement les effets qu'ils engendrent. Dans le récit de guerre de Calderón, le principal effet est celui de l'urgence qui s'appuie sur une configuration du « réel » en deux camps, ce qui permet de désigner l'ennemi. C'est précisément sur le point de cet ordonnancement des catégories que le « contre-discours » d'AMLO fait concurrence à ce récit dominant. Mais on verra qu'un enjeu plus profond traverse ce dernier, celui du bannissement que révèlent, chacun à leur façon, le « contre-discours » de l'APPO et les *narcocorridos*.

**Mots clés :** Mexique; Discours; Violence; Délinquance organisée; Bannissement; Analyse politique.



## INTRODUCTION

### DE L'ENJEU DE LA VIOLENCE DÉLICTUEUSE AU MEXIQUE

Depuis un certain nombre d'années déjà, on observe un grand changement propre à l'Amérique latine que d'aucuns nomment « le virage à gauche ». Nombre d'analyses ont été publiées sur la question. L'Amérique latine serait à l'heure d'une profonde transformation qui semble la traverser complètement. Dans ce contexte, au Mexique, quelque chose de singulier se passe. Un enjeu tout autre que celui soulevé par le dit « virage à gauche » occupe la scène politique du pays : celui du « combat contre la délinquance organisée ».

#### La centralité de la délinquance organisée

Au Mexique, depuis le début du mandat de Felipe Calderón<sup>1</sup>, le « combat contre la délinquance organisée » se trouve au centre des politiques gouvernementales. Dans le discours institutionnel, on démontre l'importance de son augmentation et de son intensification inédite<sup>2</sup>. On l'associe majoritairement à l'expansion du narcotrafic au sein du territoire qui serait à la source d'une recrudescence de la violence. Dans ce contexte, le gouvernement répond par une militarisation accrue des interventions relevant de la sécurité publique et de différentes instances du pays<sup>3</sup>.

---

<sup>1</sup> Le 1<sup>er</sup> décembre 2006.

<sup>2</sup> Selon le Secretaria de Seguridad Publica, *Diagnóstico de la seguridad publica en México*, Gobierno Federal de México, 21 de agosto 2008, [http://www.ssp.gob.mx/portalWebApp/appmanager/portal/desk?\\_pageLabel=sspN\\_page\\_5&nfpb=true&QueryText=diagnostico+seguridad&x=0&y=0&ResultStart=1&ResultCount=10&ViewTemplate=docread.jsp&MaxDocs=200&QueryParser=Simple&CollectionName=ContenidoSSP16112006](http://www.ssp.gob.mx/portalWebApp/appmanager/portal/desk?_pageLabel=sspN_page_5&nfpb=true&QueryText=diagnostico+seguridad&x=0&y=0&ResultStart=1&ResultCount=10&ViewTemplate=docread.jsp&MaxDocs=200&QueryParser=Simple&CollectionName=ContenidoSSP16112006).

<sup>3</sup> On établit généralement que cette militarisation de la sécurité publique débute sous le gouvernement d'Ernesto Zedillo (1994-2000) et se maintient sous celui de Vicente Fox (2000-2006). Elle est toutefois accrue de façon notoire dès les débuts du mandat de Felipe Calderón. Dans ce cas particulier, elle se traduit par l'augmentation des effectifs des forces armées, le transfert de militaires au sein des forces policières et par le rôle prépondérant des forces armées au sein du *Sistema Nacional de Seguridad Pública* (système national de sécurité publique), lequel est officialisé en janvier 2009 par le décret de la *Ley General del Sistema Nacional de Seguridad Pública* (loi générale du système national de sécurité publique). *Diario oficial de la Federación, Ley general del sistema*

Une particularité du Mexique est ainsi la prédominance du thème de la « délinquance organisée » dans le discours institutionnel et présidentiel. Une caractéristique propre au discours de Calderón, on le verra, est en effet qu'il est organisé autour du récit central du « combat contre la délinquance organisée ». Ce récit est au centre de la majorité des déclarations politiques de plusieurs instances du gouvernement. Mais le thème de la « délinquance organisée » bénéficie également d'une couverture médiatique presque inaltérable et ce, même lors des contextes particuliers qu'ont pu représenter les grandes marches contre la privatisation de la pétrolière paraétatique Pemex ou encore la panique générée par la propagation de la grippe A (H1N1) dont la capitale de México semblait être le foyer d'émergence. Malgré la diversité des différentes situations particulières ou inédites qu'a pu connaître le pays depuis les deux dernières années, le spectacle de la « délinquance organisée » semble s'imposer tel un récit dont la force de déploiement est à la mesure du caractère inépuisable de ses références.

Dans le cadre de cette recherche, c'est principalement ce récit du « combat contre la délinquance organisée » qui apparaît intéressant. Non pas en tant que sujet d'attention médiatique mais dans la manière dont il se construit et dont il est énoncé. C'est-à-dire, dans les référents qu'il mobilise, dans les glissements qu'il autorise et dans les effets qu'il génère. En ce sens, c'est surtout le discours présidentiel qui sert de premier point d'ancrage pour l'analyse. Parce qu'il est structuré par des énoncés stabilisés, son analyse permet de rendre compte de façon très nette de ses différentes implications et effets politiques qui découlent du « combat contre la délinquance organisée ».

---

*nacional de seguridad pública*, Gobierno Federal de México, 2 janvier 2009, [http://www.dof.gob.mx/nota\\_detalle.php?codigo=5076728&fecha=02/01/2009](http://www.dof.gob.mx/nota_detalle.php?codigo=5076728&fecha=02/01/2009). En ce qui concerne la militarisation sous Zedillo et Fox, voir, entre autres, Astorga, « Les limites de la politique antidrogue au Mexique »... et Raúl Benítez Manaut, « México, seguridad ciudadana, conflictos y orden público », *Nueva Sociedad*, n°191, mai-juin 2004 : 111-112.

## Le discours institutionnel

Car, au Mexique, le récit du « combat contre la délinquance organisée » engendre une pluralité d'enjeux politiques. Ceux-ci se retrouvent d'une part sous des formes explicites comme celle de la militarisation des interventions de sécurité publique qui s'appuie sur une incitation au discours sur l'insécurité. Ils surgissent, d'autre part, dans la configuration même des catégories que le récit articule et dont une des plus importantes est le recours à la figure de l'ennemi. Cette figure, si elle fait en sorte que la structure du récit est opérante, elle recouvre aussi une relation politique première et particulière de bannissement<sup>4</sup>, tel qu'on le verra dans le second chapitre.

La « délinquance organisée » apparaît alors comme l'élément central d'un discours dominant et hégémonique de la violence qui sature la scène de représentation du politique<sup>5</sup>. Mais ce discours incarne avant tout une version narrative *particulière*. Un récit singulier qui se construit à travers un ordonnancement des catégories qu'il cherche à imposer dans la relation constitutive qu'il entretient avec d'autres discours. Ainsi, c'est à travers son hétérogénéité constitutive<sup>6</sup>, son rapport inhérent à d'autres discours, que se construit le récit du « combat contre la délinquance organisée ».

## Les « contre-discours » de la violence délictueuse

Ce qu'il y a de particulièrement intéressant dans l'analyse de ce discours du « combat contre la délinquance organisée » est que bien qu'il soit dominant, il se voit contesté par une

---

<sup>4</sup> En référence à la théorie développée par Agamben et exposée dans Giorgio Agamben, *Homo sacer. Le pouvoir souverain et la vie nue*, Paris, Seuil, 1997 : 195. Tel que traité plus en détail dans le second chapitre, le bannissement se pose comme relation politique première puisqu'il révèle cette frontière antagonique entre l'inclusion et l'exclusion du monde social. Mais si elle la rend visible, elle en démontre aussi l'ambiguïté constitutive. C'est-à-dire que si le bannissement suppose un acte d'exclusion, cette dite exclusion demeure toujours constitutivement liée à l'acte qui la fait exister. Or, cet acte ne peut que provenir et prendre sens du dedans. C'est en ce sens qu'Agamben définit le ban (ou bannissement) comme une exclusion-inclusive.

<sup>5</sup> André Corten, « Discurso e Representação do Político », dans Freda Indursky et Maria Christina Leondro Ferreira (dir.), *O múltiplo território da análise do Discurso*, Porto Alegre, Editora Sagra Luzzatto, 1999: 37-52. En français sur le site <http://www.gripal.ca/content/view/60/59/>.

<sup>6</sup> Dominique Maingueneau, *Genèses du discours*, Bruxelles, Pierre Mardaga, 1984 : 27s.

pluralité de versions narratives concurrentes de la violence. Au cœur de celles-ci se trouvent des récits qui confrontent et subvertissent « l'ordonnancement du réel » du discours dominant. Ces « contre-discours » constituent donc le second point d'ancrage indispensable à la compréhension de l'enjeu de la violence délictueuse au Mexique. En se penchant sur les contre-discours, l'idée n'est pas de procéder à une analyse exhaustive mais bien de donner un éclairage sur les positions énonciatives antagoniques qu'ils occupent. Pour saisir la spécificité d'une telle démarche, il faut renvoyer à la conceptualisation de Foucault pour qui « décrire une formulation en tant qu'énoncé ne consiste pas à analyser les rapports entre l'auteur et ce qu'il a dit (ou voulu dire, ou dit sans le vouloir), mais à déterminer quelle est la position que peut et doit occuper tout individu pour en être le sujet »<sup>7</sup>. Pour cette raison, on notera que le corpus de chacun des énonciateurs est beaucoup plus réduit que celui du discours présidentiel de Felipe Calderón. Certes, plusieurs autres discours prononcés à différents moments auraient pu être choisis. Deux critères ont été considérés dans le choix de ces allocutions particulières. Tout d'abord, on comprendra qu'elles devaient aborder, d'une certaine manière, le « thème » de la violence comprise dans son sens le plus large. C'est-à-dire non pas référer explicitement à l'enjeu de la violence délictueuse au Mexique mais proposer une certaine « configuration » de la violence. Un rangement des catégories du discours, tel qu'on le verra dans le deuxième et le quatrième chapitre, où la violence apparaît de façon « distincte ».

Face au récit dominant de la violence délictueuse, la circulation de ces « contre-discours » suppose alors le surgissement de mises en récit, de versions narratives concurrentes de la violence. Et, bien souvent, ce n'est pas dans l'explicite de la contestation des récits que se trouvent les enjeux politiques. C'est plutôt dans la structure qui les soutient. Cette structure qui ne se dévoile pas d'emblée mais sur laquelle s'édifie tout un principe de sens. Les principes d'ordres et l'agencement des catégories qui se formulent ainsi dévoilent leur déploiement concurrentiel face au récit dominant. C'est à ce niveau que se révèle la véritable confrontation. Une confrontation qui s'avère parfois si radicale qu'elle se « solidifie » dans la négation mutuelle des principes organisateurs de chacun des récits. Toutefois, il est fondamental de spécifier qu'il n'est pas question ici d'identifier ce qui serait une « réponse » d'un discours à un autre. Il s'agit de voir comment les différentes positions

---

<sup>7</sup> Michel Foucault, *L'archéologie du savoir*, Paris, Gallimard, 1969 : 132.

énonciatives se posent dans des rapports hégémoniques ou antagoniques. Des rapports que l'on ne peut saisir dans leur « position institutionnelle » mais dans la construction même des récits qui sont générés et qui donnent « vie » aux discours. Ce sont donc avant tout les positions d'énonciation qui sont ici analysées.

### **L'analyse des récits**

Cette recherche s'appuie ainsi sur l'analyse des discours (combinant des orientations d'Ernesto Laclau et d'Algirdas-Julien Greimas à celle de l'école française) de la violence dans l'idée de saisir leur emprise sur la scène de représentation du politique. À travers l'application de cette méthode, il s'agit alors de mettre en lumière leur circulation, leur « dialogue » et leur « confrontation ». L'objectif principal est de relever les luttes pour le sens qui se déploient autour du point nodal « violence ». Trois « contre-discours » ou mises en récit antagoniques ont été sélectionnés pour l'analyse. Ceux-ci ont avant tout en commun le refus des termes de la représentation dominante de la violence délictueuse. Mais l'intérêt de leur analyse réside surtout dans le surgissement de glissements et de subversions des catégories de sens du discours dominant.

Pour saisir l'étendue de la question de la violence et des enjeux politiques qu'elle soulève, c'est ainsi toute la question de la *mise en récit* qui devient fondamentale dans une perspective de l'interdiscours. C'est-à-dire cette « relation constitutive » entre les mises en récits, hégémoniques et antagoniques, qui structurent un espace de représentation de la violence et du politique. Mais également, la signification politique qui est produite par leurs « confrontation » et leur concurrence. Plus que toute autre chose, c'est cette signification politique de la violence qui devient un enjeu politique central au Mexique.

Afin de saisir les effets de ces récits sur le politique, on l'a dit, il s'agit alors d'analyser les différents discours et leur circulation dialogique. Comme le récit du « combat contre la délinquance organisée se déploie pleinement à partir du début du mandat de Felipe Calderón, soit le 1<sup>er</sup> décembre 2006, cette date est aussi le point de départ de l'analyse. Celle-ci doit

s'étendre jusqu'à la période la plus récente possible, soit le début de l'année 2009. En ce qui concerne les récits qui surgissent au sein des « contre-discours », la période sélectionnée varie selon l'énonciateur. Toutefois, l'intérêt premier est ici d'analyser le dialogue polémique<sup>8</sup> qui relie ces récits au récit dominant. Il s'agit, en somme, d'analyser les discours qui ont une incidence et un impact au niveau du pays afin de saisir les implications de leur circulation et les effets sur le politique.

En somme, ce mémoire s'appuie avant tout sur une recherche empirique dont les principaux matériaux sont les textes des discours politiques. Ce sont ces discours qui, à travers leur énonciation et leur circulation, participent du découpage et du montage de la scène de représentation du politique<sup>9</sup>. Dans le cas de l'enjeu de la violence délictueuse au Mexique, l'analyse du discours dominant et des « contre-discours » permet d'y saisir les luttes sur lesquelles s'appuie sa construction idéologique<sup>10</sup>. De plus, la réalisation d'une telle recherche prétend contribuer à l'approfondissement de la réflexion théorique autour de la question de la violence dans son rapport au politique. Questionner la notion de violence à la lumière des matériaux empiriques que sont les discours en tant que pratiques sociales apparaît alors comme une motivation fondamentale.

### Structure du mémoire

Ce mémoire est divisé en quatre chapitres. Au sein du chapitre I, « Combat. Les implications politiques du combat contre la délinquance organisée », s'établissent les grandes lignes de la problématique du combat contre la délinquance organisée au Mexique, en analysant la façon dont il est habituellement traité. D'un côté, il y a sa représentation par la construction des chiffres de la violence. De l'autre, son analyse, plus « qualitative », qui est généralement liée à l'enjeu de la transition à la démocratie. Dans ce chapitre, l'idée est de parvenir à souligner que la construction de ce qui se donne à voir comme le « combat contre

---

<sup>8</sup> Dominique Maingueneau, *L'analyse du discours*, Paris, Hachette, 1991 : 158.

<sup>9</sup> Corten, « Discurso e Representação do Político »... : 38.

<sup>10</sup> Pour la question des luttes dans, par et pour le discours, voir Michel Foucault, *L'ordre du discours*, Paris, Gallimard, 1971 : 12. Quant à la critique de « l'illusion d'objectivité » de la violence, voir également Yves Michaud, *Violence et politique*, Paris, Gallimard, 1978 : 95.

la délinquance organisée » repose sur des implications politiques qu'il est important d'identifier.

En continuité avec cette idée, le chapitre II, « Violence et délinquance. Implications théoriques et approche d'analyse », est consacré tout d'abord à une lecture critique des principales théorisations du rapport entre violence et politique. Il s'agit d'une « parenthèse » incontournable pour parvenir à dégager cette articulation fondamentale qui se trouve à la base de tout discours sur la violence. Dans un deuxième temps, c'est sur le second signifiant du syntagme « délinquance organisée » que doit se concentrer l'analyse. Ici, l'idée est, d'une part, de dégager les implications théoriques du concept de « délinquance ». Mais une telle démarche ne serait pas pertinente si elle ne trouvait pas écho dans l'analyse de son déploiement empirique. Il s'agit ainsi de cerner comment la délinquance se met en scène au Mexique et ce que génère son découpage en catégories spécifiées. Autrement dit, relever que la délinquance est en soi une catégorie spécifiée et que cette spécification est une opération politique. Mais discerner également qu'à l'intérieur de cette catégorie, se met en place un procédé supplémentaire de spécification qui détermine une configuration particulière de « sous-catégories ». Cette articulation agit, elle aussi, comme une opération politique. Lui est d'ailleurs liée une figure à la fois inédite et fondamentale à toute relation politique : le ban<sup>11</sup>. Enfin, l'élucidation des principes d'articulation entre violence et politique permet de préciser les concepts et la méthode d'analyse privilégiée pour cette recherche. La spécification de la nature du corpus d'analyse procure ensuite une pertinence supplémentaire au recours à la méthode d'analyse des discours politiques.

Le troisième chapitre, « Urgence. Le récit de guerre dans le discours présidentiel de Felipe Calderón », s'attache à mettre en lumière la configuration d'ensemble du récit du « combat de la délinquance organisée ». Il s'agit ici de relever qu'elles sont les catégories que le récit mobilise et qui autorise leurs articulations particulières. C'est ainsi toute la façon dont le récit cherche à produire du sens qui doit être étudiée. Poser clairement les balises de ce

---

<sup>11</sup> Agamben, *Homo Sacer. Le pouvoir souverain...* : 195-203. Voir la définition succincte à la note 4. Ce concept sera traité de façon plus élaborée dans le chapitre 2, « Violence et délinquance. Implications théoriques et approche d'analyse ».

récit doit alors permettre d'identifier quels en sont les véritables enjeux et leurs répercussions en termes d'effets ainsi produits.

Le dernier chapitre, le chapitre IV « Subervions. Dialogues polémiques dans l'interdiscours et éléments de subversions dans les « contre-discours », sert enfin à exposer les effets et les enjeux politiques que soulèvent les récits des « contre-discours ». S'ils ne s'orientent pas nécessairement autour de versions narratives touchant précisément la question de la violence, ces récits confrontent tout de même celui du discours dominant en faisant apparaître la mise en scène de ses catégories et en questionnant ses fondements. Le premier récit analysé est celui de « la fraude » d'Andrés Manuel López Obrador. En proposant une configuration concurrente des deux camps en lutte, il remet en cause la validité de ceux qui soutiennent le discours institutionnel. Le second récit sélectionné est celui de *l'Asamblea Popular de los Pueblos de Oaxaca*<sup>12</sup> où surgit une version narrative concurrente de l'état d'exception, signifiant également mobilisé dans le discours dominant. Enfin, le troisième récit se trouve dans ce matériel épars que sont les narcoballades. Leur spécificité même pose déjà leur caractère subversif. Néanmoins, c'est plus fondamentalement dans la relation politique du bannissement qu'elles parviennent à mettre en lumière, par la mise en récit de la figure du bandit liée à celles des pauvres, que se déploie la subversion et que se profile l'enjeu politique du récit dominant.

Par rapport à ces « contre-discours », quelques éléments doivent ici être spécifiés. Ceux-ci ont été choisis en fonction du fait qu'ils « proposent » un récit concurrent au récit dominant de la violence (discours dominant). Bien entendu, ces trois choix n'épuisent pas la totalité des contre-discours que l'on peut retrouver au Mexique. S'il est possible, un tel niveau d'exhaustivité demanderait un travail bien plus important que l'espace d'un mémoire de maîtrise. Ce qui importe toutefois et que l'on cherche à démontrer ici, c'est la circulation des énoncés et les effets des récits. Ceci dit, le choix des contre-discours s'est donc fait selon des critères précis.

Tout d'abord, l'intérêt était de trouver des « contre-discours » représentant, voire étant « paradigmatique » de la circulation de récits de la violence ayant chacun des effets

---

<sup>12</sup> Assemblée populaire des peuples d'Oaxaca



différents. Si l'on cherche à démontrer que la question de la violence au Mexique ne se résume pas aux « chiffres » et à la qualification de la délinquance, il faut évidemment choisir des « contre-discours » qui exposent bien cette pluralité. Des « contre-discours » donc, où chacun des récits de la violence se positionne de façon antagonique au récit dominant pour des raisons propres et différentes les uns par rapport aux autres. Les « contre-discours » ont ainsi été choisis en fonction du fait qu'ils soulignent chacun un élément respectif de lutte par rapport au discours dominant. En fonction du fait qu'ils témoignent chacun d'une position énonciative qui leur est propre. Certes, d'autres discours auraient pu être choisis, comme celui de l'*Ejército zapatista de liberación nacional* (EZLN) par exemple. Toutefois, face aux limites propres à un mémoire de maîtrise, l'analyse a été concentrée sur les trois discours qui apparaissaient le plus « d'actualité » sur la scène de représentation du politique au Mexique.

Face à cette spécification, la question de la temporalité ou chronologie des discours doit aussi être précisée. Si l'on part de l'idée où ce sont les positions énonciatives et la circulation des discours qui sont déterminantes, la question de la chronologie des discours devient un élément secondaire. Toutefois, au niveau formel, afin de respecter l'idée d'une « cohérence » par rapport à la synchronie des énoncés, certaines précautions méthodologiques ont été prises. En ce qui concerne les discours d'Andrés Manuel López Obrador et de la *Asamblea Popular de los Pueblos de Oaxaca*, les allocutions sélectionnées succèdent l'entrée en fonction de Felipe Calderón comme président de la République. Pour ce qui est des *narcocorridos*, certains éléments doivent être soulignés. Tout d'abord, il s'agit de ballades qui sont chantées et rechantées et dont une pléthore de copies de disques circule à travers tout le pays. Certes, la plupart des *narcocorridos* qui sont analysés ici ont été écrits avant l'entrée au pouvoir de Calderón. Mais là n'est pas du tout l'important. Il s'agit même d'un fait complètement secondaire dans l'analyse. Ce qui est particulièrement pertinent, c'est la figure du bandit généreux liée à la figure du pauvre qui se trouve au centre de plusieurs récits des *narcocorridos* et qui est réactivée chaque fois que chacun de ceux-ci est chanté. La clé de la compréhension de l'enjeu se trouve ici dans la réactivation que permettent les *narcocorridos*.

Ainsi, les *narcocorridos* soulignent un point fondamental en analyse du discours : plutôt que la stricte chronologie, ce qui importe davantage est l'occurrence des positions

énonciatives. Mais si l'on cherche réellement à s'en tenir au formalisme chronologique, on ne peut nier que la résurgence même de la popularité des *narcocorridos* indique que les récits qu'ils nous chantent doivent être pris en considération et analysés. Peu importe qu'ils aient été écrits ou non avant l'arrivée au pouvoir de Calderón, leur réactualisation et la réactivation des énoncés qui les composent témoignent d'une position énonciative toute nouvelle et propre à la contingence historique actuelle du pays. Tout comme on le voit dans le cas de López Obrador et de la APPO.

**CHAPITRE I**

**COMBAT**

**LES IMPLICATIONS POLITIQUES**

**DU COMBAT CONTRE LA DÉLINQUANCE ORGANISÉE**

« ...avec le changement de régime, on effectue des élections démocratiques pour légitimer des gouvernements autoritaires et on entreprend des actions qui se profilent de plus en plus comme les règles d'un terrorisme d'État agissant dans une impunité totale ».

Cristina Oehmichen Bazán, « Corps et Terreur »<sup>1</sup>

### **1.1. Introduction**

Le « combat contre la délinquance organisée » se construit autour d'enjeux politiques. Certains sont apparents ou « immédiats ». D'autres sont moins apparents, plus « subtils », presque souterrains, parfois. Si les seconds soulèvent un intérêt plus fécond pour l'appréhension de la problématique dans sa totalité, les premiers ne doivent pas être réduits à leur apparente évidence. C'est-à-dire que pour bien saisir les implications politiques que soulève le « combat contre la délinquance organisée », il faut partir de ce qui « se donne à voir » avec le plus d'éclat. Il faut partir de ces données qui s'agencent pour créer un « ensemble » dont la valeur du tout réside dans la conviction d'objectivité qui les animent.

Dans cet ensemble, on retrouve tant des données quantitatives que des écrits analytiques. Dans ce qui se dit sur la violence délictueuse au Mexique, ces éléments se déploient autour de deux grands pôles : celui de la production du « chiffre de la violence » et celui du rapport

---

<sup>1</sup> « Corps et terreur : nouvelles formes de violence d'État au Mexique », in André Corten avec la collaboration d'Anne-Élizabeth Côté (dir.), *La violence dans l'imaginaire latino-américain*, Québec / Paris, PUQ / Karthala, 2008 : 104.

contingent de la violence avec la transition démocratique. Un regard approfondi du premier pôle permet de relever qu'à cette production de la violence en chiffres s'articule l'enjeu de la militarisation et une incitation au discours sur l'insécurité. Le second pôle traduit, pour sa part, une tendance plutôt généralisée à réfléchir la problématique de la violence délictueuse en dehors des termes de stabilité et d'efficacité du régime politique en place. Dans la mesure où l'on cherche à déplacer l'axe d'analyse par rapport à ce qui est habituellement privilégié, passer en revue les implications de ces deux pôles devient primordial.

## **1.2. Production du « chiffre de la violence », incitation au discours sur l'insécurité et enjeu de la militarisation**

Au Mexique, un « constat » qui apparaît largement partagé par l'ensemble des secteurs sociaux et politiques est celui de l'augmentation de la criminalité et de la violence depuis les dernières années. Ce « constat » repose sur une quantification de la violence qui se traduit par la production de « chiffres de la violence ». Si ces « chiffres » cherchent à démontrer clairement cette augmentation, ils sont aussi produits dans un contexte particulier qui n'est pas étranger à certains enjeux politiques du pays. Bien qu'efficaces dans leur représentation « brute » d'une certaine « réalité » de la violence, ces chiffres font surtout partie d'un phénomène plus large d'incitation au discours sur l'insécurité. Intimement lié à l'enjeu de la militarisation des interventions relevant de la sécurité publique dans le cadre du « combat contre la délinquance organisée », c'est ce phénomène qui donne « forme » à la violence dont cherchent à rendre compte les chiffres. Et c'est par la circulation des énoncés engendrés dans le cadre de cette incitation au discours sur l'insécurité que se construit le « paysage » de la violence au Mexique. Mais pour bien comprendre cette « construction », il faut tout d'abord analyser la production des chiffres de la violence et les implications qui s'y rattachent.

### 1.2.1. *Augmentation de la violence au Mexique : la production des chiffres*

Ce qui est perçu comme une augmentation de la violence au Mexique s'appuie en première instance sur sa quantification. En la « proférant », il faut pouvoir la « prouver ». Généralement, établir cette preuve signifie le recours à l'« empiricité » et à la « neutralité » des chiffres. La quantification de la violence s'appuie sur deux variables principales : le nombre d'homicide et le nombre de délits enregistrés. Selon les données du *Secretaría de Seguridad Pública* (SSP)<sup>2</sup> du Mexique, en la seule année de 2006 à 2007, on observe une augmentation de 8,6% du nombre de délits, tout genres confondus<sup>3</sup>. En ce qui concerne la criminalité organisée, on passerait de 73 803 délits en 2002 à 137 289 en 2007, soit une augmentation de plus de 86% en cinq ans. Une augmentation qui fournit alors la base pour un premier énoncé-clé : dans l'accentuation de la délinquance au pays, la place occupée par la criminalité organisée est plus importante que jamais. Toutefois, cette donnée doit être quelque peu relativisée. En 2007, les délits liés à la criminalité organisée représentaient 8% du nombre total de délits.

Dans l'éventail de cette production de « chiffres de la violence », deux d'entre eux semblent avoir un « impact » plus déterminant : le nombre d'enlèvements (*secuestros*) et le nombre d'homicides liés au narcotrafic et à la criminalité organisée. Dans le premier « chiffre », sont retenus tous les types d'enlèvements, qu'ils soient traditionnels, express ou virtuels. Le second « chiffre » concerne ce type d'homicide que l'on associe à la « guerre des cartels de la drogue ». On réfère généralement à ce chiffre par l'appellation « exécutions » (*ejecuciones*). Celles-ci seraient la plupart du temps liés à des règlements de comptes entre les différents cartels qui s'affrontent dans le pays pour la préservation de leurs intérêts et la conquête de nouveaux territoires.

Que ce soit dans les médias ou au sein des différentes études sur la question, les références à ces deux « chiffres de la violence » sont omniprésentes. Ce sont surtout ces chiffres qui sont utilisés pour parler de la violence particulière au pays. Et c'est par le recours

---

<sup>2</sup> Secrétariat de la sécurité publique.

<sup>3</sup> SSP, *Diagnóstico de la seguridad pública...*

à ces chiffres et leur circulation que se construit l'image d'une importante accentuation de la violence depuis les dernières années. Selon cette quantification, le nombre d'enlèvements serait ainsi passé de 540 en 2002 à 785 en 2007. En ce qui concerne le nombre d'« exécutions », une augmentation importante se perçoit en 2006, leur nombre passant à 2200 alors qu'il se chiffrait à 677 en 2004<sup>4</sup>. Pourtant, cette augmentation coïncide avec la mise sur pied, par le gouvernement de Vicente Fox, d'une stratégie de combat contre la criminalité organisée. Après une année de mandat de Felipe Calderón, cette tendance s'est considérablement accentuée. En 2008, le nombre d'« exécutions » grimpe à 5 720<sup>5</sup> alors qu'il se situait à 2 952 en 2007<sup>6</sup>.

### 1.2.2. Production de « contre-chiffres » de la violence

Plusieurs chiffres produits dans le cadre de la quantification de la violence au Mexique sont toutefois contestés. À cet effet, l'Organisation des États Américains (OEA)<sup>7</sup> et plusieurs organisations mexicaines<sup>8</sup> dénoncent le manque d'accès à des données complètes, uniques et fiables sur la délinquance et la criminalité au pays. Certaines de ces organisations cherchent alors à produire d'autres « chiffres de la violence » qui seraient plus près de la « réalité » vécue. Entre autres, le *Instituto Ciudadano de Estudios Sobre Inseguridad* (ICESI)<sup>9</sup> publie

<sup>4</sup> Le chiffre concernant l'année 2005 n'a pu être trouvé.

<sup>5</sup> *El Excelsior*, « En 2008 el hampa cobró cerca de 16 vidas diarias », México, Mexique, 1<sup>er</sup> janvier 2009, [http://www.exonline.com.mx/diario/noticia/primera/pulsonacional/cn\\_2008\\_el\\_hampa\\_cobro\\_cerca\\_de\\_16\\_vidas\\_diarias/460939](http://www.exonline.com.mx/diario/noticia/primera/pulsonacional/cn_2008_el_hampa_cobro_cerca_de_16_vidas_diarias/460939). Le chiffre concernant l'année 2008 n'est pas encore disponible. Il est à noter que le chiffre pour l'année 2007 diffère du chiffre officiel de la SSP. Il est curieusement moins élevé, se situant à 2 621. Ce détail rend bien compte de la profusion de chiffres de la violence qui circulent actuellement au Mexique.

<sup>6</sup> Selon les données disponibles sur le portail internet de la SSP, [http://www.ssp.gob.mx/portaWebApp/appmanager/porta/desk?\\_nfpb=truc](http://www.ssp.gob.mx/portaWebApp/appmanager/porta/desk?_nfpb=truc).

<sup>7</sup> *Notimex*, « Señala la OEA deficiencias graves en información sobre delincuencia », México, Mexique, 19 octobre 2008, <http://www.zocalo.com.mx/seccion/articulo/senala-la-oea-deficiencias-graves-en-informacion-sobre-delincuencia>.

<sup>8</sup> Dont le *Instituto Ciudadano de Estudios Sobre Inseguridad* (ICESI), le *Centro de Derechos Humanos Fray Francisco de Vitoria*, le *Instituto para la Seguridad y la Democracia*, la *Red Nacional de Organizaciones Civiles de Derechos Humanos Todos los Derechos para Todos y Todos* et le *Consejo Ciudadano de Seguridad Pública*. Voir José Antonio Róman, « México, sin un diagnóstico integral sobre la criminalidad, opinan ONG », *La Jornada*, México, Mexique, 1<sup>er</sup> octobre 2008, <http://www.jornada.unam.mx/2008/10/01/index.php?section=politica&article=018n2pol>. Consulter également le site Internet de l'ICESI : <http://www.icesi.org.mx/>.

<sup>9</sup> Institut citoyen de recherche sur l'insécurité.

chaque année depuis 2002 ses *Encuestas Nacionales Sobre Inseguridad* (ENSI)<sup>10</sup> afin de rendre accessible un portrait de la délinquance depuis « un point de vue distinct des sources d'information gouvernementales »<sup>11</sup>. On assiste alors à un déplacement des variables de la quantification de la violence comme telle vers une quantification de l'insécurité. Ce faisant, les enjeux se déplacent aussi. Ce n'est plus l'arrestation de délinquants et de criminels ou le succès des opérations armées dans le « combat contre la délinquance organisée » qui est au centre des préoccupations. Les enjeux se réorientent plutôt autour des questions d'impunité et de corruption.

Cette réorientation dans la production de ces « contre-chiffres » de la violence s'appuie alors sur l'argument du faible taux de dénonciation des délits. Selon l'ICESI, par manque de confiance envers les forces policières ou encore face à la complexité des mesures bureaucratiques, près de 88% des personnes victimes d'actes de délinquance ou criminels refuseraient de les dénoncer aux forces de l'ordre. Dans la quantification de l'insécurité, la mesure de ce taux de dénonciation des délits permet alors de produire la « *cifra negra* » (« chiffre noir ») de la criminalité et de la délinquance au pays. C'est-à-dire, un chiffre qui s'ajuste au taux estimé de délits non dénoncés. À titre d'exemple, alors que le nombre d'enlèvements se chiffre officiellement à 785 pour l'année 2007, il grimpe à 6 500 selon les calculs de l'ICESI. Dans ce calcul, l'organisation considère que les enlèvements représentent 0.05% des délits perpétrés dont le nombre total est estimé en fonction du taux de dénonciation qui lui est de seulement 12%.

### 1.2.3. De l'apparente contradiction de la production de « contre-chiffres » aux effets de leur circulation

On remarque ainsi, qu'au Mexique, des organisations comme l'ICESI cherchent à produire un nouveau « chiffre de la violence ». Ainsi, les chiffres « officiels » de la violence

<sup>10</sup> Enquêtes nationales sur l'insécurité. Pour consulter les ENSI 2002 à 2006 de l'ICESI : [http://www.icesi.org.mx/estadisticas/estadisticas\\_encuestasNacionales\\_enicriv.asp](http://www.icesi.org.mx/estadisticas/estadisticas_encuestasNacionales_enicriv.asp).

<sup>11</sup> Instituto Ciudadano de Estudios Sobre Inseguridad, « Consideraciones finales », *Encuesta Nacional Sobre Inseguridad-3*, 2005. Disponible en ligne : [http://www.icesi.org.mx/estadisticas/estadisticas\\_encuestasNacionales\\_enicriv.asp](http://www.icesi.org.mx/estadisticas/estadisticas_encuestasNacionales_enicriv.asp).

cacheraient des chiffres encore beaucoup plus grands qui sont produits dans la remise en question de la validité et de la fiabilité des données rendues accessibles, ou pas, par le gouvernement mexicain. Toutefois, malgré le dessein qui les anime de se poser en chiffres qui « démentent » les chiffres officiels, il apparaît que les nouveaux enjeux qu'ils soulèvent circulent de sorte qu'ils sont rapidement intégrés au discours institutionnel. La « contradiction » ne devient ainsi qu'apparence. Tout d'abord, elle le devient en ce qui concerne la dénonciation de corruption, énoncé qui unit ces « contre-chiffres ». Or, plutôt que d'être rejeté par le discours présidentiel, l'argument de la corruption se pose comme une composante essentielle. Déjà, lors de sa campagne électorale, Calderón l'utilise lorsqu'il affirme être un candidat qui a les « mains propres » (*manos limpias*). En 2007, on le verra, il met sur pied un programme du même nom destiné à cibler les agents corrompus au sein des forces de l'ordre. Ce programme mène entre autres à l'arrestation du représentant de l'Agence internationale de coopération policière (Interpol) au Mexique, Ricardo Gutierrez et à l'ancien directeur du *Subprocuraduría de encuestas especializadas en delincuencia organizada* (Siedo)<sup>12</sup>, Noé Ramirez.

Alors que pour certains, l'argument de la corruption nourrit une critique du gouvernement, il se pose plutôt, dans le discours institutionnel, comme l'héritage d'une structure qui doit être démantelée. C'est dans cette logique qu'il devient, sous Calderón, une justification de la militarisation sans précédent des interventions relevant habituellement de la sécurité publique. Cette militarisation s'appuie en effet sur le postulat que les forces policières sont plus facilement corruptibles puisqu'elles sont parties prenantes de la société. Si elles intègrent la société, elle deviennent plus « sensibles » aux tentations qui la traversent<sup>13</sup>. Dans le cadre du « combat contre la délinquance organisée », en cherchant à démontrer que les forces policières sont corrompues, le recours à l'armée est alors posé comme inévitable. Parallèlement, des données comme celles recueillies par l'ICESI en collaboration avec l'Office des Nations Unies contre la Drogue et le Délit (ONUDD) viennent corroborer cette position en dévoilant que pour 45% de la population du pays, les forces policières agissent « mal ou très mal ». On observe alors que ce type de données

<sup>12</sup> Sous-parquet des enquêtes spécialisées sur la délinquance organisée.

<sup>13</sup> Benítez Manaut, « México, seguridad ciudadana, conflictos y orden público »... : 110.



produite dans le cadre de la production de « contre-chiffre de la violence » viennent en fait renforcer la puissance opératoire et la « validité » de certains énoncés du discours institutionnel.

Un second enjeu soulevé par diverses organisations mexicaines et repris dans le discours institutionnel est celui de l'impunité. À titre d'exemple, au tout début de 2008, dans son *Índice de incidencia delictiva y violencia*<sup>14</sup>, le *Centro de investigación para el desarrollo en Mexico* (CIDAC)<sup>15</sup> estime que le taux d'impunité pour l'année précédente atteint 98.76%<sup>16</sup>. Dénoncée par plusieurs organisations, l'impunité se poserait comme un des principaux problèmes de la société mexicaine. Dans le discours institutionnel, la question de l'impunité est aussi très présente. Pour une part, elle est associée au phénomène de corruption. Pour l'autre, elle surgit dans le recours à l'argument du faible taux de dénonciation des délits. En effet, dans son *Diagnóstico de la seguridad pública*<sup>17</sup>, la SSP établit clairement l'équation selon laquelle l'impunité se traduit comme une « incitation à la délinquance, les bénéfices de celle-ci étant plus importants que les risques, ce qui rend hautement rentable le fait de vivre en marge de la loi »<sup>18</sup>. Dans ces termes, une partie de la résolution du problème de l'impunité se trouve alors dans la consolidation d'une « culture de la dénonciation ».

#### 1.2.4. L'incitation au discours sur l'insécurité

Cette incitation à la dénonciation agit comme élément de base pour un processus plus large d'incitation au discours sur l'insécurité qui semble traverser l'ensemble de la société mexicaine. Loin de chercher à contrecarrer la circulation des énoncés sur l'insécurité, le discours institutionnel se construit plutôt autour d'une incitation à leur production en articulant et intégrant l'ensemble des enjeux qu'ils soulèvent. Ainsi, la production de « contre-chiffres » de la violence, qui prétend pourtant donner un éclairage différent sur la

<sup>14</sup> Rapport sur l'incidence délictueuse et violence.

<sup>15</sup> Centre de recherche pour le développement au Mexique.

<sup>16</sup> Guillermo Zepeda Lecuona, *Índice de incidencia delictiva y violencia*, CIDAC, México, Mexique, août 2008 :

1.

<sup>17</sup> Diagnostic de la sécurité publique.

<sup>18</sup> SSP, *Diagnóstico de la seguridad...*

criminalité et la délinquance au pays, s'inscrit pleinement dans les termes du discours institutionnel. En ce sens, la circulation des énoncés sur l'insécurité, l'impunité et la corruption deviennent partie prenante du discours dominant sur la violence au Mexique. Loin de nuire à la légitimité du discours institutionnel, elle l'affirme encore plus fermement.

Surtout, le type d'enjeux soulevé dans la production des « contre-chiffres » de la violence et repris dans le discours institutionnel ne contribue pas à nous renseigner sur l'augmentation comme telle de la violence. Ce qui en ressort pour l'analyse n'est effectivement pas une explication de l'augmentation comme telle de la violence mais plutôt une intensification de l'incitation au discours sur l'insécurité. Il appert alors que la violence semble manifestement avoir augmenté au pays depuis les dernières années mais qu'il est bien difficile de parvenir à se faire une opinion tranchée dans la multitude de chiffres qui sont souvent, par ailleurs, contradictoires. Ce que cela révèle, et ce qui doit alors être pris en compte dans le portrait que l'on tente de dresser de l'enjeu de la violence au Mexique, c'est qu'une part importante de la question semble se jouer sur le terrain de l'incitation au discours sur l'insécurité.

Ce phénomène se révèle entre autres dans les manifestations publiques contre l'insécurité. Celles-ci surgissent justement dans cette incitation au discours sur l'insécurité qui structure le discours institutionnel mais à laquelle contribue également la majorité des organisations sociales. L'exemple le plus frappant est celui de l'organisation *México unido contra la delincuencia*<sup>19</sup> qui est à l'origine des deux principales marches citoyennes contre la délinquance et l'insécurité des dernières années. La première marche a lieu en 2004 et incarne, pour certains, la plus importante que le pays ait probablement connue jusqu'alors<sup>20</sup>, rassemblant des dizaines de milliers de personnes dans les rues de la capitale sous le slogan « *Rescatemos México* »<sup>21</sup>. L'événement se reproduit en août 2008, pour une seconde marche

---

<sup>19</sup> Mexique uni contre la délinquance.

<sup>20</sup> Selon José Luis Velasco, « Drogas, seguridad y cambio político en México », Nueva Sociedad, n°198, juillet-août 2005 : 92.

<sup>21</sup> « Sauvons le Mexique ».

citoyenne sous le nom de « *Marcha por un México iluminado* »<sup>22</sup> qui se déroule dans les principales villes de la République. Or, tout en dénonçant l'insécurité et l'impunité qui taraude le pays, cette organisation se montre publiquement très proche du gouvernement de Calderón. Elle est même nommée comme organisation mandatée d'observer la tenue de l'*Acuerdo Nacional por la Seguridad, la justicia y la legalidad*<sup>23</sup> signé le 21 août 2008 par l'ensemble des secteurs politiques et sociaux du pays et organisé par le gouvernement.

De façon similaire, la création elle-même de cet *Acuerdo Nacional por la Seguridad, la justicia y la legalidad* s'insère dans ce processus d'incitation au discours sur l'insécurité et permet même de poser les termes d'un consensus social autour de l'enjeu de la violence délictueuse. Symbole du consensus, il se pose tel un pacte entre la société et le gouvernement. Cependant, il sert surtout à énoncer publiquement l'urgence d'une situation et la nécessité d'une militarisation accentuée des institutions politiques mexicaines que vient « légitimer » le symbole du consensus. Fait à noter, cette « légitimité » est par ailleurs cautionnée par la *Comisión Nacional de los Derechos Humanos* (CNDH)<sup>24</sup>, le 20 mars 2009, lors du dévoilement de son rapport annuel d'activités. En effet, à ce moment, la CNDH affirme que l'enjeu le plus important de la société mexicaine est la sécurité publique<sup>25</sup>. Ce faisant, elle reconnaît aussi que tant que la « situation exceptionnelle » que connaît le pays l'exigera, le recours aux forces armées sera justifié<sup>26</sup>. Lors du même événement, dans son

<sup>22</sup> « Marche pour un Mexique illuminé ». Les consignes de cette marche, dont l'initiative provient de l'organisme *México unido contra la delincuencia* (Mexique uni contre la délinquance) incluaient celle d'apporter une chandelle à être allumée à la tombée du jour.

<sup>23</sup> *Accord national pour la sécurité, la justice et la légalité*. Cet accord fut signé par les pouvoirs législatifs, exécutifs et judiciaires, les gouverneurs des 31 États fédérés, le chef du gouvernement du *Distrito Federal*, les présidents municipaux de toutes les entités ainsi que des représentants d'organisations de la société civile, d'entrepreneurs, religieuses, syndicales et les médias de communication. Diario oficial de la Federación, *Acuerdo Nacional por la Seguridad, la justicia y la legalidad*, Gobierno Federal de México, 22 août 2008, [http://dof.gob.mx/nota\\_detalle.php?codigo=5057719&fecha=25/08/2008](http://dof.gob.mx/nota_detalle.php?codigo=5057719&fecha=25/08/2008). L'hebdomadaire mexicain *Vértigo* souligne à cet effet qu'il s'agit d'un « accord historique pour faire front à une délinquance qui intimide les citoyens, menace le bien-être et le futur des familles et affecte sérieusement le tissu social ». Ángel Hernández, « Felipe Calderón convoca a un acuerdo nacional contra inseguridad », *Revista Vértigo*, México, Mexique, 24 août 2008 : 11. L'hebdomadaire *Proceso* se montre plus sceptique face à cette rencontre et la signature de l'accord qui apparaît plutôt comme un « spectacle ». Daniel Lizárraga, Ricardo Ravelo, « El fracaso, convertido en 'show' », *Proceso*, México, Mexique, 24 août 2008 : 22-25.

<sup>24</sup> Comisión nacional de los derechos humanos.

<sup>25</sup> José Luis Soberanes, *Intervención de José Luis Soberanes en el Informe de Actividades 2008 de la Comisión Nacional de Derechos Humanos*, México, Mexique, 20 mars 2009. <http://www.presidencia.gob.mx/prensa/discursos/?contenido=43295>.

<sup>26</sup> *Idem*.

propre discours, Calderón souligne que ce recours aux forces armées s'inscrit pleinement dans l'idée de la protection des droits humains puisque sa première mission est la protection de la population contre la « délinquance organisée »<sup>27</sup>.

#### 1.2.5. *L'enjeu de la militarisation*

Les enjeux que soulèvent les discours sur l'insécurité se posent en « points de relais » pour les énoncés du discours dominant. En effet, on remarque que généralement, ces enjeux sont captés, intégrés et orientés vers la justification de l'enjeu de la militarisation des interventions dans le cadre du « combat contre la délinquance organisée » ainsi que d'une partie des institutions du pays. Ainsi, une plus grande insécurité liée à l'impunité, à la corruption et au manque de confiance envers les forces policières sont tous des éléments sur lesquels les discours institutionnel et présidentiel appuient cette justification de la militarisation. Qu'il soit question du discours institutionnel ou des discours des organisations sociales ou politiques, la production des « chiffres de la violence » suppose alors un travail idéologique et des implications politiques particulières. Si les chiffres cherchent à montrer clairement qu'il y a une augmentation significative, voire dramatique, de la violence au Mexique, cette dernière n'est pas étrangère aux implications politiques qui lui sont sous-jacentes. Si cette violence peut effectivement être démontrée sous différents angles empiriques (nombre d'homicides, nombre de délits, etc.), elle n'est toutefois pas autonome ni antérieure à ce processus de militarisation.

Au Mexique, la militarisation des certains pans de la justice et de la sécurité publique est assez récente. La plupart des analystes s'entendent pour affirmer qu'elle voit néanmoins le jour durant les années 1990<sup>28</sup> et certains l'associent plutôt au mandat de Miguel de la Madrid

---

<sup>27</sup> Felipe Calderón, *El Presidente Calderón en el Informe de la Comisión Nacional de Derechos Humanos*, México, Mexique, 20 mars 2009. <http://www.presidencia.gob.mx/prensa/discursos/?contenido=43294>.

<sup>28</sup> Benítez Manaut, « México, seguridad ciudadana, conflictos y orden público »... : 107-110. Jorge Luis Sierra Gúzman, « Mexico's Military in the War on Drugs », *Drug War Monitor*, avril 2003 : 1-18. Marcos Pablo Moloeznik, « Las Fuerzas Armadas en México : entre la atipicidad y el mito », *Nueva Sociedad*, n°213, janvier-février 2008 : 168. Luis Astorga, « Les limites de la politique antidrogue au Mexique », *Revue internationale de science sociale*, vol. 1, n°169, 2001.

(1982-1988)<sup>29</sup>. Cette militarisation serait issue d'un processus de créations et de réformes d'organes gouvernementaux liés à la gestion des forces de l'ordre afin d'y combattre la corruption. En 1996, ce processus mène à la promulgation de la *Ley Federal contra la Delincuencia Organizada*<sup>30</sup> et à la création de la *Policia Federal Preventiva* (PFP)<sup>31</sup>, deux ans plus tard, soit en 1998<sup>32</sup>. Il est par la suite accentué par la création de la *Agencia Federal de Investigación* (AFI)<sup>33</sup> en 2002.

Avec l'élection de Calderón, c'est une intensification sans précédent de cette militarisation des institutions mexicaines qui se produit. L'augmentation des effectifs des forces de l'ordre<sup>34</sup>, la réforme de la *Ley Federal contra la Delincuencia Organizada*, la mise sur pied, à travers le *Secretaría de Seguridad Pública* (SSP), de la *Estrategia nacional de prevención del delito y del combate a la delincuencia*<sup>35</sup> sont autant de mesures qui témoignent du caractère prioritaire que revêt dorénavant la question de la violence délictueuse pour le gouvernement mexicain. Dans cette logique, la *Ley General del Sistema Nacional de Seguridad Pública*<sup>36</sup> est promulguée le 2 janvier 2009, accentuant de nouveau le rôle des forces armées dans la sphère de la sécurité publique et de sa coordination à tous les niveaux de gouvernement<sup>37</sup>. De plus, par cette loi, la direction du *Consejo Nacional de Seguridad Pública*<sup>38</sup> est transférée au président Calderón, qui est officiellement, par ailleurs, le commandant suprême des forces armées du pays.

<sup>29</sup> Comme Luis González Placencia, « La concepción sistémica de la seguridad pública en México », *Nueva Sociedad*, n°169, mai-juillet 2000 : 90-91.

<sup>30</sup> Loi fédérale contre la délinquance organisée.

<sup>31</sup> Police Fédérale Préventive.

<sup>32</sup> Benítez Manaut, « Méxio, seguridad ciudadana, conflictos y orden público »... : 111-112.

<sup>33</sup> Agence Fédérale d'Investigation.

<sup>34</sup> Depuis le début du mandat de Calderón, plus de 36 000 soldats de l'armée ont intégré la *Policia Federal Preventiva*.

<sup>35</sup> Stratégie nationale de prévention du délit et de combat contre la délinquance. Secretaría de Seguridad Pública, *Estrategia nacional de prevención del delito y del combate a la delincuencia*, Gobierno Federal de México, 2008, [http://www.ssp.gob.mx:80/portalWebApp/appmanager/portal/desk?\\_nfpb=true&\\_pageLabel=contenido3&nodeId=/BEA%20Repository/366968/archivo&menu=Programa%20Seguridad](http://www.ssp.gob.mx:80/portalWebApp/appmanager/portal/desk?_nfpb=true&_pageLabel=contenido3&nodeId=/BEA%20Repository/366968/archivo&menu=Programa%20Seguridad).

<sup>36</sup> Loi générale du système nationale de sécurité publique.

<sup>37</sup> Voir aussi *La Jornada*, « Firma Calderón la Ley del Sistema Nacional de Seguridad Pública », México, Mexique, 1<sup>er</sup> janvier 2009.

<sup>38</sup> Conseil national de sécurité publique.

### 1.2.6. *La construction de la faute*

Si l'intensification de la militarisation s'appuie sur l'argument de l'augmentation de la violence, elle est aussi justifiée dans une « construction de la faute ». Une « construction de la faute » dans l'idée où « la faute » prend tout son relief dans la spécification d'une catégorie particulière de la délinquance. Sa construction opère ainsi en s'appuyant sur la « métacatégorie » de la « délinquance organisée ». Surdéterminée par la figure du narcotrafic et de la criminalité organisée, cette « métacatégorie » recouvre aussi tout un espace dont l'étendue et les limites sont plutôt floues. Cet espace inclut les stratégies anonymes de la petite délinquance mais semble également s'étendre de façon plus ou moins directe à la protestation sociale. À cet effet, on le verra<sup>39</sup>, cette « construction de la faute » coïncide pleinement avec le processus de criminalisation de la protestation sociale dont les cas d'Atenco et d'Oaxaca en 2006 sont les exemples les plus frappants<sup>40</sup> et dont les effets sont intensifiés dès le début du mandat de Calderón.

Dans son rapport à l'augmentation de la violence, cette « construction de la faute » et le recours à la métacatégorie « délinquance organisée » servent à baliser les termes de la coïncidence entre l'intensification de la militarisation sous Calderón et l'augmentation drastique du nombre d'homicides. Dans le discours institutionnel, la première apparaît comme une réponse à la seconde. Ces balises que déploie le discours institutionnel servent à occulter et éviter l'équation inverse qui veut que la militarisation ne serait pas étrangère à cette augmentation du nombre d'homicides. À son intensification sont intimement liées les tentatives des cartels de préserver leurs territoires menacés. Sous cet angle, la militarisation se poserait plutôt comme partie intégrante de l'équation et non comme simple réponse. Une équation qui ne nie non pas l'importance du crime organisé au Mexique mais qui questionne tout de même ce qui est montré comme une augmentation dramatique de la criminalité organisée et un raffermissement d'une situation de violence endémique. Plus que d'une

<sup>39</sup> Voir le Chapitre II, « Violence et délinquance. Implications théoriques et approche d'analyse », plus précisément dans le point 2.3. « Implications théoriques de la catégorie "délinquance organisée" » ainsi que le Chapitre IV, « Subversions. Dialogues polémiques dans l'interdiscours et éléments de subversions dans les « contre-discours » ».

<sup>40</sup> Comme démontré dans l'article de Oehmichen Bazán, « Corps et terreur : nouvelles formes de violences d'État au Mexique »...

augmentation de la criminalité organisée dont les chiffres cherchent à rendre compte, il serait ici question de réorganisations et d'affrontements des différents cartels dans le but de préserver leurs intérêts face à une présence accentuée des forces armées.

Parallèlement à ce qui se profile comme des affrontements entre les cartels, le discours institutionnel présente l'image d'une criminalité en plein déploiement, *organisée* et *unifiée* d'une certaine manière, sous le vocable « délinquance organisée ». Dans le discours institutionnel, la capacité d'organisation de la délinquance se pose en effet comme un argument de poids. Elle se traduirait aussi par le passage, depuis les dernières années, d'une « petite » délinquance dite commune à une délinquance dite organisée<sup>41</sup>. Selon le titulaire de la SSP, Genaro García Luna, le crime organisé aurait « augmenté sa capacité de feu [et] d'organisation ». Il se serait développé à travers un « schéma structuré d'opération » rendant son « évolution menaçante, puisque la perpétration des délits mineurs s'est transformée en structures criminelles de plus grand impact et incidence criminelle »<sup>42</sup>. Or, certaines études ont déjà démontré que loin d'être contrôlée par « des organisations centralisées avec des leaders reconnus et des hiérarchies bien établies »<sup>43</sup> tel qu'on le prétend habituellement, la criminalité dite *organisée* est un « monde qui a une structure semi-organisée »<sup>44</sup>. Dans ce « monde », très peu de groupes bien organisés cohabiteraient avec plusieurs autres groupes moins puissants et passagers. C'est la flexibilité de la structure de la criminalité dite organisée et du narcotrafic qui rend leur survie possible, selon José Luis Velasco, « malgré le changement du personnel dirigeant où la disparition des organisations dirigeantes »<sup>45</sup>. Cela expliquerait entre autre l'inefficacité de la stratégie de la « décapitation » – cibler et arrêter les chefs de cartels – privilégiée par les forces de l'ordre.

---

<sup>41</sup> SSP, *Diagnóstico de la seguridad...*

<sup>42</sup> Hernández, « Felipe Calderón convoca a un acuerdo nacional contra inseguridad »... : 12. Aussi dans SSP, *Diagnóstico de la seguridad...*

<sup>43</sup> Velasco, « Drogas, seguridad y cambio político en México » : 94.

<sup>44</sup> *Idem.*

<sup>45</sup> *Idem.*

### 1.2.7. *La circulation de la violence en chiffres*

Ainsi, face à la puissance opératoire de cet énoncé central où l'on pose la menace d'une criminalité organisée en expansion et d'une violence endémique, il n'est pas étonnant que les actes de petite délinquance apparaissent bien plus problématiques qu'auparavant. De plus, le phénomène de décompte systématique des enlèvements et des morts « liées » à la délinquance organisée et au narcotrafic que l'on observe dans la plupart des périodiques du pays nourrit aussi cet effet de « nouvelle gravité » de la situation. Au regard de ces chiffres, l'accentuation de la « violence » paraît effectivement « dramatique ». Toutefois, cet effet repose sur la naturalisation des critères à la base de la production des chiffres et des statistiques. Et il devient encore plus efficace par la circulation même de ces chiffres.

Plusieurs phénomènes de circulation des « chiffres de la violence » témoignent particulièrement bien de cet effet « d'urgence » et de « gravité » de la situation. Au cours de l'été 2008, un de ceux-ci est particulièrement significatif. Il concerne la publication par l'ONG chrétienne Néerlandaise IKV Pax Christi – dont la « mission » se résume principalement à la pacification des zones de conflits dans le monde – d'une donnée selon laquelle le Mexique serait l'endroit où le risque d'enlèvement (traditionnel, express et virtuel) est globalement le plus élevé et ce, devant l'Irak et l'Inde. À ce classement est également joint celui qui pose la capitale du pays comme l'endroit le plus dangereux en Amérique latine en matière d'enlèvement<sup>46</sup>.

Si l'on s'attarde sommairement à la réception et la circulation de ces énoncés, on s'aperçoit qu'il est rapidement repris par divers périodiques mexicains et internationaux. Aux lendemains de l'enlèvement et de l'assassinat très médiatisé de Fernando Martí au mois de juillet 2008, cet énoncé semble alors produire un effet choc. Dans les suites de cet événement, prend place le *XXIII Consejo Nacional de seguridad pública*<sup>47</sup> où est signé l'*Acuerdo Nacional por la Seguridad, la justicia y la legalidad* mentionné précédemment.

<sup>46</sup> IKV Pax Christi, *Kidnapping is a booming business*, Utrecht, IKV Pax Christi, juillet 2008 : 5-6, 19-20, <http://www.ikvpaxchristi.nl/news/?v=12&lid=3>.

<sup>47</sup> Conseil national de sécurité publique.



Lors de cette rencontre aux allures « extraordinaires », le père de Fernando Martí, l'entrepreneur mexicain Alejandro Martí, témoigne de son expérience et exhorte à une action significative de la part du gouvernement. Se déroule aussi, à la même période, la marche contre l'insécurité organisée par l'ONG *México Unido Contra la Delincuencia* (également mentionnée plus haut) où le thème de l'enlèvement semble omniprésent. Dans ce contexte, c'est l'ensemble de ces événements et la tension qui leur est sous-jacente qui se « cristallise » dans l'énoncé du titulaire de la *Procuraduría General de la República* (PGR)<sup>48</sup>, Eduardo Medina Mora, affirmant que le pays vit une « crise de l'enlèvement »<sup>49</sup>.

Cet exemple démontre bien la teneur des effets que produisent les « chiffres de la violence » et leur circulation, tous deux rattachés à des contextes particuliers. À travers ces effets, ce sont le travail idéologique et les enjeux politiques qui doivent être relevés. Ainsi, l'incitation au discours sur l'insécurité joue un rôle déterminant dans la justification de la militarisation des institutions mexicaines. Mais cette incitation fonctionne en s'appuyant sur la « construction de la faute » par le recours à cette « métacatégorie » qu'est la « délinquance organisée ». Et l'ensemble de ces « mécanismes » opère en tant qu'effets générés par la production de « chiffres de la violence ». Inversement, ils demandent aussi une réalimentation constante en nouveaux « chiffres ». Or, ceux-ci ne sont pas neutres malgré le postulat de neutralité sur lequel ils s'appuient. Leur « production » repose sur une naturalisation et une réification des critères qui la soutiennent. Le postulat de neutralité agit lui-même comme critère réifié et de réification. Face à ce type de réification, il apparaît alors important de se distancer du caractère brut des chiffres dans l'idée de saisir l'ensemble des enjeux que soulève la problématique de la violence. Saisir ces enjeux demande de s'attacher à analyser le contexte de production et la circulation des « chiffres de la violence ». Mais cela suppose aussi de se référer au contexte social, politique et historique dans lesquels sont produits les chiffres et les énoncés de la violence,

<sup>48</sup> Parquet Général de la République.

<sup>49</sup> *El Universal*, « La delincuencia, peor que nunca », México, Mexique, 30 août 2008, <http://www.eluniversal.com.mx/nacion/161986.html>.

### 1.3. La nouveauté d'un phénomène. Les analyses de la violence délictueuse : l'enjeu de la transition à la démocratie

Au Mexique, dans le cadre de ce que l'on a nommé le « combat contre la délinquance organisée », on assiste ainsi à la production d'une série de chiffres qui cherchent à poser clairement les termes de l'augmentation de la violence mais aussi ceux de la nouveauté du phénomène et son caractère exceptionnel. Cet aspect de la nouveauté du phénomène est également partagé par la majorité des analyses scientifiques sur le sujet. Dans la littérature, celles-ci s'écartent du caractère brut des chiffres et des statistiques pour se concentrer sur des facteurs plus contextuels, institutionnels, voire structurels. L'aspect de la nouveauté demeure toutefois central. Il s'exprime et surgit dans son lien à la transformation des rapports de la violence à l'État en Amérique latine et plus précisément, au Mexique, par le changement de régime qui serait issu de la transition démocratique.

#### 1.3.1. Violence et rapport à l'État en Amérique latine

En Amérique latine, le rapport de la violence à l'État semble s'être transformé depuis les dernières décennies. La majorité des auteurs qui traitent de la question s'entendent pour affirmer l'émergence et le déploiement d'une « nouvelle violence » à partir des années 1980. Celle-ci serait liée, la plupart du temps, à l'expansion du crime organisé et à la délinquance urbaine<sup>50</sup>. Dans son lien à la quantification de la violence, cette nouveauté se traduit par la

---

<sup>50</sup> Camille Goirand, « Violence et démocratie en Amérique latine », in Couffignal, George (dir.), *Amérique latine 2002*, Paris, IHEAL/La Documentation française, 2002 : 22. Voir également sur ce point les analyses de Bernardo Kliksberg, « ¿Cómo enfrentar la inseguridad en América latina? La falacia de la mano dura », *Nueva Sociedad*, n°215, mai-juin 2008 : 4-15; Francisco Rojas Aravena, « El riesgo de la superposición entre las políticas de defensa y seguridad », *Nueva Sociedad*, n° 213, janvier-février 2008 : 36-49; Nelson Arteaga Botello, « Violencia y pobreza : dispositivos en América latina », *Quivera*, vol. 7, n°2, 2005 : 180-194; John, Bailey, Lucía Dammert, « Public Security and Police Reform in the Americas », in John Bailey, Lucía Dammert, (dir.), *Police Security and Police Reform in the Americas*, Pittsburg, University of Pittsburg Press, 2005 : 1-23; Elías Carranza, « Políticas públicas en materia de seguridad de los habitantes ante el delito en América latina », *Nueva Sociedad*, n°191, mai-juin 2004 : 52-64; Roberto Briceño-León, « Introducción. La nueva violencia urbana de América latina », in Roberto Briceño-León, (dir.), *Violencia, sociedad y justicia en América latina*, CLACSO, 2002 : 13-26; Irma Arriagada, « Seguridad ciudadana y violencia en América latina », conférence présentée au LASA XXIII International Congress Session LAW 12, Washington, 6-8 septembre 2001 : 109-138; José Miguel Cruz, « Violencia, democracia y cultura política », *Nueva Sociedad*, n°167, mai-juin 2000 : 132-146.

hausse des taux de criminalité et d'homicides ainsi que par l'augmentation des demandes liées à l'insécurité croissante de la population témoignant parfois d'une « véritable paranoïa »<sup>51</sup>. Pour beaucoup d'auteurs, elle est avant tout liée aux conditions de pauvreté<sup>52</sup>. Toutefois, sur ce point plusieurs analyses se démarquent par la volonté de dépasser la simple équation de causalité pauvreté/violence au profit d'une approche plus « structurelle » où ce sont les inégalités sociales qui entrent en jeu. Comme le rapporte Luis Gerardo Gabaldón, dans la perspective de la version latino-américaine de la criminologie critique, les inégalités sociales se posent comme un élément central de l'analyse macro-structurelle de la violence<sup>53</sup>. Liées à une pluralité de facteurs micro-structurels, puisqu'elles sont multidimensionnelles comme le souligne Irma Arriagada<sup>54</sup>, la violence et la délinquance seraient issues de la polarisation des groupes sociaux, conséquence de processus toujours plus importants de marginalisation malgré la croissance économique de la région<sup>55</sup>.

Au regard de ces observations, Bernardo Kliksberg rappelle l'échec de la « *mano dura* » et des stratégies de tolérance zéro et de punition maximale. En l'absence de considération des causes profondes de l'exclusion sociale (plus particulièrement juvénile), la stratégie de la « *mano dura* » traite de façon indistincte des formes pourtant très différentes de criminalité, comme la petite délinquance et la criminalité organisée par exemple<sup>56</sup>. Ce type de réponse ne fait qu'alimenter, toujours selon Kliksberg, le cercle vicieux de la violence délictueuse. Si elle s'avère inefficace dans la réduction de la criminalité, elle sert surtout à produire de la « chair à canon » pour la criminalité organisée<sup>57</sup>. En ce sens, selon Roberto Briceño-León, le caractère nouveau du phénomène de la violence en Amérique latine doit être compris dans la

<sup>51</sup> André Corten, « Introduction », in Corten, André, Côté, Anne-Élizabeth (dir.), *La violence dans l'imaginaire latino-américain*, Paris / Québec, Karthala / PUQ, 2008 : 27. Cruz, « Violencia, democracia y cultura política »... : 141.

<sup>52</sup> Voir Kliksberg, « ¿Cómo enfrentar la inseguridad en América latina? La falacia de la mano dura »... : 12-14; Rojas Aravena, « El riesgo de la superposición entre las políticas de defensa y seguridad »... : 46; Briceño-León, « Introducción. La nueva violencia urbana de América latina »... : 15-18; Luis Gerardo Gabaldón, « Tendencias y respuestas hacia la violencia delictiva en Latinoamérica », in Roberto Briceño-León, (dir.), *Violencia, sociedad y justicia en América latina*, CLACSO, 2002 : 245-246, 249; Arriagada, « Seguridad ciudadana y violencia en América latina »... : 116, 121, 131.

<sup>53</sup> Gabaldón, « Tendencias y respuestas hacia la violencia delictiva en Latinoamérica »... : 245-246.

<sup>54</sup> Arriagada, « Seguridad ciudadana y violencia en América latina »... : 131.

<sup>55</sup> Rojas Aravena, « El riesgo de la superposición entre las políticas de defensa y seguridad »... : 46. Kliksberg, « ¿Cómo enfrentar la inseguridad en América latina? La falacia de la mano dura »... : 8.

<sup>56</sup> *Ibid.* : 10.

<sup>57</sup> *Ibid.* : 11.

singularité des processus sociaux étant impliqués<sup>58</sup>. Son analyse doit prendre en compte les particularités de cette nouvelle violence urbaine tout comme les nouvelles conditions de la criminalité et de l'impunité.

Une des particularités qui semblent ainsi se profiler dans la problématique de cette « nouvelle violence » concerne son rapport à l'État. D'une part, selon José Miguel Cruz, contrairement à la violence des révolutions ou à celle des guérillas, la violence que connaît aujourd'hui l'Amérique latine n'aurait plus de motivation politique<sup>59</sup>. Il s'agit plutôt d'une « violence sociale », imprévisible et diffuse, pouvant apparaître n'importe où et dont les victimes peuvent être n'importe qui<sup>60</sup>. Elle est souvent anonyme et vise l'anonyme. Pour André Corten, ce n'est pas l'absence ou non d'un caractère politique de la violence qui est déterminant mais son phénomène de désétatisation<sup>61</sup>. La violence n'est plus pensée dans son rapport à l'État : celle qui « éclate alors dans la criminalité et la délinquance perd toute relation organique avec l'État »<sup>62</sup>. En se référant aux analyses de Sergio Adorno<sup>63</sup>, Corten souligne que « l'importance prise par ces nouveaux réseaux affaiblit l'État »<sup>64</sup>. Ce même type de constat se retrouve au sein des analyses de José Miguel Cruz et de Camille Goirand, entre autres<sup>65</sup>. Cet affaiblissement de l'État se traduit, selon Cruz, par l'érosion de la confiance envers les institutions qui se voient incapables de contrôler les niveaux endémiques de violence et de délinquance<sup>66</sup>. Pour Goirand, il est plutôt relié à un phénomène de criminalisation du politique<sup>67</sup>. Cette criminalisation s'inscrirait comme trame de fond des

<sup>58</sup> Briceño-León, « Introducción. La nueva violencia urbana de América latina »... : 13.

<sup>59</sup> Cruz, « Violencia, democracia y cultura política »... : 132.

<sup>60</sup> *Ibid.* : 133.

<sup>61</sup> Corten, « Introduction »... : 21-28.

<sup>62</sup> *Ibid.* : 23.

<sup>63</sup> Sergio Adorno, « Le monopole étatique de la violence : le Brésil face à l'héritage occidental », *Cultures et conflits*, n°59, automne 2005 : 149-174.

<sup>64</sup> Corten, « Introduction »... : 22.

<sup>65</sup> Sans nécessairement développer amplement ce point, les analyses de Rojas Aravena, de Bailey & Dammert, de Briceño-León et d'Arriagada convergent également autour de ce constat. Voir Rojas Aravena, « El riesgo de la superposición entre las políticas de defensa y seguridad »... : 45; Bailey, Dammert, « Public Security and Police Reform in the Americas »... : 1; Briceño-León, « Introducción. La nueva violencia urbana de América latina »... : 23; Arriagada, « Seguridad ciudadana y violencia en América latina »... : 121.

<sup>66</sup> Cruz, « Violencia, democracia y cultura política »... : 143. Cette analyse est aussi partagée par Briceño-León, « Introducción. La nueva violencia urbana de América latina »... : 21 et Arriagada, « Seguridad ciudadana y violencia en América latina »... : 121.

<sup>67</sup> Goirand, « Violence et démocratie en Amérique latine »... : 17.

nouvelles modalités de la violence en Amérique latine qu'il identifie et va de pair avec la criminalisation de l'économie<sup>68</sup>.

De plus, cet affaiblissement de l'État se traduit dans l'expansion du phénomène de privatisation de la sécurité. Les conséquences de ce phénomène sur l'ordre politique apparaissent particulièrement importantes pour Goirand et Cruz. Pour Goirand, cela mène à la création d'espaces « ségrégués où la pratique de l'exclusion est exercée avec attention et rigueur »<sup>69</sup>. Plus fondamentalement encore, selon Cruz, la défense du privé conduit non seulement à une baisse de la participation citoyenne mais aussi à une méfiance généralisée envers les autorités politiques et juridiques. L'abandon des mécanismes légaux et des institutions, qui sont éventuellement perçus comme illégitimes, témoigne alors de cette méfiance<sup>70</sup>. À cet effet, les analyses de Briceño-León, de Gabaldón et de Luis Esteban Manrique soulignent que cette dernière mène souvent à des formes « privées » de justice dont le lynchage serait l'expression la plus radicale<sup>71</sup>.

D'autre part, dans cette « absence » de rapport à l'État semblent se profiler des effets directs sur la gouvernance démocratique de plusieurs régimes latino-américains. Entre autres, Goirand et Cruz s'entendent pour affirmer que la « généralisation de la violence participe à la perte « d'authenticité démocratique » de beaucoup de régimes latino-américains installés dans le courant des années 1990 »<sup>72</sup>. Alors que Goirand remarque que cette violence « incite les gouvernements à prendre des mesures d'exception » et constitue, du même coup, « un indicateur de l'insuffisante démocratisation des systèmes politiques »<sup>73</sup>, Cruz aborde plus largement la question de son impact sur la culture politique. Pour ce dernier, la violence qui affecte les sociétés latino-américaines constitue un risque pour les processus d'affirmation démocratique puisqu'elle renforce une culture politique qui ignore la participation citoyenne,

<sup>68</sup> *Ibid.* : 30-31.

<sup>69</sup> *Ibid.* : 29, citant Teresa Caldeira, « Fortified Enclaves : The New Urban Segregation », *Public Culture*, vol. 2 n°8, hiver 1996 : 311.

<sup>70</sup> Cruz, « Violencia, democracia y cultura política »... : 140-141. Arriagada partage également cette analyse dans Arriagada, « Seguridad ciudadana y violencia en América latina »... : 121.

<sup>71</sup> Briceño-León, « Introducción. La nueva violencia urbana de América latina »... : 21. Gabaldón, « Tendencias y respuestas hacia la violencia delictiva en Latinoamérica »... : 252. Luis Esteban González Manrique, « Un poder paralelo : el crimen organizado en América Latina », *ARI*, n°84, 2006 : 7.

<sup>72</sup> Goirand, « Violence et démocratie en Amérique latine »... : 35.

<sup>73</sup> *Idem.*

privilégie l'ordre et l'autorité extrême sur les libertés et les droits fondamentaux des individus et appuie des options politiques autoritaires<sup>74</sup>. La démocratie semble ainsi se poser comme un enjeu « global » que soulève la question de la violence délictueuse en Amérique latine. Dans l'ensemble des analyses, la violence est alors interprétée d'un côté comme la traduction d'une certaine inefficacité de l'État à maintenir l'ordre ou encore comme un symptôme de problèmes structureaux plus « profonds » des sociétés. D'un autre côté, elle apparaît comme une menace dans la consolidation des démocraties, sorte de gangrène des sociétés affectant leur organisation politique.

### 1.3.2. *Analyse de la violence délictueuse au Mexique : l'enjeu de la transition démocratique*

Dans le cas des analyses de la violence au Mexique, la question du rapport à la démocratie est centrale. La question est particulière au pays puisque la trame de la transition à la démocratie y est prédominante. Mais elle ne fait pas totalement consensus. C'est-à-dire que si pour le gouvernement et une grande majorité des secteurs sociaux la transition à la démocratie ne fait aucun doute, les termes de sa consolidation demeurent parfois vertement critiquée par une certaine partie de la population. Sans aborder le sujet dans toute sa profondeur, de façon plus radicale encore, c'est parfois même l'existence comme telle d'une transition à la démocratie qui est réfutée par certains groupes sociaux et politiques. Il s'agit d'une question plutôt sensible au Mexique. Il n'est donc pas surprenant que l'enjeu de l'augmentation de la violence soit alors rapporté à celui de la démocratie.

Ainsi, la plupart des auteurs, à quelques nuances près, expliquent en effet le phénomène de l'augmentation de la violence délictueuse en fonction des transformations politiques du pays depuis les dernières décennies. Pour Idalia Gómez et Darío Fritz, la transition démocratique a créé des vides naturels au sein de tous les secteurs de l'administration. Ce sont ces espaces qui ont permis au crime organisé de se déployer davantage<sup>75</sup>. José Luis Velasco apporte un point de vue similaire lorsqu'il affirme que le changement politique

<sup>74</sup> Cruz, « Violencia, democracia y cultura política »... : 133.

<sup>75</sup> Idalia Gómez, Darío Fritz, *Con la muerte en el bolsillo. Seis desafortadas historias del narcotráfico en México*, Mexico, Planeta, 2005.

expérimenté par le Mexique au cours des dernières décennies a créé de nouvelles opportunités pour le développement du commerce illégal<sup>76</sup>. Pour ce dernier, le problème repose surtout sur le fait que le processus de démantèlement de l'ancien régime a été beaucoup plus efficace que l'établissement de nouvelles institutions politiques fortes. La faiblesse du régime politique, dont la légitimité serait incertaine, engendre de meilleures opportunités pour la croissance des organisations criminelles et est plus vulnérable à son influence corruptrice<sup>77</sup>. C'est dans cette même logique que Raúl Benítez Manaut souligne le manque d'intégralité des processus politiques en place et la contradiction que soulève l'intégration des structures modernes aux vieilles institutions, favorisant le développement du crime commun et organisé<sup>78</sup>.

Conjointement à ce phénomène d'intensification de la violence délictueuse apparaît aussi, au sein de la majorité des analyses, l'importance de la militarisation de la sécurité publique et du combat contre la délinquance organisée. Si la majorité des auteurs s'entendent pour situer le début de cette militarisation durant le mandat d'Ernesto Zedillo et son renforcement par le gouvernement de Vicente Fox<sup>79</sup>, certains perçoivent plutôt qu'elle s'entame par l'introduction du syntagme de « sécurité nationale » dans le discours du combat contre le narcotrafic sous Miguel De la Madrid (1982-1988)<sup>80</sup>. De plus, alors que Moloeznik et Benítez Manaut expliquent cette militarisation comme une réponse à la « corruption historique »<sup>81</sup> de l'ancien régime politique, l'analyse générale penche plutôt vers un bilan négatif de ses effets sur la corruption, la sécurité et la démocratie<sup>82</sup>. Non seulement la militarisation du combat contre la délinquance organisée a généré davantage de violence, de corruption et d'impunité mais l'intégration des militaires dans les institutions mexicaines est

<sup>76</sup> Velasco, « Drogas, seguridad y cambio político en México »... : 89.

<sup>77</sup> *Ibid.* : 97.

<sup>78</sup> Benítez Manaut, « México : seguridad ciudadana, conflictos y orden público »... : 115.

<sup>79</sup> Sierra Gúzman, « Mexico's Military in the War on Drugs »... Benítez Manaut, « México : seguridad ciudadana, conflictos y orden público »... : 111-112. Moloeznik, « Las Fuerzas Armadas en México : entre la atipicidad y el mito »... : 161. À l'exception du texte de Moloeznik, les articles analysés dans cette revue de littérature ne traitent pas du gouvernement de Calderón puisqu'ils ont été publiés avant son arrivée au pouvoir.

<sup>80</sup> Velasco, « Drogas, seguridad y cambio político en México »... : 95. González Placencia, « La concepción sistémica de la seguridad pública en México » : 90-91.

<sup>81</sup> Benítez Manaut, « México : seguridad ciudadana, conflictos y orden público »... : 116.

<sup>82</sup> Astorga, « Les limites de la politique antidrogue au Mexique »... : 469. Sierra Gúzman, « Mexico's Military in the War on Drugs »... : 6. Velasco, « Drogas, seguridad y cambio político en México »... : 96.

également à la source de nombreuses accusations de violation des droits humains<sup>83</sup>. Le contrôle démocratique s'en trouverait alors d'autant plus affaibli. De ces analyses ressort le constat que le combat contre la délinquance organisée, et plus spécifiquement contre le narcotrafic, est inefficace. Pour certains, il n'a contribué, jusqu'à maintenant, qu'à accroître la criminalité<sup>84</sup>. La solution semble alors passer par des réformes institutionnelles plus « intégrales » ainsi que par une analyse tout aussi « intégrale » des questions de la violence et de la sécurité<sup>85</sup>. Il semble aussi qu'elle doive se traduire par le développement et le renforcement d'une véritable culture démocratique<sup>86</sup>.

Tout comme on le perçoit dans le cas de la quantification et la production de chiffres de la violence, l'ensemble de ces analyses proposent une lecture des événements qui se caractérise par une réification de la violence. Celle-ci est posée en tant que phénomène qui traduirait une déviance et une inefficacité des institutions et des processus politiques à la base de leur réforme. Dès lors, ce n'est pas tant la violence qui est questionnée et analysée mais le degré de capacité du système politique à la contenir et à l'éliminer. Ce type d'analyse s'appuie aussi sur une conception déterministe d'un idéal de démocratie procédurale représentative. N'étant jamais questionné en lui-même, il s'impose comme référent à partir duquel est évalué le degré de réussite des transformations politiques du pays. Les concepts de « culture politique » et de « culture démocratique » traduisent généralement bien ces exigences que l'on pose en évidence dans l'appréciation de la valeur d'un régime politique<sup>87</sup>.

Luis Astorga développe pour sa part une analyse plus nuancée. Le phénomène d'accentuation de la violence et de la criminalité organisée serait plutôt une conséquence de la transformation de la « relation historique qui liait le trafic au pouvoir politique

---

<sup>83</sup> Sur ce dernier point, voir plus spécifiquement Sierra Gúzman, « Mexico's Military in the War on Drugs »... : 13 et Velasco, « Drogas, seguridad y cambio político en México »... : 96.

<sup>84</sup> Velasco, « Drogas, seguridad y cambio político en México »... : 94. Benítez Manaut, « México : seguridad ciudadana, conflictos y orden público »... : 115.

<sup>85</sup> Velasco, « Drogas, seguridad y cambio político en México »... : 89. Benítez Manaut, « México : seguridad ciudadana, conflictos y orden público »... : 109.

<sup>86</sup> Sierra Gúzman, « Mexico's Military in the War on Drugs »... : 16.

<sup>87</sup> Pour des auteurs développant dans ce sens général, voir entre autres : Cornelius Castoriadis, « Polis », *La montée de l'insignifiance*, Paris, Seuil, 1996 : 191-292. Claude Lefort, « Les droits de l'homme et l'État-providence », *Essais sur le politique*, Paris, Seuil, 1986 : 33-63. Marcel Gauchet, *La démocratie d'une crise à l'autre*, Paris, Cécile Defaut, 2007. Jacques Rancière, *La haine de la démocratie*, Paris, La Fabrique, 2005.



hégémonique et aux institutions de sécurité et de justice »<sup>88</sup> postrévolutionnaires. Au début des années 1980, une « crise des mécanismes de médiation et de contrôle » se conjugue à une « recomposition des puissants groupes de trafiquants de drogue »<sup>89</sup>, modifiant profondément le « paysage criminel » du pays. Les organisations criminelles se voient alors bénéficier d'une plus grande autonomie face à « une structure de pouvoir où le parti d'État a cessé d'être en situation de monopole »<sup>90</sup>. Au cours des années 1990, ces transformations se traduisent par une « recrudescence de la violence »<sup>91</sup>. Ici, l'analyse ne repose donc pas sur une évaluation de l'efficacité de la transition démocratique ni même sur le postulat de cette dite transition. Elle renvoie plutôt à des transformations structurelles qui ont permis la recomposition des rapports entre l'État et le crime organisé. Cependant, l'auteur suppose tout de même qu'une diminution du contrôle de l'État se traduit par une augmentation de la criminalité et de la violence. Encore une fois, la question de la violence n'est pas abordée sous tous ces angles. Elle est circonscrite à son rapport (ou absence de rapport, ce qui revient au même) à l'État.

### 1.3.3. *L'approche de l'analyse des discours de sécurité*

Deux autres auteurs proposent une approche qui s'éloigne du cadre d'analyse dominant et de la conception « statique » de la violence. Luis González Placencia et Nelson Arteaga Botello cherchent, en effet, à aborder les problématiques de la violence et de la sécurité de façon plus « globale ». En adoptant une approche structurelle et en focalisant leurs analyses sur les discours de la violence et de la sécurité plutôt que sur leur détermination statistique, ces auteurs parviennent à identifier les trames de fond révélant les enjeux idéologiques qui les supportent. Pour González Placencia, la problématique renvoie à l'emprise d'une conception systémique de la sécurité sur laquelle s'appuie un discours global des sociétés capitalistes. Sous l'exigence de stabilité requise pour le bon fonctionnement de l'économie de marché, il remarque que la sécurité devient un présupposé de certitude dont la principale source de

<sup>88</sup> Astorga, « Les limites de la politique antidroque au Mexique »... : 475.

<sup>89</sup> *Ibid.* : 472.

<sup>90</sup> *Ibid.* : 475.

<sup>91</sup> *Ibid.* : 473.

légitimation est la « raison d'État »<sup>92</sup>. Dans un contexte où l'espace se referme de plus en plus autour des questions de la loi et du discours de sécurité, l'insécurité est évaluée en fonction du degré de risque qu'elle représente pour la classe politique au pouvoir et pour son projet économique global.

En se penchant spécifiquement sur les discours de Vicente Fox et de Andrés Manuel López Obrador (alors chef du gouvernement du district fédéral pour la période de 2000-2005), Arteaga Botello expose, pour sa part, la façon dont les discours de la sécurité (qu'ils soient « populistes punitifs » ou gestionnaires) ont mené à la légitimation d'un élargissement des critères extralégaux dans la prévention de la violence<sup>93</sup>. En observant la désincorporation et la délégation de l'application de la loi par le pouvoir traditionnel, il remarque qu'elles mènent à un processus paradoxal où l'État se légitime par la délégation de son monopole de la violence. On assiste alors non seulement à un démantèlement de l'État de droit mais aussi à un vide discursif entourant les questions de la violence et du crime dans le discours sur la sécurité publique<sup>94</sup>.

Ces approches soulèvent des enjeux fort pertinents pour l'analyse de la violence délictueuse au Mexique. Toutefois, leur limite se trouve dans le fait qu'elles ne parviennent pas à problématiser l'enjeu de la violence comme tel. Dans l'analyse de González Placencia, l'argumentation se centre sur la critique du « présupposé de certitude » qu'incarne la notion de sécurité dans sa conception systémique. Par conséquent, la notion de violence n'apparaît que de façon marginale. Et dans l'analyse d'Arteaga Botello, puisqu'elle est aussi orientée principalement autour des discours de sécurité, la notion de violence demeure généralement utilisée dans son acception commune, c'est-à-dire dans son rapport à l'État de droit et au « monopole légitime » de celle-ci lui étant traditionnellement conféré.

---

<sup>92</sup> González Placencia, « La concepción sistémica de la seguridad pública en México »... : 89.

<sup>93</sup> Arteaga Botello, Nelson, « Administrar la violencia : racionalidad, populismo y desincorporación de la punitión en México », *Espiral*, vol. 8, n° 24, mai-août 2002 : 60.

<sup>94</sup> *Ibid.* : 61.

#### 1.4. Conclusion

Au Mexique, face à l'enjeu de la violence, on assiste d'une part à sa quantification par la production des « chiffres de la violence ». Tel qu'abordé ci-dessus, même si cette quantification repose sur le postulat de neutralité, elle n'est pas exempte de travail idéologique et d'effets politiques. Elle s'inscrit avant tout dans un « contexte » et cherche à donner forme à une certaine « réalité ». L'importance de travail idéologique qui l'accompagne est d'autant plus grande qu'on s'appuie sur la prétention à l'objectivité propre à la nature du chiffre. Or, si cette production prend sens dans la lecture des événements auxquels elle se rattache, ses effets opèrent surtout dans la circulation des énoncés qu'elle parvient à générer, comme dans le cas de la « crise de l'enlèvement ».

D'autre part, à un niveau plus « qualitatif », on assiste à une production d'analyses qui cherchent à replacer l'« objet » violence dans son contexte institutionnel et historique. Le caractère nouveau du phénomène de violence délictueuse auquel permettent de conclure les chiffres doit ici se traduire dans son rapport aux transformations politiques et institutionnelles du pays. Dans ces termes, le référent à la transition démocratique devient non seulement central mais également déterminant. L'accentuation de la violence au Mexique se transforme en critère d'évaluation des qualités institutionnelles de la « nouvelle démocratie » et de son efficacité.

Sur ces deux angles d'approche, sur ces deux pôles, il est intéressant de rappeler certaines similitudes qui révèlent des postulats communs. Tout d'abord, la réification de l'« objet » violence. Ses contours s'avèrent ici déterminés par la brute « empiricité » des chiffres mais également par la mesure du critère d'évaluation qu'il devient. Ce faisant, ce type de lecture de la question de la violence tend à circonscrire sa représentation au sein une configuration particulière de l'ordre des choses. Si cette configuration particulière de l'« objet » violence traduit une certaine « réalité », elle produit avant tout un certain *récit* de la violence dont les formes en structurent une représentation *particulière*. Or, malgré sa prétention totalisante, cette représentation ne saurait se déployer sans se voir « travaillée » par d'autres récits de la violence. Ce constat soulève alors la nécessité de chercher ces « autres

récits ». Ce n'est que dans les « espaces » que chacun de ces récits cherchent à « délimiter » qu'ils prennent tout leur sens car aucun n'est complètement étranger à cet univers que « construit » leurs interactions.

Un autre élément doit aussi être éclairé : le rapport au politique. Le fait de ne plus trouver, apparemment, de motivations politiques aux « nouvelles modalités » de la violence ne doit pas occulter les enjeux politiques qui accompagnent pourtant leur « définition » dans les récits. L'ensemble du récit sur le « combat contre la délinquance organisée » qui s'appuie sur l'incitation au discours sur l'insécurité n'est pas, en lui-même, exempt de mécanismes d'exclusion du politique. Et ce récit est aussi « confronté » par plusieurs « autres récits » sur différents aspects en lien à ces « mécanismes d'exclusion ». Mais, éclairer ce rapport au politique demande tout d'abord d'élucider les implications théoriques soulevées par le recours au concept de violence et à celui de la délinquance.

## CHAPITRE II

### VIOLENCE ET DÉLINQUANCE

#### IMPLICATIONS THÉORIQUES ET APPROCHE D'ANALYSE

« L'adversaire du souverain, puis l'ennemi social,  
s'est transformé en un déviant, qui porte avec lui  
le danger multiple du désordre, du crime, de la folie ».

Michel Foucault, *Surveiller et punir*<sup>1</sup>.

#### 2.1. Introduction : « violence » et « délinquance » dans la « violence délictueuse »

Le discours du « combat contre la délinquance organisée » s'appuie, de façon directe et indirecte, sur le syntagme de la « violence délictueuse ». Et il semble qu'un enjeu central se trouve dans la signification qui lui est accordée. Dans ce syntagme, les deux concepts – violence et délinquance – sont aussi importants l'un que l'autre. Les enjeux politiques qu'ils soulèvent ne se trouvent pas nécessairement dans ce qu'ils sont comme catégories spécifiées mais dans le jeu même de leur spécification. C'est par le « découpage » qu'ils autorisent dans le discours que se construit le récit du « combat contre la délinquance organisée ». L'analyse de ce découpage suppose toutefois que l'on prenne en compte les implications théoriques des concepts auxquels le récit fait appel. C'est-à-dire, ce à quoi renvoient la délinquance et la violence pour faire sens en tant que syntagme « violence délictueuse ». C'est précisément là que doit débiter l'analyse.

Dans le cas des implications théoriques de la violence, il faut tout d'abord parvenir à dégager l'idée selon laquelle son rapport au politique implique une relation contingente entre un principe d'ordre et un principe de sens. C'est-à-dire une tension qui produit des effets particuliers et qui fait en sorte que se construit un récit. En ce qui concerne la délinquance, il

---

<sup>1</sup> Paris, Gallimard, 1975 : 351.

apparaît qu'au Mexique, elle est surdéterminée par la catégorie de « délinquance organisée ». Celle-ci devient, en quelque sorte, une « métacatégorie » qui impose ses propres contraintes énonciatives à toute l'étendue floue de ce qu'englobe la délinquance. C'est-à-dire que ses effets se répercutent sur les spécifications des « sous-catégories » référant tant aux pratiques anonymes de la petite délinquance qu'au narcotrafic, en passant par la protestation sociale que l'on finit aussi par traiter dans les termes de la délinquance.

Dans le syntagme « violence délictueuse » donc, deux signifiants : « violence » et « délinquance ». Ensemble, ils participent de la production des énoncés propres au discours du « combat contre la délinquance organisée ». L'approche dans l'analyse de l'enjeu de la « violence délictueuse » doit alors tenir compte de ces espaces de signification que configurent ces énoncés. Face au discours dominant de la violence délictueuse, c'est alors par l'étude des récits dans les « contre-discours » que semblent se profiler les enjeux politiques du combat contre la délinquance organisée. On verra alors que l'approche privilégiée dans l'analyse de ces rapports entre les différents discours se fonde ainsi sur cet objectif de cerner les contours de ces enjeux politiques.

## **2.2. Discours, violence et représentation du politique : principe d'ordre et principe de sens**

Au niveau théorique, l'analyse du discours de la violence délictueuse au Mexique et de sa circulation soulève la question centrale de la violence dans son rapport au politique. Car si le politique prétend traditionnellement régir la violence, celle-ci demeure toutefois la source d'une tension constante. La façon dont la violence est appréhendée dans la théorisation du politique apparaît alors fondamentale. C'est tout d'abord de sa définition en fonction du rapport au politique que l'on doit traiter. En identifiant les principes à la base de cette articulation, on parvient à poser l'idée que le sens que revêt la violence est à saisir dans une tension particulière avec un principe d'ordre constamment redéfini par le rapport au

politique. C'est face à ce constat que le discours devient un terrain pertinent pour l'analyse des enjeux politiques puisque loin d'être des « fixes », s'y joue plutôt des luttes pour le sens<sup>2</sup>.

### 2.2.1. *Violence et politique*

Pour Hannah Arendt, la violence est « extérieure » à la politique<sup>3</sup>. L'explication de cette nature proto-politique de la notion passe par la distinction entre violence et pouvoir<sup>4</sup>. Si le pouvoir, « inséparable de l'existence des communautés politiques »<sup>5</sup>, s'appuie sur la légitimité, la violence – instrumentale – se caractérise par le recours à la justification des moyens qu'elle incarne, par les fins qu'elle entend servir. Pour autant, elle ne pourra jamais prétendre à un statut à proprement politique. Imprévisible, elle peut certes détruire le pouvoir. Toutefois, « elle est parfaitement incapable de le créer »<sup>6</sup>.

S'appuyant sur l'idée d'imprévisibilité chez Arendt, Yves Michaud déplace le propos du « pouvoir » à la « règle ». L'imprévisibilité de la violence incarne une porte qui s'ouvre sur de nouveaux possibles. La violence n'est pas en dehors du politique, distincte du pouvoir, elle est en dehors de la règle du social. En ce sens, elle se pose comme le « non-social présent au sein même du social »<sup>7</sup>. Elle agite le spectre d'un « état de nature non plus situé avant le social, à ses origines, mais à ses marges et en lui-même comme éventualité de dissolution »<sup>8</sup>. Pour Maffesoli, c'est le raisonnement inverse qui semble élucider le rapport de la violence au politique. Si la violence est une « structure constante du phénomène humain »<sup>9</sup>, sa « monopolisation [...], son devenir rationnel tend à l'intérioriser dans l'organisation

<sup>2</sup> Marie-Christine Doran, *Processus démocratiques et légitimité. De la stabilité à la justice : le cas du Chili 1990-2005*, Thèse de doctorat, Faculté de science politique et de droit, Université du Québec à Montréal, 2006 : 18. Voir également Ricardo Peñafiel, *L'Événement discursif paupériste. Lutte contre la pauvreté et redéfinition du politique en Amérique latine : Chili, Mexique, Venezuela (1910-2006)*, Thèse de doctorat, Faculté de science politique et de droit, Université du Québec à Montréal, 2008.

<sup>3</sup> Hannah Arendt, « Sur la violence », *Du mensonge à la violence*, Calmann-Lévy, 1972 : 105-208.

<sup>4</sup> Arendt, *Du mensonge...* : 146-157. Voir également Paul Ricœur, « Pouvoir et violence », *Colloque Hannah Arendt. Politique et pensée*, Paris, Payot, 1996 : 141-159.

<sup>5</sup> *Ibid.* : 152.

<sup>6</sup> *Ibid.* : 157.

<sup>7</sup> Michaud, *Violence et politique...* : 109.

<sup>8</sup> *Idem.*

<sup>9</sup> Michel Maffesoli, *Essais sur la violence. Banale et fondatrice*, Paris, Méridiens, 1984 : 11.

sociétaire »<sup>10</sup>. Ainsi, alors que pour Michaud, la violence demeure étrangère à la règle du social tout en menaçant de la détruire, pour Maffesoli, la raison participe de son insertion dans la règle d'organisation sociétaire.

Ce type de conception de la violence recouvre précisément les points aveugles que Walter Benjamin avait cherché à dépasser dans son article « Critique de la violence » publié en 1921<sup>11</sup>. D'une part, la conceptualisation de la violence en fonction de la justification des moyens par les fins est précisément le point de départ de la critique benjaminienne. Comme le rappelle Jacques Derrida, pour Benjamin, « se demander si la violence peut être un moyen en vue de fins (justes ou injustes), c'est s'interdire de juger la violence *elle-même*. La critériologie concernerait alors seulement l'application de la violence, non la violence elle-même »<sup>12</sup>. La violence « elle-même » doit plutôt être pensée dans sa relation au droit et à la justice<sup>13</sup>.

Chez Benjamin, la relation au droit ne suppose pas une extériorité de la violence mais plutôt une « menace [au] droit à l'intérieur du droit »<sup>14</sup>. Une « menace au droit » qui ne se traduit pas simplement par une confrontation des normes établies par celui-ci. Une menace face au *principe d'ordre* juridique lui-même. En ce sens, Derrida souligne qu'au-delà du fait qu'il redoute la transgression de la loi par le crime, le brigandage, la mafia ou le trafic de la drogue, l'État « a peur de la violence fondatrice, c'est-à-dire capable de justifier, de légitimer ou de transformer des relations de droit, et donc de se présenter comme ayant un droit au droit »<sup>15</sup>. Parallèlement, l'État recourt à la violence conservatrice pour assurer le maintien du principe d'ordre<sup>16</sup>.

<sup>10</sup> *Ibid.* : 18.

<sup>11</sup> Walter Benjamin [1921], « Critique de la violence », *Œuvres I*, Paris, Gallimard, 2000 : 210-243.

<sup>12</sup> Jacques Derrida, « Le prénom de Benjamin », *Force de loi. Le « fondement mystique de l'autorité »*, Paris, Gallimard, 1994 : 80.

<sup>13</sup> Benjamin, « Critique de la violence »... : 210.

<sup>14</sup> Derrida, « Le prénom de Benjamin »... : 86.

<sup>15</sup> *Ibid.* : 86-87.

<sup>16</sup> À ces violences fondatrice et conservatrice s'articulent aussi, chez Benjamin, les violences mythique et divine. Si la première renvoie à la violence fondatrice d'un nouvel ordre juridique, la seconde suppose la destruction du droit. Elle est cette violence qui se trouve le plus radicalement en dehors du droit, en dehors de toute justification des fins : n'étant jamais moyen, elle « peut être appelée souveraine ». Benjamin, « Critique de la violence »... : 243.



### 2.2.2. Violence et sens de la violence

Plusieurs décennies après la parution de cet article de Benjamin, Michel Wieviorka publie *La violence*, qui propose un retour appréciatif étoffé sur l'ensemble des théorisations de la violence. Celle-ci le mène à élaborer une typologie de la violence caractérisée par la « marque du sujet »<sup>17</sup>. Pour Wieviorka, comprendre la violence suppose de saisir les processus de subjectivation qui lui sont implicites. Elle est « liée à la façon dont le sujet se construit, ou non, ou sous la forme inversée de l'anti-sujet »<sup>18</sup>, sur la base de l'idée d'un sujet compris en tant que « possibilité de se constituer comme principe de sens »<sup>19</sup>. On retrouve également cette notion de subjectivité dans le rapport à la violence au sein des analyses de Michaud. Pour lui, « le terme 'violence' fonctionne au sens large comme un indicateur de la subjectivité qui traverse le champ social dans l'atomisation des points de vue et de la diversité des points fixes »<sup>20</sup>. Quoique élaborée autour de la question du discours et de la représentation plutôt qu'autour de celle du sujet, l'idée de principe de sens apparaît aussi centrale.

Deux principes semblent alors se dégager de l'ensemble de ces analyses de la violence : le principe d'ordre et le principe de sens. Il apparaît alors que l'on doit appréhender la violence dans le rapport constant à ces deux principes. La violence doit être problématisée dans son rapport au principe d'ordre dominant mais elle doit aussi être analysée dans la construction de son principe de sens. Car la violence, dans son principe de sens, demeure toujours en tension avec le principe d'ordre. Pour André Corten, ce principe d'ordre, au-delà du juridique, traduit le « caractère, intrinsèque au politique, qui est de distribuer des places dans la représentation nécessaire de l'UN »<sup>21</sup>. Le principe de sens, il faut d'abord le comprendre à partir du politique. Toutefois, Corten souligne :

---

<sup>17</sup> Michel Wieviorka, [2004], « La marque du sujet », *La violence*, Paris, Hachette, 2005: 283-310.

<sup>18</sup> *Ibid.* : 288.

<sup>19</sup> *Ibid.* : 286.

<sup>20</sup> Michaud, *Violence et politique...* : 97.

<sup>21</sup> Corten, « Introduction »... : 30.

Le politique est l'espace de la contrainte acceptée, c'est-à-dire des significations de la violence, mais il ne produit pas en soi un sens de la violence. Celui-ci n'émerge que de la tangence à la violence – tangence qui n'est pas menace (la menace faisant partie de la violence), mais qui est irruption de points de tension<sup>22</sup>.

Ainsi, non seulement le principe de sens renvoie à cette tangence du politique à la violence mais il n'est jamais fixe puisque toujours soumis à cette même tangence qui se traduit par des points de tension.

Afin de saisir le déploiement de ces points de tension et son rapport à la représentation du politique, il devient alors important d'analyser les mises en récit de la violence. Si ces mises en récits mobilisent différentes catégories pour la signification de la violence, elles renvoient alors à un système de sens qui s'inscrit en rapport à la « logique de l'UN » et dans « un rangement déterminé »<sup>23</sup>. Toutefois, ce ne sont pas des significations déterminées de la violence que révèlent les points de tension mais plutôt « un état de vertige »<sup>24</sup> de l'espace politique.

### 2.2.3. *Discours et enjeu politique des luttes pour le sens*

Ainsi, on constate que dans le discours, ces points de tension révèlent des luttes pour le sens autour de ce qu'on peut appréhender comme des points nodaux<sup>25</sup>. Des points nodaux dans l'idée où ils sont des « points discursifs privilégiés » puisqu'ils se posent comme des centres dans le champ de la discursivité qui arrêtent « le flot des différences »<sup>26</sup>. C'est précisément autour de ces points nodaux que se déploient les luttes pour le sens. Pour reprendre les mots de Michel Foucault, il faut rappeler que « le discours n'est pas simplement ce qui traduit les luttes ou les systèmes de domination, mais ce « pour quoi », ce « par quoi »

---

<sup>22</sup> *Ibid.* : 31.

<sup>23</sup> *Ibid.* : 30.

<sup>24</sup> *Idem.*

<sup>25</sup> Doran, *Processus démocratiques et légitimité...* : 18.

<sup>26</sup> Ernesto Laclau, Chantal Mouffe, *Hegemony and Socialist Strategy. Towards a Radical Democratic Politics*, London, Verso, 1985 : 112.

on lutte, le pouvoir dont on cherche à s'emparer »<sup>27</sup>. En ce sens, comme le souligne Michaud, la définition de la violence « ne peut qu'être le lieu d'un conflit »<sup>28</sup>.

De ce point de vue, l'appréhension de ce conflit ne peut pas se faire à travers une « définition positive de la violence bien qu'elle soit quelque chose de tout à fait positif »<sup>29</sup>. Saisir la notion de violence doit plutôt se penser par rapport à sa représentation et aux conflits des différentes significations qui ont toutes « une égale prétention à prévaloir »<sup>30</sup>. Le rapport au politique apparaît alors déterminant si l'on accepte, avec Corten, que « la violence ou les imaginaires de la violence contribuent à déterminer les 'frontières du politique' »<sup>31</sup>. L'espace discursif de la violence se pose ainsi comme partie prenante de ce découpage et montage de la scène de représentation du politique<sup>32</sup> : « la violence n'est pas une donnée brute, ce sont les discours qui lui donne forme et définit la clôture du champ politique »<sup>33</sup>.

### 2.3. Implications théoriques de la catégorie « délinquance organisée »

Dans le cas particulier du Mexique, ce qui se « donne à voir » comme de la violence dans le discours institutionnel se rattache à la représentation de la délinquance organisée. C'est à travers cette catégorie que se spécifie un principe d'ordre qui propose une signification précise de la violence. Dans ce contexte, la violence apparaît surdéterminée par le renvoi à la délinquance organisée. Or, le recours à cette catégorie, on l'a vu, n'est pas sans effet ni sans implications politiques. Celle-ci opère comme point de relais des discours sur l'insécurité dont l'incitation permet la justification de la militarisation d'une partie importante des institutions du pays. Le combat contre la délinquance organisée devient alors cette guerre

<sup>27</sup> Foucault, *L'ordre du discours*... : 12.

<sup>28</sup> Michaud, *Violence et politique*... : 93.

<sup>29</sup> *Ibid.* : 92.

<sup>30</sup> *Ibid.* : 94.

<sup>31</sup> André Corten, Anne-Élizabeth Côté, « Réflexion sur la violence comme expression : comparaison Bolivie/Brésil, dans Pierre Beaucage et Martin Hébert (dir.), *Images et langages de la violence en Amérique latine*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2008 : 35-52. Pour le concept de « frontières du politique », consulter également l'ensemble de l'ouvrage André Corten, Vanessa Molina, Julie Girard-Lemay (dir.), *Les frontières du politique en Amérique latine. Imaginaires et émancipation*, Paris, Karthala, 2006.

<sup>32</sup> Corten, « Discurso e Representação do Político »... : 38.

<sup>33</sup> André Corten, « Imaginaire de la vie ordinaire en Amérique latine : cadre conceptuel », *Cahiers des imaginaires*, Montréal, Éditions du GRIPAL, vol. 1, n° 1, octobre 2004 : 11.

que livreraient les forces armées au nom de la nation. On assiste à la construction d'un véritable récit de guerre dont l'effet confère un sens particulier aux interventions des forces de l'ordre. Toutefois, la configuration des différents éléments dans ce récit s'éloigne du schéma « classique » du conflit de guerre. C'est plutôt tout un entremêlement des catégories semble qui semble être à l'œuvre. Saisir les implications du récit de guerre qu'est celui du combat contre la délinquance organisée demande alors d'analyser les catégories centrales qu'il mobilise.

Tout d'abord, la délinquance. Forme « d'illégalisme qui semble résumer symboliquement toutes les autres »<sup>34</sup>, elle est aussi cette catégorie qui permet un quadrillage et un contrôle accru de la société<sup>35</sup>. Une « surveillance générale de la population »<sup>36</sup> à l'image du panoptique, comme le remarque Michel Foucault, qui met à l'avant-plan la question de la sécurité. Or, la sécurité n'entre pas dans une logique de guerre mais d'intervention<sup>37</sup>. Elle ne réfère pas, non plus, à un ennemi politique comme dans le cas de la guerre<sup>38</sup>. Ainsi, c'est l'articulation des catégories de délinquance, de guerre et de sécurité qui demandent à être étudiée. Leurs implications théoriques doivent alors permettre une meilleure compréhension des enjeux politiques du récit du combat contre la délinquance organisée. Elles doivent également permettre d'éclairer le rapport au politique de la catégorie « délinquance organisée » et les glissements que celle-ci permet.

### 2.3.1. *La spécification de la délinquance ou comment la « délinquance organisée » devient une « métacatégorie »*

Dans *Surveiller et punir*, Michel Foucault établit, de manière fort détaillée, que la délinquance est le produit d'une différenciation et d'un isolement par rapport aux « autres » illégalismes. C'est la consolidation de la prison, de la pénalité et de tout le système carcéral

<sup>34</sup> Foucault, *Surveiller et punir*... : 323.

<sup>35</sup> *Ibid.* : 328.

<sup>36</sup> *Ibid.* : 327.

<sup>37</sup> Frédéric Gros, *États de violence. Essai sur la fin de la guerre*, Paris, Gallimard, 2006 : 231-243.

<sup>38</sup> Carl Schmitt [1963], « La notion du politique », *La notion du politique. Théorie du partisan*, Paris, Flammarion, 1972 : 63-75.

mis au point du XVI<sup>ième</sup> au XIX<sup>ième</sup> siècle qui a solidifié la délinquance en catégorie à part d'illégalisme. « La réussite de la prison, affirme Foucault : dans les luttes autour de la loi et des illégalismes, spécifier une délinquance »<sup>39</sup>. Fruit d'une opposition plus stratégique – face aux illégalismes – que juridique – « entre la légalité et la pratique illégale »<sup>40</sup> – la délinquance fut constituée comme un illégalisme fermé permettant l'exercice d'un contrôle et d'une surveillance accrue. Ainsi, « au grouillement imprécis d'une population pratiquant un illégalisme d'occasion qui est toujours susceptible de se propager, (...) on substitue un groupe relativement restreint et clos d'individus sur lesquels on peut effectuer une surveillance constante »<sup>41</sup>.

Au Mexique, le surgissement du syntagme « délinquance organisée » par la promulgation de la loi du même nom en 1996 n'est donc pas anodin ni sans effets. Certes, la délinquance organisée y apparaît comme une catégorie spécifique de la délinquance en général. Toutefois, en spécifiant la catégorie de délinquance organisée, c'est aussi celle de la « petite » délinquance qui apparaît par opposition. Foucault écrivait en 1975 que l'illégalisme spécifiée en délinquance est

« directement utile par rapport à d'autres illégalismes : isolé à côté d'eux, replié sur ses propres organisations internes, voué à une criminalité violente dont les classes pauvres sont souvent les premières victimes, investi de toute part par la police, exposé à des longues peines de prison, puis à une vie définitivement 'spécialisée', la délinquance, ce monde autre, dangereux et souvent hostile, bloque ou du moins maintient à un niveau assez bas les pratiques illégalistes courantes (petits vols, petite violence, refus ou détournements quotidiens de la loi), il les empêche de déboucher sur des formes larges et manifestes, un peu comme si l'effet d'exemple qu'on demandait autrefois à l'éclat des supplices, on le cherchait maintenant moins dans la rigueur des punitions, que dans l'existence visible, marquée, de la délinquance elle-même : en se différenciant des autres illégalismes populaires, la délinquance pèse sur eux »<sup>42</sup>.

Elle pèse d'autant plus sur eux que l'effet crucial du surgissement d'une délinquance organisée est qu'il a permis d'élargir l'« espace » délimité de la délinquance à une pluralité d'« illégalismes populaires » par la spécification, par « opposition » en quelque sorte, de la catégorie de « petite délinquance ». Mais c'est également la possibilité d'une gradation à

<sup>39</sup> Foucault, *Surveiller et punir...* : 323.

<sup>40</sup> *Idem.*

<sup>41</sup> *Ibid.* : 324.

<sup>42</sup> *Ibid.* : 325.

l'intérieur même de la délinquance que ces nouvelles catégories permettent. En effet, elle rend aussi possible un glissement beaucoup plus « fluide » depuis la petite délinquance qui, par ailleurs, inclut de plus en plus une pluralité de formes de « désordre social ». En s'inspirant de l'analyse développée par Frédéric Gros autour des « nouveaux états de violence »<sup>43</sup>, le surgissement de cette catégorie de délinquance organisée permet un établissement plus direct d'un *continuum* depuis la délinquance commune que ne le permettait auparavant la simple catégorie de criminalité organisée.

En ce sens, si un enjeu majeur se trouve dans le combat contre la délinquance organisée, il en recouvre également un autre, plus diffus mais tout aussi important : celui de la spécification de la petite délinquance qui s'accompagne d'une criminalisation de nouveaux illégalismes. Une nouvelle phase de criminalisation, mais également, le chevauchement de deux catégories dont le principe de distinction mutuelle ne sert qu'à mieux les « fusionner ». L'établissement d'un *continuum* entre la petite délinquance et la délinquance organisée, qui apparaît clairement dans le discours présidentiel au Mexique, rend plus floue la délimitation des catégories. Entre la « petite délinquance » et la « délinquance organisée », la « distance » devient alors bien mince. Dans le discours présidentiel, l'une semble mener à l'autre : la « route pyramidale de la délinquance » fait en sorte que l'on passe graduellement de simples vols dans le but de payer sa consommation de drogue à la délinquance organisée qui incarne le sommet de la « pyramide »<sup>44</sup>. La distance devient même parfois inexistante dans le discours institutionnel comme le posent certaines théories selon lesquelles la première est indispensable à la seconde pour l'accomplissement de certaines de ses opérations de base<sup>45</sup>.

Ainsi, plutôt que de spécifier une catégorie de la délinquance en la particularisant comme « organisée », on assiste à la production d'une catégorie dont les effets deviennent ceux d'une « métacatégorie ». D'un côté, elle permet la militarisation des interventions pour sa répression mais surtout l'élargissement de cette sphère d'intervention à une pluralité d'illégalismes variant des plus communs aux plus spectaculaires. D'un autre côté, se produit

<sup>43</sup> Gros, *États de violence...* : 215-243.

<sup>44</sup> Felipe Calderón, *El Presidente Calderón en la Inauguración del tercer Foro contra la Delincuencia: A quién le toca prevenir el delito*, México, Mexique, 28 octobre 2008.

<http://www.presidencia.gob.mx/prensa/discursos/?contenido=39691>

<sup>45</sup> Voir, entre autres, Velasco, « Drogas, seguridad y cambio político en México »...

une importante accentuation de la criminalisation de tout cet espace de la protestation sociale qui devient, par le fait même, plus « indéterminé » que jamais. Les actions directes qui s'inscrivent dans cet espace et qui se revendiquent d'une signification « politique » deviennent de plus en plus appréhendées dans les termes de la délinquance. Généralement de simples « illégalismes » dont la « valeur » politique se mesure par l'effet qu'elles parviennent à générer, elles deviennent des actes criminels que l'on juge dans ce nouveau rapport juridique institué par la catégorie de délinquance organisée.

Comme le rapporte Cristina Oehmichen Bazán, dans le cas du Mexique, une modification du code pénal en 2001 a fait « de la détention d'un serviteur public un délit 'comparable à la séquestration' »<sup>46</sup>. Plusieurs actions directes qui constituaient des pratiques communes de protestation sociale dans l'ensemble du pays se sont alors vues criminalisées. Que ce soit l'occupation d'édifice ou le « blocage » de rues ou de routes, tout un éventail d'actions dont on reconnaissait une certaine « valeur » politique par le passé mènent maintenant à des « procès pénaux massifs contre les manifestants »<sup>47</sup>. De plus, le *continuum* dans la sphère de la délinquance dont le sommet de la pyramide se mesure à « l'intensité » de la délinquance organisée est également ce qui permet de traiter certains manifestants, que l'on juge plus « influents » que d'autres, comme l'on traite les chefs des cartels de la drogue. Il est particulièrement révélateur que les manifestants identifiés comme des « dirigeants » par les forces de l'ordre lors des protestations sociales d'Oaxaca et d'Atenco en 2006 aient reçu un « traitement comparable à celui infligé aux narcotrafiquants, aux kidnappeurs et autres agents du crime organisé »<sup>48</sup> : « on les accusa, entre autres, de séquestrations, de vol, d'incendie et de sédition »<sup>49</sup>.

Au Mexique, et certainement ailleurs, on assiste alors à un phénomène particulier où la dangerosité des « infractions » est spécifiée en termes de délinquance se mesurant dans son rapport à l'« extrême ». Autrement dit, l'établissement de cette « pyramide de la délinquance » fait en sorte que les délits « ordinaires » se mesurent aux délits les plus

---

<sup>46</sup> Oehmichen Bazán, « Corps et terreur : nouvelles formes de violences d'État au Mexique »... : 99.

<sup>47</sup> *Ibid.* : 100.

<sup>48</sup> *Ibid.* : 101.

<sup>49</sup> *Idem.*

spectaculaires. D'autant plus que celui-là risque forcément de mener à celui-ci. Toutefois, cette échelle des délits produits un effet paradoxal. Ce n'est pas son « allongement » qui devient déterminant mais l'intensification de l'« effet de risque » du sommet. Tout semble de plus en plus se rapporter à la puissance de ce « risque extrême ». Comme s'il se trouvait partout mais que sa totalité était insaisissable. Comme s'il se terrait sous chacun des « actes de délinquance ». Comme s'il s'imposait en tant qu'ultime et unique référence. Paradoxalement, ce recouvrement est ainsi le produit du *continuum* de la délinquance que permet le surgissement de la catégorie de délinquance organisée. Et c'est par ce phénomène particulier que celle-ci devient, en quelque sorte, une « métacatégorie » bien qu'elle cherche à rendre compte d'une délinquance bien spécifique.

### 2.3.2. *La figure du délinquant*

Au Mexique, l'ensemble des mécanismes et des procédés qui s'articulent aux catégories de la délinquance et plus précisément à celle de la délinquance organisée sont d'autant plus opératoires, on l'a vu, qu'ils s'appuient sur une incitation au discours sur l'insécurité. Une particularité de l'insécurité est qu'elle en vient, pour une part, à se nourrir elle-même. La peur suscite la peur. Toutefois, son incitation nécessite le recours à des points de relais dans la mesure où elle doit alimenter la puissance opératoire des catégories qu'elle articule, telle la délinquance organisée, dans ce cas-ci. Un relais fondamental est le spectacle de la « guerre des cartels » dont les « frappes » sont largement rapportées dans la plupart des médias de masse du pays. L'insécurité s'allie alors avec toute une gamme de sentiments tels le soupçon et la méfiance qui se traduisent par le renforcement constant d'une culture de la vigilance. Cette vigilance permet de consolider ces « barrières » que cherchent à dresser le système police-prison entre les délinquants et les milieux dont ils sont issus<sup>50</sup>. L'incitation au discours sur l'insécurité apparaît alors comme un des différents procédés « mis en œuvre (...) pour entretenir l'hostilité des milieux populaires contre les délinquants »<sup>51</sup>.

---

<sup>50</sup> Foucault, *Surveiller et punir...* : 333.

<sup>51</sup> *Ibid.* : 334.



Par l'étendue de cette culture de la vigilance, ce sont également tous les types d'actions de protestation sociale qui, bien souvent, deviennent stigmatisées. Les cas d'Oaxaca et d'Atenco témoignent de ce fait. Les actions directes ont été médiatisées comme des actes délinquants, permettant le traitement de leurs « auteurs » en criminels. L'accusation de violence devient ici déterminante. Elle permet ce glissement entre un statut politique que confère « historiquement » la protestation sociale à un statut « déviant » auquel contraint la figure du délinquant. Comme le soulève de façon très pertinente Oehmichen, dans le cas d'Oaxaca, plusieurs accusations formulées ont démontré « l'intention réitérée des autorités de l'État d'associer les dirigeants enseignants et l'APPO à des groupes violents »<sup>52</sup>.

À cette accusation de violence, par le glissement vers la figure du délinquant qu'elle permet, s'articule aussi tout le développement des stratégies d'interventions des forces de l'ordre. Encore une fois, Oaxaca est un exemple paradigmatique. Dans le cas de l'APPO, il est vite apparu que les forces de l'ordre avaient « créé », en quelque sorte, des dirigeants pour consolider et justifier leur stratégie d'intervention et de répression. Certes, malgré l'horizontalité de l'organisation et comme dans tous les types de rassemblement, on a assisté, avec l'APPO, au surgissement d'un *leadership* incarné par certaines personnes plus influentes que d'autres. Toutefois, la formule de type « assemblée » a toujours servi à la prémunir face à l'établissement d'une réelle direction consolidée et hiérarchisée. En orientant leur stratégie d'intervention autour des personnes les plus « influentes » et en les présentant comme les dirigeants de l'APPO, les forces de l'ordre ont alors « créé » leur cible d'attaque. Tout semble s'être passé comme si la stratégie employée avait été la même que celle privilégiée dans le cas du combat contre la délinquance organisée : celle de la « décapitation »<sup>53</sup>. Cette stratégie voulant que l'on cible les têtes dirigeantes d'une organisation criminelle dans l'espoir de parvenir à la déstabiliser, voire à la démanteler. Or, on l'a vu, cette stratégie se heurte bien souvent à la flexibilité et la grande capacité de réorganisation du « monde criminel ».

---

<sup>52</sup> *Idem*.

<sup>53</sup> Voir le chapitre I, « Combat », le point 1.2.5., « La construction de la faute ».

Ainsi, la figure du délinquant rend possible l'établissement et le recours à des stratégies policières et armées où la répression sociale apparaît comme une « intervention ». Pour rendre cette figure du délinquant opérante, on capitalise sur les discours sur l'insécurité. Mais ce processus ne concerne pas seulement les interventions « spectaculaires » fortement médiatisées. Il fait surtout partie de tout un système de surveillance de la population, de quadrillage de la société, de « vigilance 'muette, mystérieuse, inaperçue' »<sup>54</sup>. Un système où la diffusion des mécanismes de légitimation du pouvoir disciplinaire<sup>55</sup> permet de cerner tout type de « désordre » pour en spécifier certains en termes de « déviance ». Mais la délinquance organisée, on le verra, renvoie à une figure plus complexe que celle de « déviant », elle suppose la construction d'un nouveau type d'ennemi. Ainsi, l'intervention des forces de l'ordre, autant dans ce qu'elle peut avoir de spectaculaire que dans ce qu'elle a d'ordinaire, contribue à cette diffusion des mécanismes de légitimation du pouvoir disciplinaire, mais surtout, au renforcement d'un « dispositif général de sécurité »<sup>56</sup>. Un dispositif général de sécurité qui est à comprendre dans les termes d'une biopolitique puisqu'il « suppose la prise en compte d'une trame unique comportant tous les risques encourus par le vivant »<sup>57</sup>. La vigilance se pose alors comme cet « *êthos* de précaution » qui traduit la reproduction, en chacun de nous, de cette « sécurité comme système enveloppant de protection »<sup>58</sup>.

### 2.3.3. *Entre guerre et intervention : la construction d'un espace médian*

Dans l'ensemble de ce phénomène biopolitique de renforcement du dispositif général de sécurité surgit un élément clé qui lui est fortement lié : l'intervention. Dans son essai *États de violence*, Frédéric Gros remarque que depuis la « chute du mur », on assiste à une « distribution nouvelle de violences (...), qui se réfléchit selon deux termes : intervention et sécurité »<sup>59</sup>. Dans ce qu'il nomme les « états de violence », un changement fondamental s'est opéré. On ne fait plus la guerre, on intervient au nom de la sécurité. C'est ce système de

---

<sup>54</sup> Foucault, *Surveiller et punir...* : 327.

<sup>55</sup> *Idem*.

<sup>56</sup> Gros, *États de violence...* : 233.

<sup>57</sup> *Ibid.* : 234.

<sup>58</sup> *Ibid.* : 235.

<sup>59</sup> *Ibid.* : 231.

sécurité, articulant ses interventions, qui se pose dorénavant comme principe de régulation des États et de l'ordre mondial. La distinction entre guerre et intervention doit ici être spécifiée. Comme le souligne Gros, si la « guerre opposait deux ennemis égaux reconnaissant leur adversité (...) l'intervenant au contraire n'est pas de même niveau que ceux qu'il combat »<sup>60</sup>. De plus, « la guerre défendait une patrie, un peuple, une idéologie » alors que « la sécurité ne protège que des individus vivants »<sup>61</sup>.

En ce qui concerne la délinquance, Gros souligne que « l'intervention est le fait aussi des agents de l'ordre public : les policiers par excellence interviennent »<sup>62</sup>. Dans ces termes, il ne serait pas question de faire la guerre aux délinquants mais bien d'intervenir : imposer l'ordre par la force publique, neutraliser les auteurs de trouble, arrêter les criminels »<sup>63</sup>. Or, la particularité du Mexique se trouve dans le fait que c'est bien sous les termes d'une guerre que se « regroupent » les interventions armées dans le cadre du combat contre la délinquance organisée. Si les conditions du combat contre la délinquance organisée renvoient à ce que Gros définit comme une intervention puisqu'elles s'appuient sur l'argument de la sécurité, il génère pourtant tout un récit de guerre qui régit l'établissement de certains « rôles » ou positions déterminantes. Il semble alors que se consolide un « espace médian » entre l'intervention en terme de sécurité publique et la guerre face à cette délinquance organisée que l'on pose comme « ennemi de la nation ». Face à ce que l'on pose comme une « incapacité » des forces policières à endiguer la criminalité, un premier déplacement dans cet espace médian se traduit par le recours aux forces armées. Elles incarnent un premier symbole de la guerre. Elles participent de cette confusion entre sécurité publique, sécurité nationale et sécurité intérieure comme socle de cet espace médian.

Un autre déplacement qui s'opère dans ce récit de guerre mène à la consolidation d'une figure de l'ennemi. Se référant à la théorie de l'ennemi de Schmitt<sup>64</sup>, Gros rappelle que « l'ennemi n'est ni le rival, ni le concurrent, ni l'adversaire : il est constitué comme celui qui

---

<sup>60</sup> *Ibid.* : 233.

<sup>61</sup> *Ibid.* : 234.

<sup>62</sup> *Ibid.* : 232.

<sup>63</sup> *Idem.*

<sup>64</sup> Carl Schmitt, *La notion de politique...* : 63-66.

menace directement l'exister-ensemble d'une communauté »<sup>65</sup>. Dans le discours présidentiel et institutionnel mexicain, le référent à cet « ennemi » se trouve dans la figure du délinquant et dont les contours se « solidifient » par le recours au syntagme délinquance organisée. Plus précisément, dans le discours de Calderón, la délinquance organisée est effectivement posée comme menaçant l'exister-ensemble de la « communauté unifiée » que serait la nation mexicaine. Dans cette perspective, cette « figure de l'ennemi » y est également celle qui donne corps à l'unité politique posée comme indispensable. Et comme le rappelle Gros, « l'ennemi fondamental est celui qui permet d'oublier nos différences »<sup>66</sup>.

Toutefois, il faut spécifier que dans la guerre, l'ennemi est « politique ». Carl Schmitt, dans son ouvrage classique *La notion du politique* en souligne bien les caractéristiques. « L'ennemi, ce ne peut être qu'un ensemble d'individus groupés, affrontant un ensemble de même nature »<sup>67</sup>. Et pour autant, « la guerre est une lutte armée entre unités politiques organisées »<sup>68</sup>. Dans le cas du Mexique, la délinquance organisée n'incarne donc pas un ennemi politique. Du moins, il est théoriquement et empiriquement difficile de l'appréhender comme tel. Elle n'est ni nation, ni communauté politique, ni même tout simplement communauté organisée. La délinquance organisée, contrairement à ce que cherche parfois à poser le discours institutionnel, n'est pas cet « ensemble d'individus groupés » que requiert la posture de l'ennemi. Elle n'est pas « unifiée » malgré la prétention unificatrice que déploie l'utilisation du vocable « délinquance organisée ».

De plus, la délinquance organisée ne saurait être cet ennemi puisqu'elle renvoie non pas à une menace d'attaque de la communauté mais à un risque qui est avant tout individuel et privé. Le président Calderón énonce lui-même que « *el enemigo de la nación* »<sup>69</sup> qu'incarne les délinquants « *pretenden envenenar el cuerpo y el alma de nuestros hijos, de nuestros niños y jóvenes a través de la violencia y la drogadicción* »<sup>70</sup>. Et comme le souligne Gros,

<sup>65</sup> Frédéric Gros, *États de violence...* : 112.

<sup>66</sup> *Ibid.* : 132.

<sup>67</sup> Schmitt, *La notion du politique...* : 69.

<sup>68</sup> *Ibid.* : 72.

<sup>69</sup> Traduction libre : « l'ennemi de la nation ».

<sup>70</sup> Felipe Calderón, *El Presidente Calderón en el Anuncio de la Estrategia Integral para la Prevención del Delito y Combate a la Delincuencia*, Explanada de la Secretaría de Seguridad Pública Federal, México, Mexique, 7 mars

« la sécurité protège l'individu vivant, dans la trame de son existence quotidienne, des agressions qui menacent son intégrité » et non la communauté dans ce qu'elle a d'unité politique<sup>71</sup>. Les guerres, « dans un dispositif classique, permettaient de 'refaire l'unité', en occultant les divisions de classes, de renforcer les autorités statutaires, de maximaliser la puissance de l'État »<sup>72</sup>. Pour sa part, la « sécurité trace une ligne de partage transversale aux nations, entre un système sécurisant [la] circulation des flux licites et [le] socle vital des individus intégrés et, d'autre part, des zones grises où les 'laissés-pour-comptes' se désintègrent lentement »<sup>73</sup>. Plus fondamentalement, ce que le récit de guerre dans le cadre du combat contre la délinquance organisée génère est cette zone grise où prévaut une sorte d'indétermination entre opposant « politique » - à qui on refuse pourtant un tel « statut » - et la figure du délinquant surdéterminée par la délinquance organisée. On assiste alors à la circulation du récit d'une guerre livrée à un « ennemi » qui est plutôt « diffus » et « imprécis » et dont l'objectif est de l'ordre de la sécurité.

#### 2.3.4. *La figure du bannissement ou la frontière entre transparence et monde occulte*

L'introduction du syntagme de la délinquance organisée, bien qu'elle prétende contribuer à l'établissement d'une distinction face à la « petite délinquance », a pour effet d'annuler, au niveau du discours, cette même différenciation. Ce procédé rend alors opératoire une figure du délinquant où se cristallisent les catégories de la délinquance. Au Mexique, cette figure semble particulièrement importante. C'est par son recours que s'exerce un contrôle et une gestion accrus de la population. Une intensification de la surveillance générale de la population mais également, le renforcement de tout cet « espace occulte » du pouvoir que représente l'ensemble de l'organisation de la sécurité, le « secteur d'intelligence » des forces de l'ordre. Comme le remarque Foucault, à cet effet, « la délinquance, avec les agents occultes qu'elle procure mais aussi avec le quadrillage

---

2007, <http://www.presidencia.gob.mx/prensa/?contenido=29337>. Traduction libre : « prétend envenimer le corps et l'âme de nos enfants et de nos jeunes à travers la violence et la dépendance à la drogue ».

<sup>71</sup> Gros, *États de violence...* : 234.

<sup>72</sup> *Idem*.

<sup>73</sup> *Ibid.* : 238.

généralisé qu'elle autorise constitue un moyen de surveillance perpétuelle sur la population : un appareil qui permet de contrôler, à travers les délinquants eux-mêmes, tout le champ social »<sup>74</sup>.

Avec la délinquance organisée, c'est une accentuation de ce contrôle qui s'opère. Mais on joue davantage sur cette frontière entre transparence et « monde occulte ». Transparence des opérations dont la réussite repose sur le secret de leur longue élaboration. Mise à l'avant plan des criminels capturés, « représentatifs » de ceux qui demeurent dans l'ombre. Mise en spectacle sanglant des décapitations associées à la guerre des cartels et le rappel constant de cet ennemi sans visage qu'est la figure du délinquant, « tout proche, partout présent et partout redoutable »<sup>75</sup>. Ce dernier phénomène acquiert une teneur particulière dans le cas précis de la délinquance organisée. Alors que les effets du crime organisé, concentré principalement autour du narcotrafic au sein de régions bien ciblées, ne « touchent » en réalité qu'une partie de la population, le spectacle étayé dans les médias et le récit central aux discours institutionnel et présidentiel pose et impose l'idée d'une menace omniprésente, qui concerne tous les citoyens, tous les mexicains.

Ainsi, le propre de la délinquance est d'apparaître « à la fois comme très proche et tout à fait étrangère, perpétuellement menaçante pour la vie quotidienne, mais extrêmement lointaine par son origine, ses mobiles, le milieu où elle se déploie, quotidienne et exotique »<sup>76</sup>. Autrement dit, si l'on s'inspire de la terminologie de Giorgio Agamben, à la fois en dehors et en dedans<sup>77</sup>. Dans le récit du combat contre la délinquance organisée, dont le principal énonciateur est le président Calderón, il semble à cet effet révélateur que les « délinquants » n'apparaissent pas comme des citoyens mexicains. Le nouvel « ennemi » n'est pas tout à fait « intérieur ». Il ne fait pas partie de la nation mexicaine. Il est plutôt « banni » de celle-ci. Un glissement important survient alors. La délinquance, comme le remarque Foucault, renvoie à la spécification d'un illégalisme en terme de déviance dans la société. Ce que le récit de guerre parvient à générer est la figure d'un nouveau type d'ennemi

---

<sup>74</sup> Foucault, *Surveiller et punir...* : 328.

<sup>75</sup> *Ibid.* : 334.

<sup>76</sup> *Ibid.* : 335.

<sup>77</sup> Agamben, *Homo sacer. Le pouvoir souverain...* : 115-122.

qui occulterait plutôt, en fait, une relation de « bannissement ». Chez Agamben, le ban est « le pouvoir de rester en relation avec un présumé hors-relation »<sup>78</sup>. Ainsi, il est cette « zone d'indétermination », ce seuil d'indifférence entre inclusion et exclusion qui rend parfaitement compte de la « prise du dehors » du pouvoir souverain. Il « signifie aussi bien l'enseigne de la souveraineté que l'expulsion hors de la société »<sup>79</sup>. Il est, en ce sens, « relation politique originaire »<sup>80</sup>.

Tout un enjeu du combat contre la délinquance organisée se joue alors ici, dans cette relation de bannissement liant et exluant à la fois la délinquance organisée de l'unité politique que représente la Nation mexicaine, comme on le verra plus en détails dans le prochain chapitre<sup>81</sup>. Dans la production – et la justification de cette production – de cette « vie nue » (par le ban) dont la prise du dehors permet l'établissement et le renforcement constant d'un biopouvoir qui se manifeste dans les dispositifs de sécurité quadrillant, jours après jours, l'ensemble de la société. Alors qu'on essaie de faire tenir tout un discours de guerre dont la concrétisation se trouve dans la figure de l'ennemi qu'est la délinquance organisée et dans l'état d'urgence qu'elle oblige, c'est un enjeu politique beaucoup plus profond qui se profile. Cet enjeu se trouve dans ce que ce récit cherche à occulter mais qui peut être dévoilé par une analyse de sa construction. C'est-à-dire la puissance de cette figure du bannissement qu'incarne la délinquance organisée et qui se pose alors comme figure emblématique de toute une biopolitique de la sécurité poussée à son paroxysme.

Ainsi, si le ban traduit une relation politique originelle, un autre aspect politique fondamental se trouve dans les effets générés par la spécification même de ce qui est banni. À cet effet, il faut rappeler que pour Foucault, l'opération de dissociation des illégalismes, d'isolement de la délinquance et de constitution de la délinquance objet est en soi politique<sup>82</sup>. Dans ces termes, le surgissement de la catégorie de délinquance organisée est également politique. Elle permet d'élargir l'espace que recouvre la délinquance en produisant une

---

<sup>78</sup> *Ibid.* : 120.

<sup>79</sup> *Ibid.* : 121.

<sup>80</sup> *Ibid.* : 195.

<sup>81</sup> Voir chapitre III, « Urgence. Le récit de guerre dans le discours présidentiel de Felipe Calderón ».

<sup>82</sup> Foucault, *Surveiller et punir...* : 323.

nouvelle catégorie spécifiée. Mais un enjeu se trouve aussi dans ce qu'elle permet d'occulter, soit « l'inclusion exclusive »<sup>83</sup> d'une partie beaucoup plus grande de la population.

#### **2.4. Approche d'analyse : l'étude des récits dans les « contre-discours » face au récit dominant de la violence délictueuse**

Suite à ces considérations théoriques autour des concepts de violence et de délinquance, il apparaît que pour saisir pleinement leurs effets politiques, il faut analyser la façon dont ils sont mobilisés et signifiés dans les discours et les récits dans le cas du Mexique. Car si on remarque que le jeu singulier de la métacatégorie « délinquance organisée » dans la spécification d'un principe d'ordre auquel renvoie la signification de la violence, c'est qu'il procède d'une représentation particulière qui s'impose comme représentation dominante. Mais cela suppose aussi, on l'a dit, que comme toute représentation, elle se voit confrontée par des représentations concurrentes.

En posant les balises de l'approche théorique et conceptuelle adoptée dans le cadre de cette recherche, il s'agit alors de proposer l'hypothèse selon laquelle l'enjeu politique du combat contre la délinquance organisée au Mexique doit être appréhendé à travers les discours et leurs relations dialogiques entre eux. La signification politique de la violence délictueuse qui en découle surgit des points de tension, des confrontations et des subversions qui traversent ces relations. C'est précisément sous cet angle qu'elles demandent alors à être mise en lumière.

##### *2.4.1. Approche conceptuelle et méthodologique*

Dans le cadre de ce mémoire, l'objectif dans son sens le plus large est d'analyser l'espace discursif de la violence. Celui-ci est délimité comme un « sous-ensemble du champ discursif, [liant] au moins deux positionnements dont il est permis de penser [qu'ils]

---

<sup>83</sup> Agamben, *Homo sacer. Le pouvoir souverain...*



entretiennent des relations privilégiées, cruciales pour la compréhension des discours concernés »<sup>84</sup>. Autrement dit, l'espace discursif de la violence est celui où la circulation des discours sur la violence se déploie au sein d'un dialogisme. Ce dialogisme est alors constitutif – définissant « les conditions de possibilité d'une archive à l'intérieur d'un espace discursif »<sup>85</sup> – ou montré dans l'interdiscours. Qu'il soit constitutif ou montré, ce dialogue peut aussi se caractériser par une relation polémique. Un mécanisme polémique dans l'idée où « chacun des positionnements de l'espace discursif ne peut que traduire comme 'négatives', inacceptables, les unités de sens construites par son Autre, puisque c'est à travers ce rejet que chacune définit son identité »<sup>86</sup>. Ce mécanisme polémique peut être relevé dans les mises en récit de la violence qui surgissent au sein des discours et qui, parfois, lesaturent.

Ces mises en récit sont des versions narratives que l'on tente d'analyser dans les effets de récits<sup>87</sup> qu'elles produisent. En plus d'être un « coup de force qui change toute la topologie »<sup>88</sup> dans le discours, l'effet de récit est « aussi un effet particulier de sens produit par un mode de circulation discursive spécifique: la concurrence des versions narratives »<sup>89</sup>. Ainsi, les mises en récits ne se construisent pas autour des même signifiants puisqu'elles ne proposent pas les mêmes versions narratives ni les mêmes significations. Toutefois, certains éléments de ces significations, qui ne sont par ailleurs jamais complètement fixes, se distribuent et s'entrechoquent autour de points nodaux. Si le point nodal est un « point discursif privilégié », un « centre » dans le discours, il s'inscrit alors comme un point de luttes pour le sens.

Il faut toutefois spécifier la distinction entre sens et signification. La signification, contingente par définition, renvoie au « contenu d'un signe par une notion se rapportant à un système de différences »<sup>90</sup>. Le sens suppose plutôt la « compréhension en termes de signes

<sup>84</sup> Maingueneau, *L'analyse du discours*... : 158.

<sup>85</sup> *Ibid.* : 166.

<sup>86</sup> *Ibid.* : 165.

<sup>87</sup> Jean-Pierre Faye, *Langages totalitaires*, Paris, Hermann, 1972 : 3.

<sup>88</sup> Corten, « Discurso e Representação do Político »... : 48.

<sup>89</sup> *Idem.*

<sup>90</sup> Corten, « Introduction »... : 39.

d'une réalité extralinguistique qu'on appelle le 'réfèrent' »<sup>91</sup> qui « est rendue possible par la mise en œuvre de l'imaginaire et du symbolique »<sup>92</sup>. La lutte pour le sens réfère alors à quelque chose qui est en quelque sorte extérieur au « jeu » des significations, mais qui lui demeure lié. Dans le cas qui nous intéresse, il appert que la violence devient le point nodal des luttes pour le sens qui se traduisent par des points de tension dans le discours. Ces points de tension se perçoivent, entre autres, à travers des glissements sémantiques, des subversions et des confrontations qui ont des effets sur la scène de représentation du politique<sup>93</sup>.

#### 2.4.2. *La signification politique de la violence délictueuse*

La présente recherche repose sur l'hypothèse qu'au Mexique, la signification accordée à la violence délictueuse est un enjeu politique se manifestant au plan discursif dans la « concurrence » des versions narratives. Plus précisément, s'y joue une lutte pour le sens autour du signifiant « violence ». Le développement de cette hypothèse de recherche s'appuie sur certains points de départ ici exposés et synthétisés.

Tout d'abord, le récit qui se déploie autour de ce qui est nommé le « combat contre la délinquance organisée » possède une structure, une articulation et une puissance opératoire qui lui sont propres. Ensuite, il a des effets sur l'ordre politique. D'une part, à travers la spécification des catégories et leur configuration dans un récit, l'enjeu principal est le maintien d'un principe de rangement, c'est-à-dire un effet de représentation des rapports de forces produit par un imaginaire politique<sup>94</sup>. Le rangement peut « être pensé en terme de *topoi*, de « lieux communs (près-loin, grand-petit, haut-bas, chaud-froid, intérieur-extérieur) »<sup>95</sup> et il suppose un ordonnancement particulier des catégories. Dans le cas du discours institutionnel de la violence au Mexique, on observe alors que la violence délictueuse se pose comme critère discriminant du politique. Ce principe de rangement

---

<sup>91</sup> *Idem.*

<sup>92</sup> *Idem.*

<sup>93</sup> Corten, « Discurso e Representação do Político »... : 38-39.

<sup>94</sup> Corten, « Introduction »... : 43.

<sup>95</sup> *Idem.*

repose sur la représentation dominante d'une « guerre » où il n'y a que deux camps : celui de la Nation (représentée par le président, les forces de l'ordre et les citoyens) et celui de la « délinquance organisée ».

Ensuite, ces effets sur l'ordre politique se révèlent par le fait que ce récit dominant de la violence délictueuse est inévitablement en « dialogue » – polémique ou non – avec d'autres mises en récit de la violence. C'est alors à travers l'interdiscursivité de ces dialogues que se profilent des points de tension qui révèlent les traits d'une lutte pour le sens autour de l'enjeu « violence ». Ainsi, c'est le processus politique de sa signification qui devient un enjeu politique.

Afin de saisir ces effets sur le politique, il s'agit alors d'analyser les différents discours et leur circulation dialogique dans la mise en récit de la violence. Par l'analyse de cette mise en récit, il s'agit de saisir non seulement la façon dont on énonce la violence mais également tout ce récit qui est construit et qui circule dans un rapport de confrontation et de concurrence face à d'autres récits et, dans le cadre de cette recherche, face au récit dominant. C'est par l'analyse de ces discours qu'il devient possible d'adopter une perspective où l'objectif devient l'élucidation des structures, des articulations et des points de tension derrière la représentation de la violence. À travers leur énonciation et leur circulation, les discours politiques participent du découpage et du montage de la scène de représentation du politique<sup>96</sup>. Dans le cas de l'enjeu de la violence délictueuse au Mexique, l'analyse du discours dominant et des « contre-discours » permet d'y saisir les luttes<sup>97</sup> sur lesquelles s'appuie sa construction idéologique<sup>98</sup>.

#### 2.4.3. *Effet de contrainte du récit hégémonique*

À la suite de ces remarques, il devient envisageable d'élaborer une approche d'analyse adéquate. Il devient possible de poser l'idée d'appréhender l'espace discursif de la violence

<sup>96</sup> Corten, « Discurso e Representação do Político »... : 38.

<sup>97</sup> Foucault, *L'ordre du discours*... : 12.

<sup>98</sup> Michaud, *Violence et politique*... : 95.

dans son étendue la plus large afin de cibler des récits bien précis. C'est-à-dire que l'analyse ne doit pas s'arrêter seulement aux énoncés qui réfèrent explicitement à la violence. On doit aussi chercher les points de tension là où les énoncés ne se posent apparemment pas en « conflit ouvert » avec le récit dominant. Bien que ce type de confrontation apparente puisse s'avérer fort intéressante, il demeure souvent au niveau du contenu. Or, ce qui, à proprement parler, révèle les points de tension se trouve plutôt au niveau des marques discursives qui rendent compte de l'organisation de tout discours.

Le point de départ de l'analyse est le discours présidentiel de Felipe Calderón. Comme discours dominant, il articule une mise en récit hégémonique de la violence. Cette version narrative dominante, à travers sa mise en scène, c'est-à-dire une scénographie qui lui est propre, déploie un effet de contrainte sur l'espace discursif en imposant une certaine fixation du sens et un resserrement autour de notion de « délinquance organisée ». L'idée ici est alors d'identifier la façon dont est construit le récit par le recours au modèle actantiel de Greimas. C'est-à-dire qu'il s'agit, dans un premier temps, de relever la distribution des rôles des actants dans le récit et de l'ordonnancement qui en découle.

Ce faisant, il devient alors possible d'identifier les enjeux qui surgissent et qui sont en rapport avec la mission que doit accomplir le sujet du récit. Cette analyse dévoile alors que l'axe le plus fort sur lequel s'appuie tout le récit pour faire sens et pour établir la situation d'urgence qui le caractérise, comme on le verra, est celui qui pose deux camps en guerre; le sujet et ses adjuvants, c'est-à-dire le président et le gouvernement soutenus par les forces armées et la société civile, face à l'ennemi qu'est la délinquance organisée, l'anti-sujet, celui qui cherche à nier l'existence même du sujet, comme on le verra<sup>99</sup>.

C'est donc à travers ce prisme qu'ont été analysés les discours sélectionnés sur une période de près de 27 mois, soit à partir de l'entrée en fonction de Calderón le 1<sup>er</sup> décembre 2006 jusqu'au 20 mars 2009, date de la dernière allocution sélectionnée pour la composition de ce corpus. Dans cette analyse, on remarque que si la mise en place des conditions discursives de ce récit de guerre se perçoit dès les premières allocutions de Calderón en tant

---

<sup>99</sup> Dans le chapitre III, « Urgence ».

que président (à partir de décembre 2006), elles deviennent pleinement opératoires dans les allocutions les plus récentes, soit celles tenues durant la dernière moitié de l'année 2008 (donc après la « signature » de l'*Acuerdo Nacional por la Seguridad, la justicia y la legalidad* et au début de l'année 2009). C'est surtout dans ces dernières allocutions que se solidifie le récit de guerre et les composantes qu'il mobilise, comme le caractère indispensable de l'armée ou encore la situation d'urgence dans laquelle se trouve le pays.

#### 2.4.4. *Le corpus des récits antagoniques*

Un second volet de cette recherche se penche sur trois récits provenant de « contre-discours » identifiés comme ayant une incidence au niveau du pays : le discours tenu par Andrés Manuel López Obrador, celui de l'*Asamblea Popular de los Pueblos de Oaxaca* (APPO)<sup>100</sup> et enfin, celui qui surgit dans les narrations au cœur des *narcocorridos*. Tel que mentionné précédemment, le premier récit provient du discours tenu par Andrés Manuel López Obrador. Candidat officiellement défait à la dernière élection présidentielle, il conteste pourtant toujours la validité des résultats. Le récit qui surgit après les élections et duquel il est un des principaux énonciateurs est celui de « la fraude ». Tel qu'exposé dans le chapitre IV, il appert que sur la base de la mise en scène des catégories du discours qu'il autorise, ce récit de fraude parvient à contester le principe de rangement du récit dominant.

Un second type de discours, moins répandu mais tout autant significatif, est celui de l'APPO. Il traduit le refus du mécanisme d'exclusion du politique qui structure le discours institutionnel de la violence par lequel la contestation est niée par l'exigence d'unité politique que pose le récit dominant. Principalement, ce type de discours repose sur le recours à l'énoncé de la « criminalisation de la protestation sociale » mais il se caractérise aussi par une subversion de l'énoncé de « l'état d'exception ». Le troisième type de discours circule sous une forme moins « conventionnelle ». Il s'agit des récits au cœur des *narcocorridos*. Ces ballades qui clament les succès des « rois des cartels » et qui exaltent « les exploits des

---

<sup>100</sup> Assemblée Populaire des Peuples d'Oaxaca.

véritables maîtres du pays »<sup>101</sup>. Ici, c'est l'existence même de la frontière que pose le récit dominant entre la délinquance organisée et la nation mexicaine qui est remise en cause. C'est aussi tout le travail de la construction de l'ennemi qui se voit affaibli par ce récit du « bandit généreux » issu de la légende entourant Jesús Malverde.

Pour relever ces signifiants et syntagmes autour desquels se structurent des versions narratives concurrentes au récit dominant du combat contre la délinquance organisée, le point de départ est aussi l'axe des deux camps. Il s'agit ici de voir comment les contre-récits se contruisent autour de cette représentation et comment ils se posent de façon antagonique par rapport à la structure du récit dominant. Il est ainsi question, par cette analyse, d'éclairer le fait que si le discours dominant, par ses effets de contraintes, prétend à une fixation du sens de la violence par celle de la « délinquance organisée », il se voit toutefois « contesté » par des versions narratives concurrentes, d'où le surgissement de luttes pour le sens. Ce sont alors précisément ces effets de contraintes du discours dominant qui sont mis en lumière par des « contre-discours » puisque ceux-ci s'appuient sur des mises en récit antagoniques de la violence et se structurent autour d'autres signifiants (la « fraude », l'« état d'exception » et le « bandit généreux »).

## 2.5. Conclusion

La violence suppose une tension entre sens et principe d'ordre. La délinquance, par le jeu de spécification qui lui est inhérent, tend pour sa part à contraindre la représentation de la violence à un ordonnancement particulier, un rangement en catégories déterminées. Dès lors, aborder l'enjeu politique que soulève le recours au syntagme « violence délictueuse » doit passer par le récit qu'il autorise et qui le supporte à la fois. Or, s'il y a enjeu politique, c'est également que d'autres versions narratives de la violence circulent. Face au récit dominant, d'autres récits surgissent et se positionnent dans un rapport antagonique.

---

<sup>101</sup> Armelle Vincent, « Narcoballades », *XXI*, n°1, hiver 2008 : 94.

Ainsi, c'est principalement à l'interdiscours que l'on s'intéresse ici. Et comme le souligne Maingueneau, « reconnaître ce type de primauté de l'interdiscours, c'est inciter à construire un *système dans lequel la définition du réseau sémantique circonscrivant la spécificité d'un discours coïncide avec la définition des relations de ce discours à son Autre* »<sup>102</sup>. Ainsi, il faut partir du principe que tout discours, tout récit et, par extension, toute représentation, procède de cette intrication au sein d'un espace d'échange. Et c'est cet échange, qui dans le cas d'étude de ce mémoire, s'avère particulièrement polémique, qui traduit les termes des enjeux politiques qui se trouvent au cœur de la problématique actuelle de la violence au Mexique.

---

<sup>102</sup> Maingueneau, *Genèses du discours...* : 30.

### **CHAPITRE III**

#### **URGENCE**

#### **LE RÉCIT DE GUERRE DANS LE DISCOURS PRÉSIDENTIEL DE FELIPE CALDERÓN**

##### **3.1. Introduction**

« Violence » et « délinquance » se trouvent au cœur du discours présidentiel de Felipe Calderón. S'il est démontré jusqu'ici que le recours à chacun de ces deux signifiants supposent une configuration particulière du réel, encore faut-il s'arrêter à la structure même du récit dont il permet l'énonciation. Comme tout discours, celui de Calderón se construit autour de certains nœuds et présente un récit particulier. Ce récit, pour faire sens, demande la mise en place de conditions discursives également particulières. Il mobilise certaines catégories et tout l'intérêt se trouve alors dans ce que celles-ci autorisent, dans la configuration et la mise en scène précise que leurs articulations permettent.

Le discours de Calderón part ainsi d'un état initial : le Mexique se trouverait actuellement dans une situation de violence inédite. Mais face à ce « constat » dans le récit, un premier enjeu est l'établissement d'une distinction claire face aux gouvernements précédents. Cette distinction permet non seulement d'affirmer davantage la nouveauté de la violence qui se déploierait au pays mais également la spécificité de la mission de Calderón en tant que sujet agissant.

L'établissement d'une configuration nouvelle des choses est un élément essentiel dans la construction de ce récit. C'est la nouveauté de la situation du pays qui autorise des changements radicaux. Face à celle-ci sont alors posés les enjeux territoriaux et économiques soulevés par la délinquance organisée. C'est également la nouveauté de la situation qui permet de désigner un nouvel ennemi. Et par le fait même, c'est la configuration en terme d'affrontement de deux camps qui s'instaure et se précise. Si le camp ennemi est celui de la



délinquance organisée, celui du sujet (le président lui-même et son gouvernement, le camp « ami »), suppose aussi de déterminer la nature de la position de ses adjuvants, que sont ici la citoyenneté et les forces armées. Encore une fois, plusieurs enjeux entrent en ligne de compte dans ce processus. Mais l'enjeu principal demeure tout de même celui de l'urgence. Toutes les composantes du récit semblent agencées de sorte qu'elles autorisent les termes de l'urgence, de la situation exceptionnelle. C'est ainsi par l'analyse de ces agencements dans un récit de guerre que se précise le rapport au politique du discours présidentiel de Felipe Calderón.

### 3.2. La spécificité du mandat de Calderón

Le discours de Calderón s'organise autour d'un premier élément « discriminatoire » fondamental. Cet élément, c'est la distinction qu'il cherche à établir face aux gouvernements précédents. Par cette distinction, c'est tout d'abord « l'identité » du discours que l'on cherche à spécifier<sup>1</sup>. Et cette spécificité se traduit à deux niveaux. Tout d'abord, par rapport aux discours des deux présidents qui le précèdent, Vicente Fox et Ernesto Zedillo. Ici, il appert que l'enjeu principal, la « mission »<sup>2</sup> du sujet s'est déplacée depuis le « combat contre la pauvreté » au « combat contre la délinquance organisée » et témoigne d'un programme narratif<sup>3</sup> tout autre.

Par programme narratif, on réfère ici à la théorisation de Greimas selon laquelle tout récit est déterminé par une distribution particulière des rôles actantiels<sup>4</sup> dans le discours. Ainsi, l'ensemble des allocutions de Calderón est organisé selon ce même programme narratif, selon ce schéma répété mais également mouvant, toujours façonné davantage. La réaffirmation de ce schéma narratif à chaque allocution confère alors au récit une puissance opératoire d'autant plus importante. Ainsi, c'est tout d'abord ce déplacement des termes du récit qui permet à Calderón de se poser en « sujet agissant ».

<sup>1</sup> Maingueneau, *Genèses du discours...* : 27-36.

<sup>2</sup> Algirdas-Julien Greimas, « Les actants, les acteurs et les figures », *Du sens II*, Paris, Seuil : 61.

<sup>3</sup> *Idem.*

<sup>4</sup> *Idem.*

Mais cet agir doit également prendre forme dans un contexte qui lui est propre. Il sera donc soutenu, au niveau du contenu, par l'établissement d'une configuration nouvelle des choses. C'est-à-dire, la spécification d'un nouveau phénomène accompagné d'une nouvelle réalité de la violence. Autrement dit, non seulement on repère, dans le discours, un important changement par rapport aux gouvernements précédents au niveau de la nature de l'enjeu principal mais le contenu du discours lui-même est axé autour de l'exigence d'établir la nouveauté d'un phénomène qui requiert alors des mesures particulières.

### 3.2.1. *Du combat contre la pauvreté au combat contre la délinquance organisée*

Lorsque Vicente Fox, élu sous la bannière du *Partido Acción Nacional* (PAN)<sup>5</sup>, entre en fonction en tant que premier président de l'alternance partisane le 1<sup>er</sup> décembre 2000, il s'empresse d'annoncer son engagement à ce que « *a partir de hoy, toda acción, cada palabra y cada latido de mi corazón tengan una sola meta : devolver a los pobres de este país la esperanza* »<sup>6</sup>. À la lecture des trois principaux discours qu'il tiendra en cette journée symbolique, il est bien apparent que la question de la pauvreté s'y inscrit comme élément central. Nommée explicitement comme priorité de son gouvernement, la lutte contre la pauvreté et son élimination semblent se poser tel un impératif pour lequel le pays doit s'unir. Elle n'est rien de moins que le principal objectif de cette croisade qui débute alors : « *Hoy iniciamos una gran cruzada por el desarrollo humano* »<sup>7</sup> affirmera Fox. Le changement tant promis s'adresse en premier lieu aux pauvres puisque personne ne le mérite davantage que ceux-ci<sup>8</sup>. Dès les premiers instants, combattre la pauvreté se pose clairement, dans le discours de Fox, comme thème hégémonique, comme mission première; un impératif qu'il se donne et pour lequel il appelle à l'engagement des citoyens à le suivre. Même à la fin de son mandat, il

<sup>5</sup> Parti Action National.

<sup>6</sup> Vicente Fox, *Mensaje a la Nación desde el Auditorio Nacional*, México, Mexique, 1<sup>er</sup> décembre 2000, <http://fox.presidencia.gob.mx/buscador/index.php?contenido=7>. Traduction libre : « à partir d'aujourd'hui, toute action, chaque mot et chaque battement de [son] cœur n'aient qu'un seul but : redonner l'espoir aux pauvres de ce pays »

<sup>7</sup> *Idem*. Traduction libre : « Aujourd'hui nous commençons une grande croisade pour le développement humain ».

<sup>8</sup> *Idem*. « *Nadie merece más al cambio que los pobres en nuestro país* ».

soutient clairement que « *la pobreza y la desigualdad siguen siendo los principales enemigos de México* »<sup>9</sup>.

Le fait que la question de la pauvreté se pose comme thème hégémonique autour duquel s'articule l'ensemble du discours de Fox n'est cependant pas un élément radicalement nouveau. Il semble plutôt s'inscrire en réponse et en continuité avec le discours de son prédécesseur, Ernesto Zedillo (PRI)<sup>10</sup>. En effet, bien que ce dernier affirme d'emblée, lors de son premier discours présidentiel, que la souveraineté nationale s'inscrit comme sa première responsabilité en tant que chef d'État<sup>11</sup>, son premier devoir et son engagement le plus ferme concernant toutefois la lutte contre la pauvreté<sup>12</sup>. Et tout comme c'est le cas pour son successeur Vicente Fox, combattre la pauvreté nécessite le travail et l'effort de tous<sup>13</sup>.

En ce qui concerne les premières allocutions officielles de Felipe Calderón, la question de la pauvreté n'est évidemment pas exclue. Non seulement présente, cette préoccupation en est d'autant plus précisée qu'elle s'y restreint à « l'extrême pauvreté ». Ce ne sont plus tous les pauvres du Mexique qui doivent être aidés mais bien « *los mexicanos los más pobres* »<sup>14</sup>. Ce n'est plus un combat contre la pauvreté qui doit être livré mais un combat contre « l'extrême pauvreté ». Or, au-delà de ce resserrement de la catégorie discursive de « pauvreté », ce qui apparaît de manière assez surprenante dans le discours de Calderón, c'est

<sup>9</sup> Vicente Fox, *Mensaje a la Nación del Presidente Fox, con motivo de su Sexto Informe de Gobierno*, México, Mexique, 1<sup>er</sup> septembre 2006, <http://fox.presidencia.gob.mx/buscador/index.php?contenido=26800>. Traduction libre : « la pauvreté et l'inégalité demeurent les principaux ennemis du Mexique ».

<sup>10</sup> *Partido Revolucionario Institucional* (Parti Révolutionnaire Institutionnel).

<sup>11</sup> Ernesto Zedillo, *Mensaje de toma de posesión*, México, Mexique, 1<sup>er</sup> décembre 1994, <http://zedillo.presidencia.gob.mx/pages/salaprensa4a.html>. Citation originale : « *Como Jefe de Estado, mi primera responsabilidad será velar por la Soberanía nacional* ».

<sup>12</sup> *Idem*. Citation originale : « *Como Presidente de la República, mi mayor deber y mi más firme compromiso es la lucha contra la pobreza en que viven millones de mexicanos* ».

<sup>13</sup> Cette mise au premier plan de la question de la pauvreté n'est pas spécifique au Mexique. Elle s'inscrit pleinement au sein d'un discours institué et dominant dont l'exemple paradigmatique est le discours de la lutte contre la pauvreté de la Banque Mondiale et dont le Rapport annuel de développement dans le monde de 1990 s'inscrit comme événement discursif déterminant. Le but de ce mémoire n'étant pas de traiter de cette question, qui par ailleurs en dépasse largement le cadre, on référera plutôt à Ricardo Peñafiel, « Analyse du discours de la lutte contre la pauvreté émanant de la Banque mondiale » in Bonnie Campbell et al (dir.), *Gouvernance, reconceptualisation du rôle de l'État et émergence de nouveaux cadres normatifs dans le domaine social, politique et environnemental*, Montréal, Centre d'études sur le droit international et la mondialisation (CEDIM), 2000 : 97.

<sup>14</sup> Felipe Calderón, *Palabras al pueblo de México desde el Auditorio Nacional*, México, Mexique, 1<sup>er</sup> décembre 2006, <http://www.presidencia.gob.mx/prensa/?contenido=28316>. Traduction libre : « les Mexicains les plus pauvres ».

ce déplacement, ce passage, dans des termes particulièrement semblables, de ce « combat contre la pauvreté » au « combat contre la délinquance organisée ». Plus qu'un thème organisateur du discours, l'impératif de ce « nouveau » combat devient alors le thème central d'un schéma narratif, d'un véritable récit où chaque élément occupe une place particulière et joue un rôle précis.

### 3.2.2. *Le programme narratif du discours présidentiel de Calderón*

Ainsi, le discours de Calderón se caractérise par ce thème central qu'est le « combat contre la délinquance organisée ». Pour faire sens, ce discours déploie tous les éléments propres à un récit. En se référant au modèle actantiel analysé par Greimas dans le but de « rendre compte du processus de génération des récits à partir des fonctions logiques de base nécessaires à l'établissement du sens »<sup>15</sup>, il est possible de saisir ce discours dans l'idée d'un « programme narratif déterminé par la distribution des rôles actantiels »<sup>16</sup>.

Tout d'abord, on l'a vu, ce récit repose sur un état initial au sein duquel le peuple mexicain est menacé : « *Hoy el pueblo de México enfrenta nuevos enemigos que amenazan nuestro futuro* »<sup>17</sup>. La Patrie (la Nation, les Mexicains), en tant que destinataire, attribue la mission au sujet qu'incarne Felipe Calderón lui-même, en tant que président. Cette mission apparaît d'emblée comme la restauration de la sécurité publique dans l'idée ultime de la préservation du futur de la Nation.

Mais la Patrie n'agit pas seulement en tant que destinataire, elle se pose aussi comme principal objet de désir derrière cette mission : « *La Patria, como ayer, como siempre, nos llama a defenderla, nos llama a liberarla de lo que la amenaza y que es hoy, sin duda*

<sup>15</sup> Ricardo Peñafiel, « Le discours d'Hugo Chávez au Venezuela : Imaginaire populo-paupériste et suture d'un système politique disloqué », in André Corten, Vanessa Molina, Julie Girard-Lemay (dir.) *Les frontières du politiques en Amérique latine. Imaginaires et émancipation*, Paris, Karthala, 2006 : 146.

<sup>16</sup> Greimas, « Les actants, les acteurs et les figures »... : 61.

<sup>17</sup> Felipe Calderón, *El Presidente Calderón en la Ceremonia Conmemorativa al CXLV Aniversario de la Batalla del 5 de Mayo de 1862*, Puebla, Mexique, 5 mai 2007, <http://www.presidencia.gob.mx/prensa/?contenido=30093>. Traduction libre : « Aujourd'hui le peuple du Mexique se confronte à de nouveaux ennemis qui menacent notre futur ».

*alguna, la inseguridad y la violencia* »<sup>18</sup>. La Patrie doit ainsi être libérée de « ceux » qui en ont séquestré l'ordre et la paix, soit la délinquance organisée : « *Mi compromiso con los mexicanos, como Presidente, ha sido y es muy claro : recuperar el orden y la paz sociales que fueron secuestrados por la delincuencia* »<sup>19</sup>.

Dans cette logique, la délinquance organisée n'occupe non pas la position d'opposant à la mission mais plutôt celle d'anti-sujet. Étant posée comme désirant s'approprier l'objet de désir qu'est la Patrie pour « ses » propres fins et « ses » propres intérêts, la délinquance organisée se retrouve sur la deixis négative de la structure actantielle<sup>20</sup> de sorte qu'on l'appréhende dans la position d'anti-sujet dans ce programme narratif. Cette dualité apparaît plus clairement lorsqu'on observe les énoncés où il est davantage question de la récupération des espaces publics et de l'enjeu de cet anti-sujet sur le futur des enfants et des jeunes Mexicains. En effet, l'atteinte de l'état final où le sujet accomplit sa mission et « rejoint » l'objet de désir suppose en grande partie la récupération de la sécurité publique à travers celle des espaces publics. Ces espaces publics, se posent ainsi comme une des principales représentations de la Patrie en tant qu'objet de désir. Ainsi, dans ce récit, il appert que l'objet qu'incarnent les espaces publics serait désiré tant par le sujet (président) que par l'anti-sujet (la délinquance organisée). On le voit bien à travers des énoncés tels que : « ... *así a nosotros ahora toca defender nuestras casas, nuestras calles, nuestras escuelas, nuestros pueblos y liberar así a los niños y a los jóvenes de México de quienes quieren hacerles víctimas de sus intereses* »<sup>21</sup>. Ou encore : « *Estamos decididos a recuperar la seguridad en toda región que se vea amenazada por la delincuencia y el crimen organizado* »<sup>22</sup>.

<sup>18</sup> Felipe Calderón, *El Presidente Calderón en la Reunión del Consejo Estatal de Seguridad Pública*, Chihuahua, Mexique, 22 mai 2007, <http://www.presidencia.gob.mx/prensa/?contenido=30279>. Traduction libre : « La Partie, comme hier, comme toujours, nous appelle aujourd'hui à la défendre, nous appelle à la libérer de ce qui la menace et qui est aujourd'hui, sans aucun doute, l'insécurité et la violence ».

<sup>19</sup> Felipe Calderón, *El Presidente Calderón en el evento Justicia Penal y Seguridad Pública*, Salón Adolfo López Mateos de la Residencia Oficial, Los Pinos, Mexique, 9 mars 2007, <http://www.presidencia.gob.mx/prensa/?contenido=29374>. Traduction libre : « Mon engagement avec les Mexicains, comme Président, a été et est très clair : récupérer l'ordre et la paix sociales qui ont été séquestrés par la délinquance ».

<sup>20</sup> Greimas, « Les actants, les acteurs et les figures »... : 51.

<sup>21</sup> Calderón, *El Presidente Calderón en la Ceremonia Conmemorativa al CXLV...* Traduction libre : « ...maintenant nous devons défendre nos maisons, nos rues, nos écoles, nos villages, et libérer ainsi les enfants et les jeunes du Mexique de ceux qui désirent en faire des victimes de leurs intérêts ».

<sup>22</sup> Felipe Calderón, *El Presidente Calderón en la XXI Sesión del Consejo Nacional de Seguridad Pública*, Ciudad de México, Mexique, 22 janvier 2007, <http://www.presidencia.gob.mx/prensa/?contenido=28702>. Traduction

Il est ici important de spécifier que l'emploi du « nous » ne revoit pas à l'unité du sujet comme tel mais au sujet uni à ses adjuvants. Les adjuvants dans cette mission sont principalement les forces armées, dont on cherche constamment à justifier le recours. Au sein de chacune de ses allocutions, il est bien apparent que Calderón cherche à établir leur légitimité par l'énumération des « indéniables qualités » qu'il leur reconnaît non seulement lui-même, en tant que président, mais que tous les Mexicains se doivent également de reconnaître. Or, bien plus qu'une question de « légitimité », c'est la nécessité et le caractère indispensable du recours à celles-ci que le récit cherche à ancrer. Mais la position d'adjuvant n'est pas seulement incarnée par ses forces armées. La société civile, ou plutôt les « citoyens mexicains » sont aussi appelés à agir comme tel. On le verra, la participation citoyenne est posée comme un élément crucial pour la réussite de la mission. En ce sens, l'unité exigée dans le récit touche autant les partis politiques que les citoyens et elle est destinée à former le camp du « nous les mexicains » face à « eux, les délinquants ».

Par rapport à cette définition de la position d'adjuvant se détermine alors clairement celle des opposants. Ici, les opposants ne sont pas ceux qui chercheraient à poser des gestes délibérés dans le but de contrer l'accomplissement de la mission. Ils sont plutôt ceux qui ne posent *pas* le geste de se rallier. Ils sont ainsi tous ceux qui ne se rallient pas à cette cause de la libération de la Patrie « séquestrée » par la délinquance organisée. Tous ceux qui, enfin, refuseraient de s'unir à ce camp du « nous, les mexicains ». Car dans ce récit, ce ralliement doit se faire selon la condition fondamentale de l'unité politique au nom de « l'intérêt suprême de la Nation » et exige le dépassement des différences et désaccords politiques.

### 3.2.3. *Établissement d'une configuration nouvelle*

Si discours présidentiel de Calderón se construit autour d'un programme narratif particulier qui permet la circulation d'un récit du « combat contre la délinquance organisée », il cherche aussi à poser sa particularité en établissant sa pertinence face à un phénomène

---

libre : « Nous sommes décidés à récupérer la sécurité au sein de toute région se voyant menacée par la délinquance et le crime organisé ».

nouveau, inédit, sans précédent : « *Que se lleve a la justicia a peligrosos criminales y que se incauten drogas y armas en cifras sin precedentes en la historia de México y, en algunos casos, en la historia del mundo* »<sup>23</sup>. Deux principaux aspects apparaissent dans cet énoncé du caractère inédit de la délinquance organisée. Tout d'abord, la diversification des activités des délinquants et l'importance nouvelle de leur déploiement : « *A la vez, consideramos muy importante poder seguir los pasos y las pistas de todos los delincuentes, bajo la premisa de que estamos enfrentando organizaciones que ya no más son organizaciones regionales, sino, como he dicho, son organizaciones de carácter transnacional (...)* »<sup>24</sup>. Ensuite, l'intensification des délits comme enjeu territorial et de sécurité : « *También han escalado su acción delictiva, como consecuencia de este fenómeno reciente, hacia otras actividades criminales: el robo, el control de giros negros, el secuestro y la extorsión, siempre bajo la misma lógica de control territorial y de intimidación a la sociedad.* »<sup>25</sup>.

Or, si la nouveauté est clairement posée par ce type d'énoncé, un autre élément plus déterminant surgit. Comme telle, le tableau brossé pour poser la nouveauté du phénomène opère plutôt de façon descriptive. La « nouveauté » qui relie le récit à l'action et lui permet de prendre forme est celle que révèle la mission du sujet (le président comme représentant de l'État mexicain) :

<sup>23</sup> Felipe Calderón, *El Presidente Calderón en el Desayuno con motivo del Día del Ejército Mexicano*, General Escobedo, Nuevo León, Mexique, 19 février 2009, <http://www.presidencia.gob.mx/prensa/discursos/?contenido=42396>. Traduction libre : Il se remet à la justice de dangereux criminels et il se saisit de la drogue et des armes en nombre sans précédent dans l'histoire du Mexique et, dans certains cas, dans l'histoire du monde ».

<sup>24</sup> Felipe Calderón, *El Presidente Calderón en la Inauguración de la Jornada Presidencial de Colombia, Guatemala, México y Panamá contra la Delincuencia Organizada*, Panamá, Panama, 16 janvier 2009, <http://www.presidencia.gob.mx/prensa/discursos/?contenido=41510>. Traduction libre : « Nous considérons très important de pouvoir suivre les pas et les pistes de tous les délinquants, sous la prémisse que nous affrontons des organisations qui ne sont plus des organisation régionales mais, comme je l'ai dit, des organisations à caractère transnational ».

<sup>25</sup> *Ibid.* Traduction libre : « De plus, ils ont intensifié leur action délictueuse, comme conséquence de ce phénomène récent, vers d'autres activités criminelles : le vol, le control des *giros negros*, l'enlèvement et l'extorsion, toujours sous la même logique de contrôle territorial et d'intimidation de la société ». À noter que les « *giros negros* » réfèrent à ce type d'édifice où se livrent des activités illégales comme les maisons closes, par exemple.

*La acción destructiva de la delincuencia organizada en México, su implantación en el territorio nacional, no pocas veces con la complicidad de autoridades, no es ciertamente nueva en la vida de la República; lo verdaderamente nuevo es la firme decisión del Estado mexicano como tal, de enfrentar esa delincuencia y derrotarla con todas sus consecuencias*<sup>26</sup>.

Ce dont cet énoncé rend compte est alors cette mission de confronter la délinquance organisée. Mais plus important encore, on le verra, il témoigne de cette décision fondamentale, à la base même du récit, de désigner la délinquance organisée comme l'ennemi.

De plus, ce que traduit cet énoncé, c'est la consolidation de la position du sujet. Occupée par Calderón en tant que président, elle se révèle pleinement dans l'usage de l'embrayeur « je » : « *Está claro que hoy el principal reto que tiene nuestro país es la seguridad pública, y por esa razón, desde el primer día de Gobierno como Presidente tomé la decisión de combatir de frente a la delincuencia* »<sup>27</sup>. Enfin, face aux gouvernements précédents, comme on le verra plus loin, ce recours au « je » a aussi pour effet d'affirmer la distance et de réitérer la distinction : « *Lejos de ignorar esta realidad, en mi Gobierno hemos decidido enfrentarla con todas sus consecuencias, la hemos puesto en el primer punto de atención de la acción gubernamental* »<sup>28</sup>.

<sup>26</sup> Felipe Calderón, *El Presidente Calderón en la Ceremonia del XCII Aniversario de la Constitución Política de 1917*, Querétaro, Mexique, 5 février 2009, <http://www.presidencia.gob.mx/prensa/discursos/?contenido=42037>. Traduction libre : « L'action destructive de la délinquance organisée au Mexique, son implantation dans le territoire national, bien souvent avec la complicité des autorités, n'est certainement pas nouvelle dans la vie de la République. Ce qui est véritablement nouveau, c'est la firme décision de l'État mexicain comme tel de confronter cette délinquance et la vaincre ainsi que toutes ses conséquences ».

<sup>27</sup> Calderón, *El Presidente Calderón en la Inauguración del tercer Foro...* Traduction libre : « Il est clair qu'aujourd'hui le principal défi pour notre pays est la sécurité publique et pour cette raison, depuis mon premier jour au gouvernement comme président, j'ai pris la décision de combattre de front la délinquance ».

<sup>28</sup> Felipe Calderón, *El Presidente Calderón en la Entrega del Premio Nacional de Derechos Humanos 2008*, Residencia Oficial, México, Mexique, 11 décembre 2008, <http://www.presidencia.gob.mx/prensa/?contenido=40826>. Traduction libre : « Loin d'ignorer cette réalité, dans mon gouvernement, nous avons décidé de la confronter avec tout ce que cela implique, nous l'avons posée comme premier point d'attention de l'action gouvernementale ».



### 3.3. Territoire et économie : enjeux explicites dans le discours présidentiel

Cette nouvelle configuration du phénomène de la délinquance organisée qui autorise la décision de désigner l'ennemi se construit tout d'abord autour de deux enjeux explicites qui viennent réaffirmer la « justesse » de la mission. Un premier enjeu se trouve dans la question du territoire. Les nouvelles conjonctures territoriales de la délinquance, surtout celles liées à l'étendue du narcotrafic, font de la récupération des espaces publics un objet fondamental du programme narratif du récit du combat contre la délinquance organisée. Ils sont une des incarnations matérielles de l'objet de désir qu'est la Patrie. Un second enjeu est celui de la question économique.

#### 3.3.1. *L'enjeu territorial*

L'enjeu que représente le territoire est fondamental dans le récit du combat contre la délinquance organisée. Il est, pour ainsi dire, la concrétisation matérielle de la mission qui est celle de sauver la patrie des mains de la délinquance dont les espaces publics sont la principale composante :

*Una, fundamental, es el rescate de espacios públicos. Particularmente estamos empeñados en que, junto con las autoridades locales, fundamentalmente autoridades municipales, rescatemos espacios, parques, calles que están en manos de la delincuencia o del vandalismo y los reintegremos al poder de la ciudadanía*<sup>29</sup>.

Mais le territoire représente aussi une partie importante de la mission puisqu'il est la concrétisation matérielle du symbole de la guerre. Et face à l'ennemi qui envahit le territoire, il faut combattre. Affaiblir l'ennemi et le faire reculer : « *Y lo que tenemos que hacer es, precisamente, el debilitar y el hacer retroceder las estructuras de la delincuencia, que prácticamente habían tomado el control de partes del territorio nacional, de ciudades, de*

<sup>29</sup> Calderón, *El Presidente Calderón en la Inauguración del tercer Foro...* Traduction libre : Une, fondamentale, est la récupération des espaces publics. Particulièrement nous sommes engagés à ce que, conjointement avec les autorités locales, fondamentalement les autorités municipales, nous récupérons les espaces, les parcs, les rues qui sont dans les mains de la délinquance ou du vandalisme et que nous les réintégrons au pouvoir de la citoyenneté ».

*pueblos, de regiones* »<sup>30</sup>. En somme, une défense fondamentale du territoire qui exige le déploiement de toutes les forces disponibles de l'État : « *Por eso, los operativos conjuntos en que multiplicamos la fuerza del Estado en los territorios que son dominados por la acción impune de la delincuencia* »<sup>31</sup>.

### 3.3.2. L'enjeu économique

Un second enjeu explicite dans le discours du combat contre la délinquance organisée se trouve du côté de l'économie. Ici le rapport est plus ténu. Dans le discours présidentiel, l'enjeu économique surgit généralement à travers la justification de mesures économiques néolibérales dans le but de favoriser le développement du pays : « (...) *México debe acelerar el paso para transformar su economía en una economía que sea capaz de recibir mucha más inversión, de generar mucho más empleo y, en consecuencia, de crecer mucho más rápido.* »<sup>32</sup>. Face à cet argument de la croissance économique, la délinquance et la criminalité représentent un frein. Comme si la trame de développement du pays suivait une direction précise, toujours vers le mieux, que venaient empêcher la délinquance et la criminalité : « *El objetivo es poner un alto a los criminales que intenten impedir el sano y justo desarrollo de nuestras sociedades* »<sup>33</sup>.

L'aspect sur lequel l'enjeu économique a une incidence plus forte dans le récit du « combat contre la délinquance organisée » est le fait qu'il autorise une mise en équivalence entre les conditions de pauvreté et la délinquance.

<sup>30</sup> *Ibid.* Traduction libre : « Et ce que nous devons faire, c'est précisément affaiblir et faire reculer les structures de la délinquance qui avaient pratiquement pris le contrôle de certaines parties du territoire national, de villes, de villages, de régions ».

<sup>31</sup> Calderón, *El Presidente Calderón en la Entrega del Premio...* Traduction libre : « Pour cela, les opérations conjointes où nous multiplions les forces de l'État au sein des territoires dominés par l'action impunie de la délinquance ».

<sup>32</sup> Calderón, *El Presidente Calderón en la Inauguración del tercer Foro...* Traduction libre : « Le Mexique doit accélérer le pas pour transformer son économie en une économie qui soit capable de recevoir beaucoup plus d'investissement, de générer beaucoup plus d'emplois et, par conséquent, de croître beaucoup plus rapidement ».

<sup>33</sup> Calderón, *El Presidente Calderón en la Inauguración de la Jornada Presidencial...* Traduction libre : « L'objectif est d'arrêter les criminel qui tentent d'empêcher le développement sain et juste de nos sociétés ».

*Las transformaciones que están en curso en el país, las transformaciones que, incluso hoy mismo se discuten en el Congreso de la Unión, tienen que ver con ese propósito medular de largo plazo, que es hacer de la economía mexicana una economía competitiva, capaz de producir más, de recibir más inversión, de canalizar más inversión, de generar mayor crecimiento económico y de generar mayores empleos, sin los cuales, evidentemente, se amplían las probabilidades de comisión de delitos.*<sup>34</sup>

C'est précisément sur ce point que l'exigence de développement et de son accélération par la libéralisation des marchés prend tout son sens dans le récit. Car l'établissement de ce lien permet celui de mécanismes « disciplinaires » où se définit le rôle de l'adjuvant que doit tenir le citoyen.

### 3.4. Les mécanismes « disciplinaires » de la citoyenneté

Les mécanismes « disciplinaires » dans le discours présidentiel se perçoivent à trois niveaux. Ils ont pour objectif de spécifier une catégorie précise de participation citoyenne. Tout d'abord, conjointement à l'établissement de l'équation selon laquelle les conditions de pauvreté sont un terreau fertile pour la délinquance, se met en place un mécanisme de discipline contre argent. C'est-à-dire un mécanisme de contrôle de l'aide apportée dans le cadre de la lutte contre la pauvreté, seule voie, semble-t-il dans ce discours, pour éviter la « *ruta de la delincuencia* »<sup>35</sup>. À ce mécanisme est liée la conception « pyramidale » de la délinquance – où la petite délinquance mène à la délinquance organisée – telle qu'évoquée précédemment<sup>36</sup>. Ces deux premiers niveaux permettent alors de mieux saisir le troisième qui est plus général mais plus restrictif à la fois. C'est par ce dernier mécanisme disciplinaire que se définissent les termes d'une participation citoyenne comme dénonciation qu'alimente également l'incitation au discours sur l'insécurité propre au discours institutionnel.

<sup>34</sup> *Ibid.* Traduction libre : « Les transformations qui sont en cours dans le pays, les transformations qui, incluant aujourd'hui même sont discutées au Congrès de l'Union, doivent être liés à ce but à long terme de faire de l'économie mexicaine une économie compétitive, capable de produire plus, recevoir plus d'investissement, de canaliser plus d'investissement, de générer une plus grande croissance économique et de générer plus d'emplois, sans lesquels, évidemment, s'amplifient les probabilités que des délits soient commis.

<sup>35</sup> Calderón, *El Presidente Calderón en la Inauguración del tercer Foro...* Traduction libre : « route de la délinquance » (littéralement).

<sup>36</sup> Voir le chapitre II, « Violence et délinquance », le point 2.3.1., « La spécification de la délinquance ou comment la « délinquance organisée » devient une « métacatégorie ».

### 3.4.1. Argent contre discipline

À l'enjeu économique du discours de Calderón exposé précédemment est lié un premier mécanisme « disciplinaire » de la citoyenneté. Il repose sur le postulat d'une relation de causalité entre les conditions de pauvreté et la délinquance : « (...) *no podemos ser ajenos, omisos a las causas sociales y económicas que están también detrás del origen de la delincuencia o de la violencia. Efectivamente, las oportunidades de desarrollo social y/o económico inciden de manera directa, están correlacionadas con las probabilidades de delito* »<sup>37</sup>. Ce mécanisme est lié aux programmes mis sur pied dans le cadre de la lutte contre la pauvreté où son aspect disciplinaire est explicitement énoncé. Il se pose même comme une garantie : « *Es decir, no se le da este dinero a la familia, a menos de que la madre, que es quien recibe el dinero por cierto, no el padre, acredite que sus hijos van a la escuela y que ella misma y sus hijos van al centro de salud con una periodicidad establecida en el programa* »<sup>38</sup>.

L'équation qu'autorise le mécanisme « argent contre discipline » dans le cadre de la lutte contre la pauvreté repose sur la menace de la délinquance. En dehors de toute discipline, en dehors également de la citoyenneté, la délinquance apparaît ici comme un monde en soi dont la représentation est établie dans cette continuité entre petite délinquance et délinquance organisée<sup>39</sup>. En effet, plusieurs énoncés du discours de Calderón affirment clairement cette relation déterministe : « *comienzan a tomar la ruta de la delincuencia que es piramidal, que empieza con delincuencia menor, robo de espejos de automóviles, sigue con asaltos y termina con delincuencia organizada, secuestros* »<sup>40</sup>.

<sup>37</sup> Calderón, *El Presidente Calderón en la Inauguración del tercer Foro...* Traduction libre : « Nous ne pouvons pas nier, omettre les causes sociales et économiques qui sont également derrière l'origine de la délinquance ou de la violence. Effectivement, les opportunités de développement social et/ou économique ont une incidence directe, sont en corrélation avec les probabilités de délit ».

<sup>38</sup> *Ibid.* Traduction libre : « C'est-à-dire qu'on ne donne pas l'argent à la famille à moins que la mère, qui est celle qui reçoit cet argent, évidemment, et non le père, atteste que ses enfants vont à l'école et qu'elle-même et ses enfants vont au centre de santé selon une périodicité établie par le programme ».

<sup>39</sup> Voir le chapitre II, « Violence et délinquance », tout le point 2.3., « Implications théoriques de la catégorie « délinquance organisée ».

<sup>40</sup> Calderón, *El Presidente Calderón en la Inauguración del tercer Foro...* Traduction libre : « ils commencent à emprunter la route de la délinquance qui est pyramidal, qui débute avec la délinquance mineure, comme des vols de miroirs de voitures, qui suit avec des agressions et qui termine avec la délinquance organisée, des enlèvements ».

Ce mécanisme « disciplinaire » suppose alors une équation plus large : celle qui pose que cette intervention de l'État par le contrôle de parties ciblées de la population entrant dans la catégorie définie comme « pauvreté » est précisément ce qui peut prévenir la délinquance. Par conséquent, dans ce discours, la réduction de la pauvreté doit mener à une réduction de la délinquance. Il devient alors surprenant de relever, au sein d'une même allocution, d'un côté, l'affirmation selon laquelle la délinquance organisée s'est intensifiée au cours des huit dernières années et de l'autre côté, celle qui souligne que dans le cadre de la lutte contre la pauvreté, le *Programa Oportunidad*<sup>41</sup> est en place depuis plus d'une décennie. En dehors de cette remarque plutôt « anecdotique », il est important de remarquer que cette équation entre pauvreté et délinquance n'est pas sans conséquence. Elle autorise un contrôle mais également une spécification d'une partie de la population dans une catégorie que l'on appréhende comme potentiellement dangereuse. Elle participe aussi, on le verra, de cette consolidation des deux « camps en guerre » dans le récit du discours présidentiel.

### 3.4.2. La participation citoyenne comme « observation panoptique »

Face à la menace de la délinquance, la participation citoyenne est posée comme indispensable dans le récit du combat contre la délinquance organisée. Elle est la figure de l'adjuvant qui procure son aide au sujet qu'est le président dans l'accomplissement de sa mission : « *Sabemos que para que esta Estrategia Integral de seguridad tenga éxito, en consecuencia, es indispensable una participación activa y decidida de todos los mexicanos* »<sup>42</sup>. Or, cette participation citoyenne se résume principalement dans la nécessité de la dénonciation : « *Necesitamos ciudadanos que, precisamente, ocupen ese alto rango social que es la ciudadanía; ciudadanos que puedan ser el elemento que limpie y recomponga el tejido social que ha destruido la delincuencia. Ciudadanos que denuncien la corrupción en los gobiernos y que nos proporcionen información de criminales* »<sup>43</sup>. Et cette dénonciation

<sup>41</sup> Programme Opportunité.

<sup>42</sup> *Ibid.* Traduction libre : « Nous savons que pour que cette Stratégie Intégrale de sécurité soit réussie, par conséquent, la participation active et décidée de tous les Mexicains est indispensable ».

<sup>43</sup> *Ibid.* Traduction libre : « Vous avons besoin de citoyens qui, précisément, occupent ce haut rang social qu'est la citoyenneté; des citoyens qui peuvent être des éléments qui nettoient et recomposent le tissu social détruit par la

est également récompensée, tout comme l'est la participation aux programmes de lutte contre la pauvreté : « *Y otra cosa que hemos hecho también de participación ciudadana es establecer un **sistema de recompensas**. Sí, vamos a **pagarle** a la gente por **darnos información** de los delincuentes, y que nos los dé de manera anónima* »<sup>44</sup>.

Mais plus qu'un acte pour lequel on obtient récompense, la participation citoyenne devient opérante dans la responsabilité partagée avec le gouvernement et les forces de l'ordre dans le combat contre la délinquance organisée. Une coresponsabilité qui pose en exigence l'appel général à la dénonciation, évoqué à l'instant, dans les termes de la prévention :

*¿A quién le toca prevenir el delito? Le toca al Gobierno, sí; le **toca a la sociedad, también**. A todos nos **toca prevenir el delito**, y no es exigible a los ciudadanos que sean ellos los que persigan a los delincuentes o arriesguen su vida en su captura. Que esa es la primera obligación, diría yo, de los gobiernos, y es una obligación que el Gobierno Federal está asumiendo con toda seriedad; pero sí **podemos** entre todos hacer las **acciones preventivas**, que tanta falta le han hecho al país.*<sup>45</sup>

On le voit, ces « actions préventives » concernent, dans ce cas-ci, la collaboration avec les autorités par le truchement de l'information et la dénonciation. Et c'est précisément le rôle de la citoyenneté de voir à ce que cette participation se diffuse : « *La **colaboración** de las organizaciones de la sociedad es también fundamental para transmitir la importancia de **generar una nueva cultura de legalidad y de la denuncia*** »<sup>46</sup>.

C'est exactement ici que se consolident les termes de la position d'adjuvant dans laquelle doit entrer le citoyen. La participation citoyenne devient un mécanisme de discipline, de contrôle. À l'image du panoptique<sup>47</sup>, on exige que la participation citoyenne se pose

---

délinquance. Des citoyens qui dénoncent la corruption au sein des gouvernements et qui fournissent de l'information sur les criminels.

<sup>44</sup> *Ibid.* Traduction libre : « Et une autre chose que nous avons fait également en terme de participation citoyenne, c'est d'établir un système de récompense. Oui, nous allons payer les gens pour qu'ils nous donnent de l'information sur les délinquants, et qu'ils nous la donne de façon anonyme ».

<sup>45</sup> *Ibid.* Traduction libre : « À qui la tâche de prévenir le délit? C'est la tâche du gouvernement, certes; mais c'est aussi la tâche de la société. C'est notre tâche à tous de prévenir le délit et on ne peut exiger au citoyens que ce soit eux qui poursuivent et arrêtent les délinquants ou qu'ils risquent leur vie pour leur capture. Cela est la première obligation, je dirais, des gouvernements et c'est une obligation que le gouvernement fédéral assume avec beaucoup de sérieux; mais si, nous pouvons entre nous faire des actions préventives, qui ont été si absentes dans le pays ».

<sup>46</sup> *Ibid.* Traduction libre : « La collaboration des organisations de la société est également fondamentale pour transmettre l'importance de générer une nouvelle culture de la légalité et de la dénonciation ».

<sup>47</sup> Le panoptique, ou panoptisme, chez Foucault provient de l'analyse de la structure architecturale du *Panopticon*, édifice-prison créé par Benjamin Bentham au 19<sup>ème</sup> siècle et qui permettait, par jeux de lumière et dans sa configuration même, une mise en visibilité complète des sujets. Dans le nouveau type de rapport au pouvoir que

comme immense système d'observation. On s'observe les uns les autres, on observe le gouvernement et les forces de l'ordre, mais on permet surtout au gouvernement d'observer la population à travers la citoyenneté. Si l'information est pouvoir, comme l'énonce le discours présidentiel, la participation citoyenne doit voir, en tant qu'adjuvant, à ce que le sujet de la mission symbolisé par le président ait accès à ce pouvoir. Un pouvoir qui cherche à se diffuser dans les ramifications les plus profondes du quotidien. Une loupe sur cette quotidienneté par l'accès à cette « (...) *información disponible en los vecinos que conocen las actividades ilícitas de los recién allegados en sus comunidades* »<sup>48</sup>.

### 3.5. Transparence et propreté ou comment le récit impose la solution de l'armée

Cette « observation panoptique » de la population à travers la citoyenneté va aussi de pair avec l'exigence de transparence et de « propreté » du récit du combat contre la délinquance organisée. Cette exigence procède telle une solution incontournable posée dans le récit. Partant d'une situation initiale d'un système corrompu dont le sujet, le président, hérite, il met en place une « *operación limpieza* », une « opération nettoyage » qui a pour but de « purifier » le pays, tant en ce qui concerne la délinquance organisée qu'en ce qui touche la corruption de certains pans de l'autorité. C'est dans et par cette opération que le récit vient justifier le recours à l'armée comme adjuvant. On l'a vu, si le problème de la délinquance se pose tout d'abord en terme de sécurité publique, il devient rapidement un enjeu de sécurité nationale qui pose en nécessité une militarisation des différentes instances du pays.

---

cette invention instituée, Foucault souligne que : « L'efficace du pouvoir, sa force contraignante sont, en quelque sorte, passées de l'autre côté – du côté de sa surface d'application. Celui qui est soumis à un champ de visibilité, et qui le sait, reprend à son compte les contraintes du pouvoir; il les fait jouer spontanément sur lui-même; il inscrit en soi le rapport de pouvoir dans lequel il joue simultanément les deux rôles; il devient le principe de son propre assujettissement ». Foucault, *Surveiller et punir...* : 236. Voir également toute la partie « Le panoptisme »... : 228-264.

<sup>48</sup> Calderón, *El Presidente Calderón en la Inauguración de la Jornada Presidencial...* Traduction libre : « information disponible entre les voisins qui connaissent les activités illicites de ceux qui se sont récemment rapprochés dans leurs communautés ».

### 3.5.1. L'argument de l'héritage d'un système corrompu et « Operación Limpieza ».

Tout d'abord, un pilier fondamental du récit du combat contre la délinquance organisée est celui de la corruption de certains pans des autorités du pays. Il se traduit par le fait qu'on reconnaît cette corruption comme une situation de fait. Et cette situation est posée comme l'héritage d'un système corrompu : « *México está viviendo algunas de las consecuencias de haber permitido una penetración amplia, generalizada de la corrupción, la impunidad y, a final de cuentas, la criminalidad en nuestra sociedad* »<sup>49</sup>. Poser le problème de la corruption dans ces termes permet alors au gouvernement actuel et à Calderón en tant que sujet de se distancier des gouvernements précédents : « *Estoy convencido de que para frenar a la delincuencia primero hay que sacarla de nuestra propia casa, a la que se metió quizá desde hace mucho tiempo, y eso es, precisamente, lo que estamos haciendo* »<sup>50</sup>.

Et c'est précisément cette distance qui autorise Calderón et son gouvernement à se poser comme sujet de cette action de transformation de cette réalité : « *La acción del Gobierno ha estado enfocada, precisamente, a transformar una realidad de impunidad y de corrupción en una realidad de leyes y de derechos que se hagan vigentes* ». Un action qui se traduit dans des termes que résume le syntagme « *operación limpieza* ». Cette « opération nettoyage » est mise en place dès le mois de juillet 2007 dans une allocution titrée « *Limpiemos México* »<sup>51</sup>. Si, le recours à une terminologie référant à la « propreté » et au « nettoyage » a toujours été perceptible dans le discours de Calderón – un de ses slogans durant la campagne électorale étant « *manos limpias* »<sup>52</sup> – les métaphores se décuplent toutefois à partir de ce moment. La politique du gouvernement, en plus de devoir être « *clara* », doit être « *limpia* ». Tout comme le président Calderón, l'autorité doit avoir les « *manos limpias* ». À cette opération se

<sup>49</sup> Felipe Calderón, *El Presidente Calderón en la Toma de Protesta del Consejo Directivo 2009-2012*, México Unido Contra la Delincuencia, A.C., México, Mexique, 17 mars 2009, <http://www.presidencia.gob.mx/prensa/discursos/?contenido=43146>. Traduction libre : « Mexico vit présentement certaines des conséquences du fait d'avoir permis une pénétration ample, généralisée de la corruption, l'impunité et, en fin de compte, de la criminalité dans notre société ».

<sup>50</sup> Calderón, *El Presidente Calderón en la Inauguración del tercer Foro...* Traduction libre : « Je suis convaincu que pour freiner la délinquance, il faut tout d'abord la sortir de notre propre maison, en laquelle elle s'est mise cela fait peut-être bien longtemps, et cela est précisément ce que nous faisons ».

<sup>51</sup> Felipe Calderón, *El Presidente Calderón en el evento « Limpiemos México » Estrategia Nacional de Seguridad. Programa en Zona de Recuperación*, Monterrey, Mexique, 2 juillet 2007, <http://www.presidencia.gob.mx/prensa/?contenido=30839>. Traduction libre : « Nettoyons le Mexique ».

<sup>52</sup> « Mains propres ».



conjugue alors une « *estrategia de limpieza* » et un « *proceso de depuración* »<sup>53</sup> : « *Y esta Operación Limpieza implica un esfuerzo y un compromiso claro del Gobierno Federal de depurar a fondo sus cuerpos policíacos y sus cuerpos ministeriales, que no se limita, por supuesto, al ámbito de la Procuraduría General de la República, sino todo al ámbito de la estructura federal* ».

L'utilisation de ce type de métaphore n'est pas sans rappeler cette frontière entre transparence et monde occulte que soulève la spécification de la métacatégorie « délinquance organisée » exposée précédemment<sup>54</sup>. Cette frontière qui se précise par le recours à une terminologie de la transparence, d'un côté, et contrastant avec le caractère occulte propre au monde criminel. Il apparaît alors que l'usage de syntagmes comme « *operación limpieza* » et tous ceux qui en découlent ne concerne pas seulement certaines autorités qui seraient corrompues mais encore, tout cet espace de la délinquance organisée. Cet usage est destiné à affirmer une frontière entre les deux camps dans le récit du « combat contre la délinquance organisée » dont un critère discriminatoire réside dans la question de la transparence/propreté face au monde occulte qui se pose en menace et qui est « sali » par la corruption. En plus d'être un critère discriminatoire, la transparence/propreté est un critère indispensable pour le « combat contre la délinquance organisée » : « (...) *si no tenemos la parte de la autoridad limpia y comprometida en la lucha contra la delincuencia, no vamos a tener ni seguridad ni venceremos la impunidad* »<sup>55</sup>

### 3.5.2. *L'armée comme solution obligée dans le récit*

Dans ce récit, la « stratégie de nettoyage », l'« opération de nettoyage » et le « processus d'épuration » passent tous par ce recours aux forces armées :

<sup>53</sup> En ordre : « claire », « propre », « stratégie de nettoyage », « processus d'épuration ».

<sup>54</sup> Voir chapitre II, « Violence et délinquance, plus précisément le point 2.3.4., « La figure du bannissement ou la frontière entre transparence et monde occulte ».

<sup>55</sup> Calderón, *El Presidente Calderón en la Inauguración del tercer Foro ...* Traduction libre : « (...) si nous n'avons pas la partie de l'autorité propre et engagée dans la lutte contre la délinquance, nous n'allons jamais avoir de sécurité et nous ne vaincrons jamais l'impunité ».

*La República, hoy reunida en quienes la representan, reconoce esa lealtad y valentía, y urge a las autoridades civiles, en la Federación y en las entidades federativas a acelerar el **proceso de depuración** y fortalecimiento de las entidades responsables de la seguridad, de manera que la **presencia** subsidiaria de las **fuerzas federales**, hoy indispensable, sea cada vez menos requerida*<sup>56</sup>.

Mais le rôle d'adjuvant de l'armée s'appuie également sur cette autre distance, celle établie entre les forces armées et les forces policières. Une distinction qui pose l'armée « au-dessus » de cette opération de nettoyage puisqu'elle en devient le principal outil. Inversement, une distinction qui suppose aussi que les forces policières sont une des composantes de la menace :

*Esta **vulnerabilidad** de la fuerza de la **autoridad local** dejaba a los ciudadanos en estado de indefensión, por lo que la seguridad pública y la **vulnerabilidad**, insisto, de quien está obligado a hacerla velar, son un tema que rebasa a la mera **seguridad pública local** y se **transforman** en un tema de **seguridad interior del país**, que de acuerdo con la Constitución, el velar por ella, está dentro de las facultades y las atribuciones, las **obligaciones**, incluso, que la propia Carta Magna atribuye a nuestras **Fuerzas Armadas***<sup>57</sup>.

De plus, une causalité est clairement établie entre ce statut vulnérable des représentants de l'autorité locale et la mutation de la « sécurité publique » en « sécurité intérieure » (ou « nationale » énoncera-t-il au sein d'autres allocutions). Et c'est précisément cette causalité qui entre en jeu dans la justification du statut d'adjuvant de l'armée : « (...) **el retiro de los militares de las calles no es posible en estos momentos, al no existir una policía capacitada para combatir al crimen organizado en tales lugares** »<sup>58</sup>.

Ainsi, conjointement à cette distance établie par rapport au forces policières, par leur attribution d'un statut de « vulnérabilité », ce qu'autorise le principe discriminatoire transparence/propreté exposé ici, c'est de poser l'armée comme une solution incontournable

<sup>56</sup> Calderón, *El Presidente Calderón en la Ceremonia del XCII Aniversario de la Constitución...* Traduction libre : « La République, aujourd'hui réunie par ceux qui la représentent, reconnaît la loyauté et le courage, et exige que les autorités civiles, dans la fédération et dans les entités fédératives, accélèrent le processus d'épuration y le renforcement des entités responsables de la sécurité, de sorte que la présence subsidiaire des forces fédérales, aujourd'hui indispensables, soit chaque fois moins requise ».

<sup>57</sup> Calderón, *El Presidente Calderón en el Informe de la Comisión Nacional de Derechos...* Traduction libre : « Cette vulnérabilité de la force de l'autorité locale laissait les citoyens sans défense, en ce qui concerne la sécurité publique et la vulnérabilité, j'insiste, de celui qui est obligé de veiller sur elle, sont des thèmes qui dépassent la simple sécurité publique locale et qui se transforment en un thème de sécurité intérieure du pays, qui selon la Constitution, entre dans les facultés et les attributions ainsi que les obligations que la propre *Carta Magna* attribue à nos forces armées ».

<sup>58</sup> *Ibid.* Traduction libre : « Le retrait des militaires des rues n'est pas possible en ce moment, puisqu'il n'existe pas de police capable de combattre le crime organisé en ces lieux ».

mais également comme l'*unique* solution acceptable pour mener à bien le combat contre la délinquance organisée : « *Y por eso, con el fin de apoyar de manera subsidiaria a las autoridades locales, la presencia de las **Fuerzas Federales**, y en particular, del Ejército y la Marina Armada de México, se volvió no sólo posible, justa, legítima, sino indispensable* »<sup>59</sup>. Un recours indispensable pour l'accomplissement de la mission au fondement même du récit du combat contre la délinquance organisée : « *...cuando se **haya recuperado el Estado de Derecho** en las **zonas alcanzadas o vulneradas por la delincuencia** y las autoridades estén en plena capacidad de combatir este flagelo, entonces el **Ejército** habrá **cumplido con su misión** de proteger a los mexicanos en defensa de la seguridad interior de la Nación y podrá abocarse a otras y trascendentales misiones* »<sup>60</sup>.

Par ailleurs, il est intéressant de souligner que s'il est présent depuis les toutes premières allocutions de Calderón en tant que président, ce caractère nécessaire et indispensable du recours aux forces armées dans le récit se trouve de plus en plus renforcé au fil des mois et des années. Plus que jamais, leur rôle est actuellement mis de l'avant. En témoigne la toute dernière initiative de réforme de la Loi de sécurité nationale par le président Calderón. Celle-ci aurait pour effet de conférer aux forces armées le contrôle total des opérations dans le cadre du combat contre la délinquance organisée<sup>61</sup>.

Sommairement, deux points apparaissent particulièrement révélateurs dans cette proposition de réforme. D'une part, il est question d'une révision et d'une redéfinition des concepts de sécurité nationale, publique et intérieure afin de permettre d'intégrer les forces armées et d'en faire les dépositaires officiels de l'autorité dans cette « nouvelle » sphère. D'autre part, il est fait explicitement mention de l'identification de certaines municipalités, entités ou régions où seraient appliquées des « mesures spéciales d'urgence ». Celle-ci

<sup>59</sup> *Ibid.* Traduction libre : « Et pour cela, dans l'objectif d'appuyer de manière subsidiaire les autorités locales, la présence des forces fédérales, et en particulier celle de l'armée et de la marine du Mexique, est devenue non seulement possible, juste, légitime mais également indispensable ».

<sup>60</sup> Calderón, *El Presidente Calderón en el Desayuno con motivo del Día del Ejército Mexicano...* Traduction libre : Quand l'État de droit sera revenu au sein des zones atteintes ou rendue vulnérables par la délinquance et que les autorités seront en pleine capacité de combattre ce mal, l'armée aura alors accompli sa mission de protéger les Mexicains en défendant la sécurité intérieure de la Nation et pourra s'impliquer dans d'autres missions importantes ».

<sup>61</sup> Andrea Becerril, « Busca Calderón dar al Ejército control total de los operativos », *La Jornada*, México, Mexique, 23 avril 2009, <http://www.jornada.unam.mx/2009/04/23/index.php?section=politica&article=005n1pol>.

concernerait alors ces endroits où est mise à risque la sécurité intérieure, que ce soit par perturbation de l'ordre et de la paix sociale, l'incapacité de l'autorité civil ou en cas de « soulèvement »<sup>62</sup>. Dans le cas où elle serait approuvée par le sénat, l'application de cette réforme mènerait alors à une accentuation sans précédent de la criminalisation de la protestation sociale. Et ce, doublement. On sait que l'accusation perturbation de l'ordre et de la paix sociale est généralement invoquée dans les cas de répression de protestation sociale. Le recours à de mesures d'urgences dirigées par les forces armées dans le cas de « soulèvement » vient renforcer ce processus de criminalisation déjà entamé.

De plus, il faut préciser que Calderón, s'il est président, incarne également le chef suprême de l'armée : « *Como su Comandante Supremo, me emociona el haber entregado condecoraciones a los militares que se han distinguido en la lucha contra el narcotráfico* »<sup>63</sup>. Ce statut particulier participe lui aussi du renforcement de cette distance émise entre les forces armées et les forces policières « susceptibles d'être corrompues » qui confère au « nous » sujet-adjuvant une cohésion d'autant plus effective : « *Es ese el mismo combate, sin tregua ni reposo de las mujeres y hombres de las Fuerzas Armadas, el que nos permite que todos los días asestemos nuevos golpes a las redes de las principales bandas delictivas* »<sup>64</sup>. Une cohésion qui participe d'autant plus de cette exigence d'unité qui traverse le discours présidentiel de Calderón.

### 3.6. L'unité politique et le principe d'extériorité dans la configuration des deux camps

Ce que cherchent à produire, dans le discours, la mise en œuvre du « nettoyage du pays » et la spécification du rôle d'adjuvant de l'armée en cohésion avec le sujet du récit, c'est un ordonnancement des choses et des rôles en deux camps bien déterminés. Et pour opérer, la configuration de ces deux camps se précise dans l'exigence d'unité politique et

<sup>62</sup> *Idem*.

<sup>63</sup> Calderón, *El Presidente Calderón en el Desayuno con motivo del Día del Ejército Mexicano...* Traduction libre : « Comme votre Commandant Suprême, je suis très ému de remettre ces décorations aux militaires qui se sont distingués dans la lutte contre le narcotrafic ».

<sup>64</sup> *Ibid*. Traduction libre : « Dans ce même combat, sans trêve ni repos, les femmes et les hommes des forces armées nous permet chaque jour d'assener de nouveaux coups aux réseaux des principaux groupes délinquants ».

dans le principe d'extériorité de la violence délictueuse. À cet égard, les énoncés sont plutôt explicites. Il se divisent tout d'abord par l'axe violence / sécurité : « *en tener una **sociedad segura** o tener una **sociedad atrapada en la violencia*** »<sup>65</sup>. Deux sociétés possibles, deux « options » qui suggèrent qu'une décision doit être prise. Dans cette configuration où deux mondes sont opposés, le rôle du sujet du récit prend alors pleinement forme :

*He tenido como **Presidente** siempre presente la disyuntiva: o dejar a los mexicanos a su suerte y en estado de indefensión frente a la **acción violenta** del crimen, ignorar, como se hizo durante mucho tiempo y se hace en muchos lugares lo que ahí ocurre, como asumiendo que de esa tolerancia vendrá mecánicamente la paz, o bien, asumir con la fuerza del Estado y con los riesgos que implica esta alternativa, **asumir la autoridad y la fuerza**; la fuerza Federal a su plena capacidad para, precisamente, ponerse del lado de los ciudadanos, **protegerles de cualquier amenaza** y fortalecer la vida institucional del país que pone **en peligro**, precisamente, la impunidad en la actuación del crimen organizado*<sup>66</sup>.

Assumer avec la « force de l'État » c'est alors se rallier du côté des Mexicains. En effet, dans ce récit, s'établit clairement un principe d'extériorité qu'est la violence et par lequel se maintient l'unité « mexicaine ». On le voit dans ce type d'énoncés qui affirment la nature des deux camps de façon explicite : « *La delincuencia organizada está condenada a la derrota en esta lucha, porque **de este lado, del lado de los mexicanos, están las Fuerzas Armadas** y está toda una Nación, está nuestra historia de libertad, está nuestro derecho a un futuro de bienestar y de seguridad* »<sup>67</sup>. La violence agit comme principe d'extériorité puisque la délinquance organisée est complètement exclue de cette « unité mexicaine » qui se traduit fondamentalement par le « nous, les mexicains » : « *Somos más los **mexicanos orgullosos de nuestros valores y tradiciones. Somos más los que sabemos que esta Patria saldrá adelante*** »<sup>68</sup>.

<sup>65</sup> Calderón, *El Presidente Calderón en la Inauguración del tercer Foro...* Traduction libre : « avoir une société sécuritaire ou avoir une société prise dans la violence ».

<sup>66</sup> Calderón, *El Presidente Calderón en el Informe de la Comisión Nacional de Derechos Humanos...* Traduction libre : « Comme président, j'ai toujours eu en tête la disjonction : « ou bien laisser les Mexicains à leur sort et dans leur incapacité à se défendre face à l'action violente du crime, ignorer, comme cela s'est fait durant longtemps et se fait toujours en plusieurs endroits, dans l'idée où de cette tolérance résulterait mécaniquement la paix, ou bien assumer avec la force de l'État et avec les risques que cela implique, assumer l'autorité et la force; la force fédérale dans sa pleine capacité pour, précisément, se mettre à côté des citoyens, les protéger de tout forme de menace et renforcer la vie institutionnelle du pays que met en danger, précisément, l'impunité dans l'action du crime organisé ».

<sup>67</sup> Calderón, *El Presidente Calderón en el Desayuno con motivo del Día del Ejército Mexicano...* Traduction libre : « La délinquance organisée est condamnée à la défaite dans cette lutte, parce que de ce côté, du côté des Mexicains, il y a les forces armées et toute une Nation, il y a notre histoire de liberté, notre droit à un futur de bien-être et de sécurité ».

<sup>68</sup> Felipe Calderón, *El Presidente Calderón en la Ceremonia Conmemorativa del XCVIII Aniversario del Inicio de la Revolución Mexicana y entrega del Premio Nacional de Deporte*, Ciudad de México, Mexique, 20 novembre

### 3.6.1. *Le nouvel ennemi*

Tel que mentionné précédemment, dans ce récit du combat contre la délinquance organisée, la figure de l'ennemi est « synthétisée » dans la position d'anti-sujet qu'occupe la délinquance organisée. Elle est explicitement nommée comme telle à maintes reprises à travers plusieurs énoncés de ce type : « *Hay un **enemigo de la Nación** que es el crimen organizado que atenta contra la seguridad y la paz de nuestros hogares, contra la salud de nuestras familias, contra nuestro desarrollo y nuestro porvenir* »<sup>69</sup>. Face à cet ennemi, le pays doit s'unir afin de remporter la bataille, la lutte ou la guerre contre celui-ci. L'unité se pose alors comme condition fondamentale pour le sujet d'accomplir sa mission : « *Vamos a ganar **si estamos unidos los mexicanos*** »<sup>70</sup>. Plus encore, l'unité de tous les mexicains, et non seulement des différents gouvernements et partis politiques, se révèle comme l'unique élément qui peut « assurer » la victoire du sujet en le rendant invincible : « *En la lucha contra el flagelo de la violencia y la criminalidad, sé que **si estamos juntos** gobiernos municipales, estatales y federales, de distintos partidos, seremos mucho **más fuertes**, pero **si además estamos unidos** Gobiernos y sociedad civil, no sólo seremos más fuertes, **seremos invencibles*** »<sup>71</sup>.

L'allocution la plus évocatrice à cet égard est celle effectuée lors de la Cérémonie commémorative de l'anniversaire de la Bataille du 5 mai 1862 à Puebla. Date historique dont le symbole est incontournable dans la société mexicaine, le 5 mai représente la victoire des troupes mexicaines sous le commandement du Général Zaragoza contre l'envahisseur qu'est alors l'armée française de Napoléon III. Face à l'ennemi, les troupes de différentes régions du Mexique s'étaient unies pour la défense de la Patrie. L'allocution de Calderón se base ainsi

---

2008. Traduction libre : « Nous sommes davantage les Mexicains fiers de nos valeurs et traditions. Nous sommes davantage nous qui savons que cette Patrie va s'en sortir ».

<sup>69</sup> Calderón, *El Presidente Calderón en la Ceremonia Conmemorativa al CXLV...* Traduction libre : « Il y a un ennemi de la Nation qui est le crime organisé qui s'attaque à la sécurité et à la paix de nos foyers, à la santé de nos familles, à notre développement et notre futur ».

<sup>70</sup> Calderón, *El Presidente Calderón en la Reunión...* Traduction libre : « Nous allons gagner si nous sommes unis, nous les mexicains ».

<sup>71</sup> *Ibid.* Traduction libre : « Dans cette lutte contre le fléau de la violence et de la criminalité, je sais que si nous sommes ensemble, les gouvernements municipaux, provinciaux et fédéraux, de partis politiques différents, nous serons beaucoup plus forts et si en plus nous sommes unis gouvernements et société civile, non seulement nous serons plus forts, nous serons invincibles ».

sur le poids de cette référence symbolique en tentant d'établir une relation d'équivalence entre ce combat historique et la lutte à mener contre la nouvelle figure de l'ennemi qu'incarne la délinquance organisée : « *Hoy el llamado que la Patria hace a los mexicanos es formar un solo frente contra los **enemigos** de México; **igual** que los valientes de la Batalla de Puebla, los **mexicanos** debemos actuar ahora con **unidad** y con patriotismo para vencer al flagelo de la inseguridad y la criminalidad* »<sup>72</sup>.

### 3.6.2. L'exigence d'unité face au statut d'opposant

L'unité se pose ainsi, dans un premier temps, comme une condition fondamentale dans la mission qui a été attribuée au sujet du récit par la Patrie pour sa propre libération. Tout comme le critère d'unité semble avoir été décisif pour la victoire des troupes mexicaines sur les troupes françaises, il le sera dans cette nouvelle bataille contre le nouvel ennemi. De plus, il apparaît clairement, dans cet énoncé, que les Mexicains ne doivent pas seulement agir avec unité mais également avec patriotisme : être loyal envers la Patrie tout comme l'est le sujet du récit. « Être loyal » signifie aussi se rallier au sujet dans l'accomplissement de sa mission en se réunissant dans le consensus : « ***Para ganar la guerra contra la delincuencia es indispensable trabajar unidos, más allá de nuestras diferencias, más allá de cualquier bandera partidista y de todo interés particular*** »<sup>73</sup>.

Refuser de se rallier à cette unité politique, d'accomplir ce devoir indispensable dans « l'intérêt suprême de la Nation » - ce devoir réclamé par la Patrie elle-même<sup>74</sup> – devient

<sup>72</sup> Calderón, *El Presidente Calderón en la Ceremonia Conmemorativa al CXLV...* Traduction libre : « Aujourd'hui l'appel que lance la Patrie aux Mexicains est de former un front commun contre les ennemis du Mexique : tout comme les braves de la Bataille de Puebla, les mexicains nous devons agir maintenant avec unité et patriotisme afin de vaincre le fléau de l'insécurité et de la criminalité ».

<sup>73</sup> Calderón, *El Presidente Calderón en la XXI Sesión...* Traduction libre : « Afin de gagner la guerre contre la délinquance, il est indispensable de travailler unis, au-dessus de nos différences, au-dessus d'un quelconque drapeau partisan et de tout intérêt particulier ».

<sup>74</sup> Calderón, *Palabras al pueblo de México desde...* « (...) la **Patria nos reclama a todos poner por encima de nuestras diferencias políticas el **interés supremo** de la Nación** ». Traduction libre : « (...) la Patrie nous réclame à tous de mettre au-dessus de nos différences politiques l'intérêt suprême de la Nation ».



ainsi équivalent à céder de « l'espace à l'ennemi »<sup>75</sup>. Autrement dit, le refus du consensus et le désaccord renvoient alors plus loin qu'à la seule position d'opposant. Ils renvoient à une position qui « renforce » la figure de l'ennemi incarnée par la délinquance organisée. Dans ces termes, la condition d'unité qui pose l'exigence de choisir son camp, de se rallier, ou non, à la mission du sujet narratif, vient établir une frontière excluant ceux qui refusent de se rallier. Ceux qui « empêchent », ce faisant, le sujet du récit d'accomplir sa mission et d'atteindre son objet de désir.

Enfin, si dans le discours de Calderón, l'unité comme critère discriminant joint en quelque sorte les « opposants » à l'« ennemi », la division contribue pour sa part à augmenter la souffrance des Mexicains :

*No es tiempo de actitudes protagonicas ni egoístas. Si alguna lección nos ha dejado la historia a los mexicanos es una y muy clara: cuando en vez de avanzar unidos nos dividimos en lo medular, cuando en lugar de contribuir a la lucha en favor de la Patria se pretende sembrar el desaliento o la desesperanza para satisfacer ambiciones, vanidades o intereses personales o de grupo, quien pierde es México y quienes sufren las consecuencias somos todos los mexicanos*<sup>76</sup>.

Si cet énoncé se veut un appel à l'unité, il est lui aussi structuré autour de cet axe des deux camps, cette frontière qui permet de « classer » la position des opposants du « côté » de l'ennemi. Ceux qui refusent de se rallier, non par conviction politique mais par ambition personnelle, nous dit Calderón, contribuent à la perte du pays. Et les conséquences de ce refus se traduisent dans la souffrance des Mexicains. Si le désaccord est permis, la division devient une atteinte aux fondements même de l'État : « *Se puede discrepar, pero no*

<sup>75</sup> Felipe Calderón, *El Presidente Calderón en el Anuncio de la Estrategia Integral...* « En esta batalla debemos estar unidos más allá de diferencias políticas, sociales, regionales o religiosas y no ceder un solo espacio al enemigo ». Traduction libre : « Dans cette guerre, nous devons être unis au-dessus de nos différences politiques, sociales, régionales ou religieuses et ne pas céder un seul espace à l'ennemi ».

<sup>76</sup> Calderón, *El Presidente Calderón en la Ceremonia del XCII Aniversario de la Constitución...* Traduction libre : « Ce n'est pas le temps pour les attitudes protagonistes ni égoïstes. Si l'histoire nous a appris une leçon à nous les Mexicains, elle est très claire : quand nous nous divisons au lieu d'avancer unis, quand à la place de contribuer à la lutte en faveur de la Patrie on prétend semer le découragement ou le désespoir pour satisfaire des ambitions, vanités ou intérêts personnels ou de groupe, celui qui perd est le Mexique et ceux qui en souffrent les conséquences, c'est nous tous les Mexicains ».



*deliberadamente falsear, dividir y enconar. Se puede opinar distinto en el marco de libertad que el propio Estado garantiza, pero no atentar contra el Estado mismo* »<sup>77</sup>.

### 3.6.3. Le principe d'exclusion

Le critère d'unité politique indispensable dans le récit du combat contre la délinquance organisée semble procéder d'une logique narrative où est tenté l'établissement d'une frontière d'exclusion. À travers le programme narratif qui le traverse, un élément clé est posé : celui d'une guerre qui est menée contre l'ennemi qu'est la délinquance organisée. En témoigne de façon particulièrement pertinente la mise en équivalence entre la Bataille de Puebla et le « combat contre la délinquance organisée » à laquelle procède Calderón lors de son allocution du 5 mai 2007. L'unité politique y est posée tel le point d'ancrage, telle la condition qui rend possible l'accomplissement de la mission du récit, la victoire.

Or, la guerre, dans son entendement classique, est comprise « comme ce rapport de violences réglé entre deux États »<sup>78</sup>. Elle suppose la notion d'une « extériorité politique » – et même territoriale – à l'État. Comme l'ennemi que le discours de Calderón tente de stigmatiser est intérieur et non extérieur à l'entité étatique, doit alors être créé un espace d'extériorité sur le propre territoire de la Nation. Un espace d'extériorité qui devient le terrain de l'ennemi et dont l'enjeu de la guerre est précisément sa récupération par l'élimination de celui-ci. De là l'importance de l'enjeu territorial dont une des facettes fondamentales est l'espace public.

Mais le terrain fondamental de l'ennemi, celui qui agit de façon efficace comme principe d'exclusion dans ce récit du combat contre la délinquance organisée, c'est la violence. La violence face à laquelle on incite à exprimer sa peur dans les termes de l'insécurité<sup>79</sup>. La

<sup>77</sup> *Ibid.* Traduction libre : « On peut être en désaccord, mais pas délibérément dénaturer, diviser et exacerber. On peut avoir une opinion distincte dans le cadre de liberté garanti par l'État, mais on ne peut pas porter atteinte à l'État lui-même ».

<sup>78</sup> Gros, « Enjeux politiques », *États de violence...* : 109. En référence à l'affirmation de Jean-Jacques Rousseau selon laquelle « la guerre n'est donc point une relation d'homme à homme, mais une relation d'État à État » cité dans le même ouvrage.

<sup>79</sup> Voir le chapitre I, « Combat ».

violence dans tout ce qui fait d'elle un spectacle<sup>80</sup>. Et même la violence de ceux qui se révoltent<sup>81</sup>, de ceux qui se divisent ou suscitent le désaccord alors que l'unité est indispensable, comme on l'a vu. Cette violence qui vient menacer un état de paix qui serait a priori le fait du pays : « *El objetivo es estrechar vínculos regionales en todos los ámbitos para preservar la paz y el orden* »<sup>82</sup>. Car on ne peut chercher à préserver que ce qui est, que ce que l'on possède déjà. Et il est bien révélateur de remarquer que dans ce récit, la paix menacée se pose comme un enjeu économique en soi : « *Este flagelo amenaza la paz de nuestras sociedades, dificulta las inversiones y tiene fuertes efectos negativos en la productividad, el empleo y el consumo* »<sup>83</sup>.

### 3.7. L'urgence dans la guerre

On la vu, les deux camps posent la nécessité de trancher, de prendre une décision. En ce sens, ils sont le socle sur lequel s'appuie le récit. Mais, tout comme la frontière qui les sépare, ils ne saurait faire de sens s'ils n'étaient actualisés de façon répétitive dans un récit de guerre. De plus, s'il posent la nécessité de prendre une décision pour un camp ou pour l'autre, le récit se construit également autour d'une orientation fondamentale qui traverse l'ensemble des allocutions et qui est l'urgence de la situation et son caractère exceptionnel. En ce sens, tous les éléments présentés jusqu'ici participent de la mise en place des conditions discursives d'un état d'urgence.

#### 3.7.1. Les symboles dans le récit de guerre

Dans toute construction de récit, ce qui le rend particulièrement opératoire, c'est le recours à des symboles particuliers. Ici, celui des militaires apparaît comme l'un des plus

<sup>80</sup> Voir le chapitre II, « Violence et délinquance ».

<sup>81</sup> Idem.

<sup>82</sup> Calderón, *El Presidente Calderón en la Inauguración de la Jornada Presidencial...* Traduction libre : « L'objectif est de resserrer les liens régionaux dans tous les domaines afin de préserver la paix et l'ordre ».

<sup>83</sup> *Ibid.* Traduction libre : « Ce mal menace la paix de nos sociétés, rend plus difficiles les investissements et a des effets très négatifs sur la productivité, l'emploi et la consommation ».

performants. On l'a vu, dans le récit du « combat contre la délinquance organisée », les forces armées occupent une position clé et ont un rôle déterminant. En lien avec ce symbole, il y a également les références aux batailles historiques du pays. Tout comme les guerres ou la révolution, plusieurs soldats tombent au combat. Ils se sacrifient pour la défense de leur patrie<sup>84</sup> Et l'on doit continuer le combat pour que ce sacrifice n'ait pas été vain<sup>85</sup>, pour qu'il ait un sens.

Dans ce récit, les références qui cherchent justement à donner un sens, un « relief » particulier au « combat contre la délinquance organisée » sont très fréquentes. Que ce soit la bataille de Puebla, tel qu'exposé plus haut, ou encore la révolution mexicaine du début du 20<sup>ième</sup> siècle, le récit mobilise des symboles historiques qui ont toujours une forte incidence dans le quotidien du pays. Tout se passe comme si l'on appréhendait les interventions actuelles des forces armées dans une mesure équivalente aux batailles et guerres livrées face à des envahisseurs étrangers ou à une caste dominatrice à renverser. À cet effet, il faut souligner la référence particulièrement forte à la révolution mexicaine, surtout au sein des allocutions de la dernière année. Plus qu'une référence, on remarque un déplacement et une sorte de mise en équivalence des enjeux : « *Celebrar la Revolución es luchar por superar los desafíos de la Patria. Enarbolar los ideales de la Revolución es brindar seguridad y tranquilidad a las familias mexicanas* »<sup>86</sup>.

### 3.7.2. La mise en place des conditions discursives de l'état d'urgence

Les effets de ces références, de ces symboles, se trouvent dans le fait qu'ils alimentent le récit de guerre. En réactivant constamment le récit par le recours aux mêmes références, voire à de nouveaux symboles, le discours présidentiel cherche à nourrir les conditions qui permettent d'énoncer le caractère exceptionnel de la situation. Ainsi, ce que permettent ces

<sup>84</sup> Calderón, *El Presidente Calderón en la Inauguración del tercer Foro...*

<sup>85</sup> *Ibid.* « (...) que su sacrificio claramente no sea en vano ». Traduction libre : « que leur sacrifice ne soit pas en vain ».

<sup>86</sup> Calderón, *El Presidente Calderón en la Ceremonia Conmemorativa del XCVIII Aniversario...* Traduction libre : « Célébrer la Révolution c'est lutter pour relever les défis de la Patrie. Arborer les idéaux de la Révolution c'est offrir la sécurité et la tranquillité aux familles mexicaines ».

symboles et ces références, c'est l'établissement des termes de l'urgence. La mise en place de toutes les conditions pour déclarer un état d'urgence, une situation exceptionnelle, est précisément ce que parvient à générer ce récit de guerre.

Cette mise en place des termes de l'urgence dans le récit du « combat contre la délinquance organisée », on la voit dans différents énoncés au sein de l'ensemble des allocutions étudiées. Elle apparaît tout d'abord dans la nouveauté du phénomène, telle qu'exposée précédemment. Cette nouveauté confère un côté inédit à la situation que traverse le pays et renforce l'effet de son caractère exceptionnel. On la voit aussi dans l'enjeu économique qui dévie sur les coûts que le pays doit accepter de payer pour accomplir la mission de récupérer sa sécurité : « *Son costos que hay que pagar para tener un México libre* »<sup>87</sup>.

Ces coûts s'expriment également en terme de temps. Encore là, il faut accepter qu'il s'agit d'un problème dont les racines sont profondes et que cela « *costará mucho tiempo erradicar* »<sup>88</sup>. Dans le rapport au temps, c'est tout le « relief sémantique » de l'urgence qui se déploie : « *Sé que el desafío que enfrenta México en materia de seguridad es profundo y es inaplazable enfrentarlo. No tenemos tiempo que perder ni que escatimar* »<sup>89</sup>. Ou encore : « *Y no tenemos tiempo que perder; ya hemos perdido mucho* »<sup>90</sup>. C'est donc l'urgence d'agir rapidement qui « talonne » tout le récit. Une urgence qui se perçoit également dans l'usage répétitif, entre autres, du verbe « accélérer ».

Ainsi, dans l'urgence réside en grande partie tout le support du récit. Sans elle, plusieurs composantes perdent leur sens. Et inversement sans cette configuration, cette urgence de la situation qui confère un poids particulier à la mission du sujet du récit se dissout, se désarticule. Ses effets se trouvent ainsi dans la totalité du récit qu'elle permet, mais également dans chacun des agencements particuliers des dites composantes qu'elle exige

<sup>87</sup> Calderón, *El Presidente Calderón en la Inauguración del tercer Foro...* Traduction libre : « Ce sont des coûts qu'il faut payer pour avoir un Mexique libre ».

<sup>88</sup> *Ibid.* Traduction libre : « coûtera beaucoup de temps pour éradiquer ».

<sup>89</sup> *Ibid.* Traduction libre : « Je sais que le défi qu'affronte le Mexique en matière de sécurité est profond et qu'il est urgent de l'affronter. Nous n'avons pas de temps à perdre ne devons pas hésiter ».

<sup>90</sup> Calderón, *El Presidente Calderón en la Entrega del Premio Nacional de Derechos Humanos 2008...* Traduction libre : « Et nous n'avons pas de temps à perdre; déjà que nous en avons perdu beaucoup ».

pour faire sens. Ainsi, ses effets les plus apparents surgissent dans le recours toujours élargi à l'armée. Ils se dévoilent aussi dans les mécanismes de discipline qui sont sous-jacents au rôle exigé de la part de la population et que l'on nomme en termes de citoyenneté. Enfin, ils sont également bien importants dans cette exclusion de toute opposition politique, dans cet espace si ténu qui est laissé à l'expression du désaccord. Dans le cas de la protestation sociale, les conséquences de ce type de configuration s'avèrent particulièrement dramatiques.

### 3.8. Conclusion

Le discours de Calderón est ainsi traversé par ce programme narratif auquel s'articule une distribution précise des rôles actantiels. Celui-ci revient au sein de la majorité de ses allocutions et ne se comprend que dans la construction du récit qu'il permet et sa circulation. Or, on le voit bien, cette organisation discursive précise n'est pas sans conséquence. Ses effets se traduisent par des exigences qui viennent cristalliser les rapports de pouvoir et la représentation des rapports de force. L'urgence est plus que tout l'élément clé, le principe ultime dans lequel ces rapports se jouent.

Car dans cette urgence, il y a aussi un autre aspect, celui du moment historique que vit actuellement le pays. Un moment historique puisqu'il est ici question de « *contribuir al gran fin del Estado mexicano* »<sup>91</sup>. Dans le récit, tout semble ainsi se jouer dans ce présent qui est celui d'une guerre mais également celui d'une fondation nouvelle : « *Como en 1917, el nuestro también es un momento histórico y fundacional, un momento en el que debemos reforzar las leyes y las instituciones que permitan al Estado mexicano ser un Estado pleno que realice a cabalidad los ideales contenidos en nuestra Constitución* »<sup>92</sup>. Une fondation nouvelle qui demande de renforcer le déploiement de l'État. Tout le récit du « combat contre la délinquance organisée » semble ainsi construit dans ce but de pouvoir conférer aux

<sup>91</sup> Calderón, *El Presidente Calderón en la Ceremonia del XCII Aniversario de la Constitución...* Traduction libre . « contribuer à la grande finalité de l'État mexicain ».

<sup>92</sup> *Ibid.* Traduction libre : « Comme en 1917, le nôtre est un moment historique et fondateur, un moment dans lequel nous devons renforcer les lois et les institutions qui permettent à l'État mexicain d'être un État plein qui réalise dans toutes leurs promesses les idéaux contenus dans notre constitution ».

interventions, énoncées en termes de sécurité, le poids historique d'un « moment clé » où sont surpassés « l'inertie, les obstacles et l'adversité » et où se justifie le recours à toute la force disponible de l'État dans ce but « ultime » qu'est « la lutte pour la sécurité »<sup>93</sup>.

---

<sup>93</sup> Plus précisément en référence à l'allocution Calderón, *El Presidente Calderón en la Toma de Protesta del Consejo...*

## CHAPITRE IV

### SUBVERSIONS

#### DIALOGUES POLÉMIQUES DANS L'INTERDISCOURS ET ÉLÉMENTS DE SUBVERSIONS DANS LES « CONTRE-DISCOURS »

*« Ellos dicen que todos aquellos que luchamos somos delincuentes, pues alteramos el orden publico. Y que con esa violencia ponemos en riesgo a la sociedad. Intentan detener la organización y nuestra resistencia. »*

Anonyme, « Palabras de expresas políticas »<sup>1</sup>

« La vie du bandit – pas plus que celle de l'homme sacré – n'est un bout de nature sauvage sans lien aucun avec le droit et la cité : c'est, au contraire, un seuil d'indifférence et de passage entre l'animal et l'homme, la *phusis* et le *nomos*, l'exclusion et l'inclusion : loup-garou précisément, ni homme ni bête, qui habite paradoxalement dans ces deux mondes sans appartenir à aucun d'eux ».

Giorgio Agamben, *Homo sacer. Le pouvoir souverain et la vie nue*<sup>2</sup>.

#### 4.1. Introduction

Dans leur relation avec le récit de guerre au cœur du discours présidentiel de Felipe Calderón, on relève plusieurs discours qui se dispersent autour de points de tension particuliers. C'est-à-dire autour de points nodaux où il y a confrontation, une lutte pour le

---

<sup>1</sup> *Quinto viento : Una digna y femenina rabia. Mesa sobre la brutalidad sexual del poder y la Otra Sexualidad*, dans le cadre du *Festival Digna Rabia*, organisé par l'*Ejercito zapatista de liberación nacional* et la *Otra Campaña*, 5 janvier 2009. <http://dignarabia.czln.org.mx/index.php?p=453>. Témoignage d'une femme ayant été arrêtée lors des événements de protestation sociale d'Atenco les 3 et 4 mai 2006. Plusieurs femmes ont affirmé avoir été violées ou agressées sexuellement par des agents des forces policières (municipales, provinciales et fédérales) lors de ces arrestations. Traduction libre : « Ils disent que nous qui luttons, nous sommes des délinquants, nous altérons l'ordre public. Et qu'avec cette violence, la société est plus à risque. Ils tentent de contenir l'organisation et notre résistance ».

<sup>2</sup> Paris, Seuil, 1997 : 116.

sens<sup>3</sup>. Dans le cadre de cette recherche, trois discours précis ont été privilégiés : celui d'Andrés Manuel López Obrador (AMLO), de l'*Asamblea Popular de los Pueblos de Oaxaca* (APPO)<sup>4</sup> et les *narcocorridos*.

Il est à noter que plusieurs discours au Mexique se construisent autour d'un récit concurrent au récit dominant, comme celui de l'*Ejercito Zapatista de Liberación Nacional* (EZLN)<sup>5</sup> ou encore celui des *Expresas de Atenco*<sup>6</sup> par exemple. La pertinence des trois discours sélectionnés ici se trouve tant dans le rapport antagonique que chacun d'eux entretient avec le discours dominant que dans le « tout » qu'ils forment. D'un côté, il y a le discours d'AMLO qui apparaît actuellement comme la figure emblématique de la gauche institutionnelle qui tend à sortir de son cadre, à déborder de l'institution. De l'autre, l'APPO comme mouvement insurrectionnel spontané qui n'a jamais été complètement contenu, ni par les forces de l'ordre, ni par l'« organisation » qui tentait de la chapeauter. Enfin, en dehors de ce monde plus ou moins déterminé par le principe « organisationnel », mais à la fois présent partout, il y a les *narcocorridos*. De ceux-ci surgit un récit bien particulier puisque son format suggère qu'ils sont beaucoup moins contraints par les modalités structurant tout discours, sinon que par les mythes qui les traversent.

L'autre élément important dans la sélection de ces récits et de leurs énonciateurs est le fait qu'ils ont tous une occurrence particulière avec le mandat de Calderón. Tout d'abord, AMLO, qui est le principal adversaire politique lors de la dernière élection présidentielle de juillet 2006. Ensuite, la APPO, dont le surgissement s'est produit précisément lors de ce même été d'élection présidentielle et qui fait également le pont entre les mandats de Fox et de Calderón. Enfin, les narcoballades, cette mise en récit singulière où les narcotrafiquants deviennent « sujet » plutôt que figure de l'ennemi. Comme le pose le récit de guerre du discours présidentiel. Ainsi, ces discours présentent tous un récit concurrent au récit

<sup>3</sup> Doran, *Processus démocratiques et légitimité...* : 18.

<sup>4</sup> Assemblée Populaire des Peuples d'Oaxaca.

<sup>5</sup> Armée Zapatiste de Libération Nationale.

<sup>6</sup> *Expresas de Atenco* est un collectif de femmes ayant été arrêtées lors des événements d'Atenco les 3 et 4 juillet 2006. Elles ont mis sur pied ce collectif lié à la *Otra Campaña* afin de dénoncer les viols et les agressions sexuelles qu'elles ont subi et qui ont été perpétrés par les effectifs des forces policières en opération (municipale, provinciale et fédérale). Elles militent ainsi afin de faire entendre leurs voix et dénoncer l'impunité et la criminalisation croissante de la protestation sociale au pays.



dominant. Mais ils se déploient dans un rapport aux « nœuds » du discours de façon tout à fait différente. Cependant, ils partagent un élément similaire qui questionne la prétention à la validité du récit de guerre à son niveau le plus fondamental. C'est-à-dire qu'ils confrontent la configuration des deux camps de ce récit de guerre du discours présidentiel. Et c'est la façon dont chacun de ces récits procède en ce sens qui sera exposée ici.

#### **4.2. Andrés Manuel López Obrador : la concurrence du *topos* des deux camps ou l'enjeu de la démocratie**

Le discours d'Andrés Manuel López Obrador est celui qui, apparemment, surgit dans le rapport le plus fort avec discours institutionnel. Plus précisément, un trait particulier est que la véritable confrontation face au récit dominant qui l'anime ne se pose pas dans des thèmes qui seraient communs avec celui-ci mais apparaît plutôt par le surgissement d'un récit qui renvoie a priori à une tout autre « réalité » : le récit de fraude. C'est par ce récit que se dévoilent de nouvelles catégories dont la formation même vient confronter celles du récit de guerre du discours présidentiel. Ce phénomène, on le voit dans la formation d'un « nous » lié à l'émergence d'une figure, d'un symbole qui déborde la personne même de López Obrador. Et c'est précisément par cette figure et par le « nous » qui l'accompagne que se met en scène une configuration complètement différente des deux camps, laquelle entre en concurrence avec celle du discours dominant.

##### *4.2.1. Déplacement de l'enjeu démocratique dans le récit du « combat contre la délinquance organisée »*

Jusqu'au début du mandat de Calderón à la fin de l'année 2006, la question de la démocratie renvoyait principalement aux débats sur la réussite de la transition, voire sur sa validité et sur la légitimité du parti au pouvoir. En effet, depuis la première réforme électorale de 1977 sous López Portillo jusqu'aux toutes dernières élections de 2006, l'enjeu démocratique à la base du discours institutionnel (et dominant) se dévoilait dans les termes du principe d'alternance des partis politiques au pouvoir. Pour une part importante de la

population et de l'élite politique du pays, la possibilité d'alternance des partis politiques au pouvoir incarnait le trait révélateur de la mise en place d'une transition à la démocratie dont l'ultime manifestation de sa concrétisation se trouvait dans l'élection de Vicente Fox, du *Partido Acción Nacional*<sup>7</sup>, le 2 juillet 2000.

Or, ce que le récit de guerre à la base du discours présidentiel et institutionnel parvient à engendrer est un déplacement des termes de cet enjeu démocratique. Avec ce récit, dans le cadre du combat contre la délinquance organisée, ces enjeux ne sont plus de l'ordre du pluralisme politique ou de la représentation électorale. Dans le discours de Felipe Calderón, on l'a vu, la « survie » de la démocratie dépend dorénavant de cette guerre qui se joue face à l'ennemi qu'est la délinquance organisée. Par conséquent, cet enjeu ne se manifeste plus dans les réformes institutionnelles. Celles-ci deviennent plutôt un instrument devant permettre aux forces armées de mieux assumer leur rôle de « défenseur de la patrie » et de la démocratie.

Dans ce déplacement, un autre élément se conjugue à l'irruption du rôle des forces armées comme « défenseur » de la démocratie : l'État d'urgence. Le déplacement qui s'opère avec le récit du combat contre la délinquance organisée, c'est celui qui indique l'urgence d'une situation de risque, relevant de la sphère de la sécurité publique, transformée en « menace pour la patrie » que suscite un ennemi que l'on combat dans une guerre. C'est-à-dire qu'en posant le *risque* en *menace*, en créant l'urgence, le récit du discours de Calderón parvient à déplacer un « enjeu démocratique » qui opposait deux adversaires politiques aux lendemains des élections de 2006 vers celui qui exige le consensus face à ce nouvel « ennemi » qu'incarne la délinquance organisée. L'énoncé à la base de ce déplacement dans le discours est alors : « pour que la démocratie survive, la sécurité doit réussir, l'armée doit vaincre l'ennemi »<sup>8</sup>.

<sup>7</sup> Parti Action Nationale.

<sup>8</sup> En référence à l'analyse d'André Corten dans « Une langue politique postpopuliste : l'épilogue de l'affaire Pinochet », *Politiques et sociétés*, vol. 22, n° 1, 2003. Il est intéressant de remarquer que dans ce texte, Corten souligne que l'énoncé de base du discours postpopuliste chilien est : « la transition est réussie, car le modèle économique réussit ». Si au Mexique le discours institutionnel s'est appuyé un certain temps sur ce type d'équivalence entre la réussite de la transition à la démocratie et celle du modèle économique, elle s'est avérée de moins en moins efficace à mesure que se cumulaient les réformes néolibérales. Instaurée plus particulièrement à partir du mandat de Salinas de Gortari (1988-1994), la consolidation de ce modèle économique a souvent suscité d'importantes contestations sociales dont la plus importante fut le soulèvement de l'Armée zapatiste de libération nationale le 1<sup>er</sup> janvier 1994, jour de l'entrée en vigueur de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA).

#### 4.2.2. Le conflit postélectoral de 2006

Pour saisir les effets de ce déplacement de « l'enjeu démocratique » dans le discours institutionnel, il faut se rapporter aux conditions dans lesquelles Felipe Calderón accède à la présidence du pays. Le soir des élections, le 2 juillet 2006, le *Instituto Federal Electoral* (IFE)<sup>9</sup> annonce publiquement que les résultats préliminaires étant extrêmement serrés, il est impossible de déclarer une tendance favorable soit pour Felipe Calderón (PAN) ou pour Andrés Manuel López Obrador (*Partido de la Revolución Democrática*, PRD)<sup>10</sup>. Déjà l'idée d'une fraude électorale surgit et est véhiculée tant au sein de certains médias qu'au sein de rassemblements informels dans le *zócalo* de la ville de Mexico. Le 5 juillet, l'IFE publie ses résultats officiels : Calderón serait vainqueur de l'élection présidentielle.

Cependant, un énorme mouvement de contestation s'organise à travers le pays, et plus spécifiquement à Mexico, où le mot d'ordre devient l'exigence du recomptage des voix « vote par vote, bureau de scrutin par bureau de scrutin ». La capitale ainsi que le reste du pays sont le théâtre de multitude de manifestations publiques. Le dossier est renvoyé au *Tribunal Federal Electoral de Poder Judicial* (TFEPJ)<sup>11</sup> qui analyse entre autres, durant les deux mois suivant, les preuves de fraude électorale déposées par le PRD. En mesure de rendre son verdict le 6 septembre, le TFEPJ tranche en faveur de Calderón. Ce dernier est alors de ce fait déclaré Président de la République malgré les mentions selon lesquelles on reconnaît la présence de plusieurs irrégularités dans le processus électoral dont, entre autres, l'ingérence du Président Fox durant la campagne électorale. L'occupation du centre de la ville par des campements de résistance soutenant AMLO (qui avait débuté les 30 et 31 juillet) persiste jusqu'au 16 septembre, journée où s'y tient la *Convención nacional democrática*<sup>12</sup> et où est

---

Ce faisant, le récit de la transition à la démocratie ne pouvait plus simplement s'appuyer sur cette équivalence. Les questions procédurales susciteront un intérêt plus manifeste, rehaussé par la première alternance partisane à la présidence du pays qu'est l'élection de Vicente Fox en 2000. C'est précisément face à ce « positionnement » discursif qu'un déplacement s'opère sous Calderón à partir de 2006.

<sup>9</sup> Institut Fédéral Électoral.

<sup>10</sup> Parti de la Revolution Démocratique.

<sup>11</sup> Tribunal Fédéral Électoral du Pouvoir Judiciaire.

<sup>12</sup> Convention National Démocratique.

créé le *Frente Amplio Progresista* (FAP)<sup>13</sup> qui se veut un regroupement de plusieurs mouvements sociaux, groupes de résistance, syndicats, associations de tout genre, etc.

Durant le conflit postélectoral qui s'étend tout au long de l'été, un enjeu politique majeur du pays (jusqu'à occulter ce qui se passe alors à Oaxaca et la suite des événements d'Atenco) se trouve dans la validité même de la transition à la démocratie. Une décision politique, entre deux camps, doit alors s'établir. D'un côté, le camp qui prône l'application de la procédure électorale comme marque de démocratie, ce qui revient à proclamer Calderón vainqueur. De l'autre, le camp qui s'unifie sous le surgissement d'une figure inédite : celle du « peuple » réuni sous le symbole d'AMLO. L'installation d'un immense « camps de résistance » en soutien à ce dernier et les manifestations dont le nombre de participants dépassaient le million à plus de trois reprises témoignent de la force d'entraînement de ce mouvement spontané.

Or, non seulement ce mouvement fut spontané, encore devait-il s'inscrire dans les conditions particulières à son émergence que permettait le conflit postélectoral. Dans ces conditions, on assiste ainsi au recours à cet énoncé de fraude ainsi qu'à la référence au symbole de « *el fraude del 1988* »<sup>14</sup>. « *El fraude* » devient alors cet énoncé sous lequel se rassemblent plusieurs centaines de milliers de personnes (et plus d'un million à trois reprises lors des « mégamarches ») dans le centre de la capitale du pays. Sa puissance opératoire est telle qu'il parvient à générer tout un récit dans lequel le « peuple » se pose comme principal protagoniste dont l'« ennemi » est l'« oligarchie », cette classe minoritaire qui détient injustement les rennes du pouvoir politique et économique. Dans ce contexte particulier, on assiste à une transformation radicale du discours de López Obrador à laquelle seule cette situation exceptionnelle pouvait mener et que traduit le surgissement du récit de fraude. Ce

---

<sup>13</sup> Front Ample Progressiste.

<sup>14</sup> En référence à l'élection présidentielle de 1988 où le candidat du *Frente Democrático Nacional* (Front Démocratique national, précurseur en quelque sorte du PRD) Cuauhtémoc Cárdenas Solórzano aurait été victime d'une fraude électorale liée à une panne dans le système informatique de comptage des voix. Alors que Cárdenas bénéficiait d'une solide avance avant cette panne, Carlos Salinas de Gortari (candidat du *Partido Revolucionario Institucional* (PRI), Parti Révolutionnaire Institutionnel) a finalement été déclaré vainqueur après la remise en marche du système. Malgré un immense soutien populaire, Cárdenas n'a finalement pas entrepris d'action concrète pour la défense d'une victoire reconnue pourtant par une majorité d'acteurs politiques.

récit dans lequel résident les bases du dialogue polémique avec le récit de guerre de Calderón et qui continue à circuler et à produire ses effets jusqu'à ce jour.

#### 4.2.3. *Le surgissement du récit de fraude*

Ainsi, dans le cas du discours d'Andrés Manuel López Obrador, ce n'est pas dans le contenu explicite sur les questions de sécurité, produit principalement durant la campagne électorale, qu'il faut chercher les mécanismes de subversion et de confrontation du récit dominant de Calderón. En effet, ces énoncés sur les thèmes de la sécurité et de la délinquance ne se différencient pas de façon notable du discours institutionnel. S'y perçoit quelques désaccord normatifs (sur la militarisation par exemple) mais rien ne suppose, dans ce type d'énoncés, une remise en cause radicale des catégories du récit du combat contre la délinquance organisée et de ses articulations. Bien que face à la solution militaire et pénale de Calderón, López Obrador privilégie des mesures sociales (emploi, combat contre la pauvreté, etc.), la contradiction n'est qu'en surface. Si le discours de López Obrador révèle une position idéologique apparemment antagoniste, il procède pourtant d'une réification de la catégorie de délinquance organisée tout comme le fait le discours institutionnel. On l'a vu, poser des causes structurelles à la violence ou dans ce cas-ci, à la délinquance, n'évite pas le déterminisme de sa spécification<sup>15</sup>. En témoigne la nature des principales critiques formulées à l'égard du gouvernement par rapport à son incapacité à livrer le combat contre la délinquance organisée.

C'est plutôt dans le récit de fraude que surgit une véritable position discursive antagoniste. C'est celui-ci qui se pose en concurrence et « confronte », bien qu'indirectement, le récit de guerre de Calderón par les catégories qu'il articule et par la topographie particulière qu'il génère. Comme le souligne Dominique Maingueneau, un récit particulier dans un discours particulier n'est pas nécessairement confronté ouvertement et explicitement dans des termes similaires. Plutôt « souterraine », cette confrontation devient perceptible

---

<sup>15</sup> En référence à la critique exposée dans le chapitre I, « Combat. Les implications politiques du combat contre la délinquance organisée », plus précisément dans le point 1.3. « La nouveauté d'un phénomène. Les analyses de la violence délictueuse : l'enjeu de la transition à la démocratie ».

lorsque sont isolés « dans le champ des *espaces discursifs*, c'est-à-dire des sous-ensembles de formations discursives dont l'analyste juge la mise en relation pertinente pour son propos »<sup>16</sup>. L'idée ici n'est pas d'affirmer le rôle de l'analyste dans la construction de la concurrence entre deux discours. Il s'agit plutôt de souligner que cette dernière n'apparaît pas toujours d'emblée par le recours à des catégories identiques. Le dialogue dans l'interdiscours se traduit souvent par « une dissymétrie radicale entre les protagonistes de l'espace discursif »<sup>17</sup> d'où l'intérêt de l'analyse de la subversion des énoncés. C'est dans cette logique que l'on peut appréhender la confrontation du récit de guerre dans le discours institutionnel à travers le récit de fraude de López Obrador dont l'axe principal n'est pas la question de la sécurité mais bien celle de la démocratie.

#### 4.2.4. *Nous : le prince possible et la figure du peuple*

Tel que mentionné ci-haut, le récit de fraude qui surgit durant l'été 2006 autour de López Obrador n'est rendu possible que par le contexte particulier du conflit postélectoral. Dans ce contexte, des transformations singulières se produisent qui génèrent des effets particuliers sur la scène de représentation du politique. Tout d'abord, il faut souligner de nouveau que López Obrador avant et après le 2 juillet n'est pas le même « énonciateur ». Une transformation radicale s'est opérée. López Obrador devient porté par ce récit de fraude qu'il énonce mais également par le symbole de protagoniste qu'il incarne. Il n'est plus un politicien, il est le symbole AMLO. Un symbole qui, par ailleurs, dépasse largement sa « personne ». Il est toutefois important de rappeler que ce symbole AMLO a surgi bien avant le conflit postélectoral. On le voit se déployer en 2005 lors des événements du dit « *desafuero* » où, dans le contexte d'un « conflit » lié à la construction d'un nouvel aéroport, une partie de la classe politique au pouvoir avait tenté de lui retirer son immunité parlementaire alors qu'il était maire de México. Ce retrait aurait alors permis la poursuite en justice de López Obrador ce qui aurait eu pour conséquence de lui interdire de se porter candidat à l'élection présidentielle de l'année suivante. La protestation sociale et d'importantes manifestations où

<sup>16</sup> Maingueneau, *Genèses du discours...* : 29.

<sup>17</sup> *Ibid.* : 34.

les appuis dépassaient largement le personnage d'AMLO ont eu raison des tentatives du gouvernement.

Cependant, c'est lors du conflit postélectoral que le symbole AMLO prend toute son ampleur et revêt un sens réellement antagoniste. C'est dans cette « radicalisation » que se concrétise aussi cette véritable dualité entre le prince possible et le prince réel. Pour reprendre l'image proposée par De Certeau et développée par Corten<sup>18</sup>, cette dualité suppose que le prince réel devient contraint de se plier au prince possible. Le premier devient en quelque sorte dépendant du second. Autrement dit, dans le cadre du conflit postélectoral, la personne et politicien López Obrador doit s'adapter au symbole AMLO. Même s'il est un des énonciateurs du récit de fraude, s'il participe pleinement de sa circulation, il devient également contraint par l'effet qu'il génère. Ce récit de fraude et le prince possible AMLO déborde et dépasse la propre personne qu'est López Obrador et ce dernier se voit ainsi porté par ses effets.

Le fait que se constitue un « gouvernement parallèle » doté d'une présidence « légitime » traduit étonnamment bien ce débordement de la sphère institutionnelle que rend possible la figure du prince possible. En effet, après le 2 juillet 2006, et plus fortement encore à partir du 16 septembre, date à laquelle se tient la *Convención nacional democrática* où AMLO se fait élire « président légitime du Mexique » au sein d'un gouvernement de résistance, on assiste à une sortie du cadre légal-institutionnel. Mais cette sortie n'a pour effet que d'intensifier le recours à la formule de légitimité. Et cette « légitimité » puisera dans une figure dotée d'une puissance redoublée par les événements : celle du peuple. Dans les effets du récit de fraude, le prince possible, le symbole AMLO devient alors d'autant plus puissant qu'il s'incarne dans un « nous le peuple ». Un énoncé particulièrement révélateur au sein des camps de résistance occupant le *zócalo* de la capitale témoigne de cette « incarnation » inédite. On peut y lire : « *Andrés Manuel tu eres yo y yo soy tu, atte. El pueblo* »<sup>19</sup>. Et si cette équivalence met tant AMLO que le peuple en scène, elle se recouvre d'un « nous »

<sup>18</sup> André Corten, « Discurso e Representação do Político »... : 40. Analyse développée par Corten à partir d'une image proposée par Michel De Certeau, *L'écriture de l'histoire*, Paris, Gallimard, 1975 : 15.

<sup>19</sup> Traduction libre : « Andrés Manuel, tu es moi et je suis toi. Signé, le peuple ».

indispensable à la lutte : « *luchamos por la dignidad de México y del pueblo mexicano* »<sup>20</sup>. Car, comme l'enseigne l'histoire, dans cette lutte, seul ce « nous », qui vient d'en bas, peut apporter le changement nécessaire pour le bien du pays : « *El cambio que necesita el país no vendrá de arriba, de los potentados o de la podrida sociedad política. La historia nos enseña que cuando se viven momentos aciagos, la salida siempre viene de abajo, de la gente y de soluciones colectivas* »<sup>21</sup>.

#### 4.2.5. Les deux camps : scénographies concurrentes

Ce que permet le « nous : AMLO et le peuple » – qui devient performatif dans un « nous, le peuple qui luttons » – c'est l'établissement de deux camps. Face au « nous », il y a « eux », c'est-à-dire « *la oligarquía* », le « *gobierno usurpador* », les « *privilegiados* », voire les « *mafiosos* » et leurs « *prácticas mafiosas* »<sup>22</sup>. Ce dernier terme traduit de façon particulièrement nette une distinction fondamentale à la base de ces deux camps. D'un côté, un « nous, le peuple » qui est « *honesto* », « *digno* », qui « *lucha con perseverancia* »<sup>23</sup>. De l'autre, cette « mafia » qui « prétend » gouverner le pays alors qu'elle est la véritable responsable du fait qu'il y ait tant de pauvreté, d'insécurité et de violence<sup>24</sup>. Il est à noter que bien après les événements de l'été 2006, cette distinction persiste et continue à opérer. On le voit clairement dans un discours prononcé au début de l'année 2009 : « *mientras nosotros estamos exigiendo que se utilicen todos los instrumentos del Estado y los recursos públicos para atemperar los efectos de la crisis económica, el gobierno usurpador está apostando a*

<sup>20</sup> Traduction libre : « nous luttons pour la dignité du Mexique et du peuple mexicain ».

<sup>21</sup> López Obrador, Andrés Manuel, *Presenta AMLO un plan para frenar el empobrecimiento y la inseguridad en México*, Gobierno Legítimo de México, Mexique, 15 septembre 2008, <http://www.amlo.org.mx/noticias/impdocumento.html?id=73608&ref=discursos>. Traduction libre : « Le changement dont le pays a besoin ne viendra pas d'en haut, des puissants ou de la société politique pourrie. L'histoire nous enseigne que lors des moments funestes, la sortie provient toujours d'en bas, des gens et des solutions collectives ».

<sup>22</sup> Traduction libre, en ordre : « l'oligarchie », « gouvernement usurpateur », « privilégiés », « mafieux », « pratiques mafieuses ».

<sup>23</sup> Traduction libre, en ordre : « honnête », « digne », « lutte avec persévérance ».

<sup>24</sup> Andrés Manuel López Obrador, *Llama AMLO a votar por el PRD, PT y Convergencia y no emitir un solo sufragio por la dupla PRI-PAN*, Distrito Federal, Mexique, 22 mars 2009. On retrouve également ce type d'énoncé dans Andrés Manuel López Obrador, *Cero negociación con quienes sostienen una política contraria al pueblo y entregan la soberanía nacional al extranjero*, Distrito Federal, Mexique, 1<sup>er</sup> juillet 2007.



*la simulación y al engaño* »<sup>25</sup>. Ainsi, si la référence à la violence et à l'insécurité est mobilisée dans ce récit de fraude, elle s'appuie sur une toute autre logique discursive. Elle sert à alimenter et renforcer cette distinction cruciale entre les deux camps.

On l'a vu, le discours présidentiel de Calderón est lui aussi structuré autour de la mise en scène de deux camps qui s'affrontent : la nation mexicaine et la délinquance organisée. Dans son apparente « évidence », l'établissement de ces deux camps suppose toutefois un principe de négation des deux camps du discours d'AMLO, et inversement. Dans le récit à la base du discours de Calderón, le camp de la « nation mexicaine » n'est concevable que sous le principe discriminant de l'unité. Sans ce principe, il ne peut exister. Il s'appuie alors sur l'exigence de consensus qui doit primer sur les divergences politiques. En ce sens, l'unité en tant que condition se pose alors comme un critère discriminant du politique. Une première manifestation de ce critère d'unité est l'incitation au dépassement de toute différence politique. « L'intérêt suprême de la Nation » s'impose tel un impératif sur la « pluralité » politique (ou partisane). Calderón énonce explicitement que : « *Los tres poderes de la Unión, los tres órdenes de Gobierno debemos cerrar filas contra el crimen organizado; la lucha contra la delincuencia no admite aquí distingo alguno ni de colores partidistas, ni de banderas políticas* »<sup>26</sup>.

De plus, il est à noter que si le récit de guerre de Calderón s'appuie sur une distinction nous/eux, elle ne mobilise pas, comme le récit de fraude, la figure du peuple. Le nous se traduit plutôt en terme de nationalité et de citoyenneté : « nous, les Mexicains », « nous, la société civile et le gouvernement ». Plutôt absent du récit de fraude d'AMLO, on perçoit également dans le récit de guerre le recours à un « nous » plus privé : « nos familles », « nos foyers ». On pourrait longuement analyser les implications du recours à ces différentes catégories dans les discours. Ce qui apparaît toutefois important de retenir est cette

<sup>25</sup> López Obrador, *Llama AMLO a votar por el PRD...* Traduction libre : « pendant que nous, nous exigeons d'utiliser tous les instruments de l'État et les ressources publiques pour tempérer les effets de la crise économique, le gouvernement usurpateur s'adonne à la simulation et au leurre ». On voit clairement apparaître ici le « nous » vertueux par rapport au « eux » malhonnête.

<sup>26</sup> Calderón, *El Presidente Calderón en la Reunión del Consejo Estatal de Seguridad Pública...* Traduction libre : « Les trois pouvoirs de l'Union, les trois ordres de gouvernement, nous devons resserrer les rangs contre le crime organisé; la lutte contre la délinquance n'admet pas de distinction quelconque, ni de couleur partisane, ni de drapeau politique ».

confrontation à travers le recours à la même marque discursive des deux camps. Chacun des deux récits est en effet structuré autour de deux camps qui proposent tous deux une scénographie particulière et singulière du réel. Mais au-delà de cette proposition, ce qui donne du relief à leur « concurrence », c'est le fait qu'il est tout simplement inconcevable d'allier ces deux mises en scène au cœur d'un même récit. L'une nie la possibilité d'existence de l'autre, et inversement. C'est en ce sens que leur « concurrence » revêt un caractère fondamentalement *politique*.

#### 4.2.6. Note sur l'EZLN

Un important élément dans le récit de fraude d'AMLO qui n'a pas été mentionné est le recours fréquent à cet axe topographique des deux camps que traduit le « *los de abajo* » versus « *los de arriba* »<sup>27</sup>. Ce qui accompagne le surgissement de la figure du peuple est le fait que le symbole AMLO, contrairement aux personnages politiques « d'en haut », s'incarne dans « *los de abajo* ». Or, au Mexique, ce *topos* surgit bien avant le conflit postélectoral d'AMLO. Bien qu'il ait certainement circulé depuis la révolution du début du XX<sup>ème</sup> siècle, son émergence contemporaine doit être associée aux discours de l'EZLN. Durant la campagne électorale, la mobilisation fréquente de ce *topos* dans les discours de la *Otra Campaña* qui incarne alors le « porte-voix » de l'EZLN, suppose une distinction où AMLO fait partie de « ceux d'en haut ». Durant le conflit postélectoral, la « position » de la *Otra Campaña* à cet égard semble moins explicite. Mais il n'est pas dit qu'AMLO est « accepté » dans « ceux d'en bas ».

Le recours à ce *topos* bas/haut n'est pas le seul élément que récupère le récit de fraude du discours de l'EZLN. Un autre exemple est celui de l'utilisation symbolique de l'article 39 de la constitution mexicaine dont la portée est particulièrement significative : « La souveraineté nationale réside essentiellement et originellement dans le peuple. Tout pouvoir public émane du peuple et s'institue pour son bénéfice. Le peuple a en tout temps le droit inaliénable d'altérer ou de modifier la forme de son gouvernement ». Cependant, encore une

---

<sup>27</sup> Traduction libre : « ceux d'en bas » et « ceux d'en haut ».

fois, le sens que revêt cet énoncé dans le discours zapatiste est politiquement beaucoup plus « radical » que dans celui d'AMLO. Toutefois, si le dernier n'appelle pas à la révolution, il parvient tout de même à générer un récit dont la puissance opératoire le pose en concurrence directe avec le discours dominant.

On doit enfin souligner que ce récit de l'EZLN a déjà fait l'objet de plusieurs études spécifiques<sup>28</sup>. Toutefois, l'appréhender précisément vis-à-vis le discours de Calderón de la version dominante de la violence, cela nécessiterait une analyse qui dépasse l'objet de ce mémoire.

#### 4.3. *L'Asamblea Popular de los Pueblos de Oaxaca* : subversion de « l'État d'exception »

Un autre récit qui se pose en « contre-discours » par rapport au discours institutionnel et présidentiel est celui tenu par l'*Asamblea Popular de los Pueblos de Oaxaca* (APPO)<sup>29</sup>. Durant l'été 2006, dans le sud du pays, alors que l'attention générale était portée vers le suspense de l'élection présidentielle (puis vers le conflit postélectoral), se déployaient les termes d'un antagonisme<sup>30</sup> mettant tout d'abord en scène l'APPO et le gouverneur de l'État d'Oaxaca, Ulises Ruiz Ortiz (URO).

<sup>28</sup> Voir, entre autres, comme aperçu très sommaire : Marie-José Nadal, *À l'ombre de Zapata : vivre et mourir dans le Chiapas*, Paris, Éditions du Félin, 1995. Luis Martínez de la Peña, « "Somos el silencio que habla" : del oxímoron a la retórica en el discurso zapatista », *Versión*, n°13, décembre 2003 : 121-139. Aquiles Chihu Amparán, « El discurso del EZLN desde la perspectiva del frame analysis », *El Cotidiano*, vol. 21, n°137, 2006 : 62-73. Alejandro Raiter, Irene Muñoz, « El discurso zapatista, ¿un nuevo discurso o un discurso emergente? », *II Congreso Argentino de Ciencia Política*, organisé par la Sociedad Argentina de Análisis Político, Mendoza, Argentina, novembre 1995. Águeda Gómez Suárez, « La narración política del movimiento zapatista », *América Latina Hoy*, n°33, 2003 : 39-62. Kristine Vanden Berghe, « Idéologie et critique dans les récits zapatistes du Sous-commandant Marcos », *Contextes*, n°2, février 2007, <http://contextes.revues.org/index208.html#quotation>. Luisa Ortiz Pérez, « El silencio como forma de resistencia civil. Análisis del discurso del EZLN, 1997-2001 », *Revista Venezolana de Economía y Ciencias Sociales*, vol. 10, n°1, janvier-avril 2004 : 109-127.

<sup>29</sup> Assemblée populaire des peuples d'Oaxaca.

<sup>30</sup> L'utilisation du terme « antagonisme » est ici comprise selon l'approche théorique d'Ernesto Laclau selon laquelle « le moment de la politique est le moment où l'antagonisme prédomine sur n'importe quelle forme agonistique de jeu ». Palladino, Juan Pablo, « Entrevista a Ernesto Laclau; sociólogo e historiador », *Revista Teina*, n°5, 2006, <http://www.revistateina.com/teina/web/teina5/dos7imp.htm>.

La grande majorité des analyses ont traité l'APPO dans les termes d'un mouvement social, se concentrant sur les actions, les revendications et les mobilisations de celui-ci. Toutefois, une telle approche ne permet pas toujours d'appréhender et d'aborder les effets et les traces de la circulation d'un discours sur le long terme. Or, dans le cas de l'APPO, ces effets et traces sur le long terme sont d'autant plus significatifs qu'ils ont engendré une nouvelle topologie de la violence, un déplacement de l'acceptable<sup>31</sup>. À travers un dialogue polémique avec le discours institutionnel autour duquel se structure le discours de l'APPO, c'est la version narrative dominante de la violence qui est remise en cause. Et plus important encore, elle en a subverti une composante fondamentale, celle de l'État d'exception que tente d'instaurer le discours institutionnel. C'est pourquoi l'intérêt d'analyser un conflit comme celui-ci ne se trouve pas seulement dans l'intensité de la mobilisation mais également dans les effets de sens que la mise en récit de celle-ci produit dans le discours.

#### 4.3.1. *Émergence de l'APPO : rupture de la « conflictualité ritualisée »*

L'APPO est créée à Oaxaca, la capitale de l'État fédérée du même nom, à la fin du mois de juin 2006, quelques jours avant l'élection présidentielle du 2 juillet. Il s'agit d'une « assemblée » qui regroupe une pluralité d'organisations<sup>32</sup> (on parle d'environ 365 organisations de tout genre) mais dont l'ampleur semble dépasser largement le strict cadre organisationnel<sup>33</sup>. L'émergence de l'APPO doit être observée sous deux angles : l'un contingent et l'autre issu de pratiques historiques. Elle est d'abord liée aux actions directes d'occupation du *zócalo* (place centrale de la ville d'Oaxaca) par les instituteurs du Local 22 du Syndicat National des Travailleurs de l'Éducation (SNTE). Depuis plus de 20 ans, au mois de mai, les instituteurs de Local 22 installent un *plantón* de quelques jours dans le *zócalo* de la ville d'Oaxaca afin de transmettre leurs demandes et revendications au gouverneur de l'État. Une sorte de rituel où le gouverneur accepte de répondre à certaines demandes en

<sup>31</sup> Faye, *Langages totalitaires...*

<sup>32</sup> Gloria Martínez González, Alejandro Valle Baeza, « Oaxaca Rebellion against Marginalization, Extreme Poverty, and Abuse of Power », *Monthly Review*, vol. 59, n° 3, juillet-août 2007.

<sup>33</sup> Gustavo Esteva, « Oaxaca : The Path of Radical Democracy », *Socialism and Democracy*, vol. 21, n° 2, juillet 2007 : 74-96.

exigeant la levée du *plantón*. Une « conflictualité ritualisée » où les parties reconnaissent les termes et le cadre du conflit les opposant.

Pourtant, au mois de mai 2006, le gouverneur Ulises Ruiz Ortiz refuse d'établir tout type de dialogue avec les instituteurs et de répondre à certaines demandes (concernant l'ajustement salarial, l'augmentation des avantages sociaux, la construction de nouvelles infrastructures et le renouvellement du matériel d'enseignement, etc.<sup>34</sup>). Après quelques semaines, Ruiz ordonne plutôt une intervention des forces policières durant la nuit du 14 juin afin d'évacuer les lieux. Alors que cette intervention s'avère infructueuse, elle est rapidement dénoncée comme répressive et suscite l'indignation d'une partie importante de la population de la ville et de l'État d'Oaxaca. S'en suivent plusieurs *megamarchas* où une pluralité d'organisation se joint au mouvement « *magisterial* ».

Cet événement revêt alors un caractère « constitutif » en ce sens où s'établissent des *chaînes d'équivalences*<sup>35</sup> entre les diverses demandes différentielles d'une pluralité d'organisations d'Oaxaca. C'est-à-dire que des organisations qui, apparemment, ne présentaient aucun élément les reliant, voire qui, historiquement, se reconnaissaient comme « rivales », voient à ce moment converger leurs demandes autour d'un signifiant commun. La revendication de la destitution du gouverneur Ulises Ruiz agit alors en tant que *signifiant vide*<sup>36</sup> qui permet la mise en équivalence de ces diverses demandes. Et c'est précisément cette mise en équivalence qui se traduit par la création de l'APPO à la fin du mois de juin 2006.

---

<sup>34</sup> Martinez González, Valle Baeza, « Oaxaca Rebellion against Marginalization, Extreme Poverty, and Abuse of Power »...

<sup>35</sup> Par « chaîne d'équivalence », il faut concevoir, avec Laclau, une logique où chacune des transformations qui la caractérise « retient quelque chose de sa propre identité, et néanmoins, le caractère strictement privatif de cette identité se trouve atténué par sa participation à la chaîne des équivalences ». Ernesto Laclau, *La guerre des identités. Grammaire de l'émancipation*, Paris, La Découverte, 2000 : 118.

<sup>36</sup> Par signifiant vide, il faut partir de la logique d'équivalence. Pour que chacune des différences en viennent à « s'annuler » comme telle en entrant dans une relation d'équivalence avec toutes les autres différences du système, et que le système même se fonde sur l'exclusion, il faut que « quelque chose » se vide de son sens pour devenir lesignifiant de cette exclusion. C'est ainsi la seule possibilité pour un système de se signifier lui-même. Ce « quelque chose » sera chez Laclau le *signifiant vide*. Ainsi, Laclau souligne qu'il « peut y avoir des signifiants vides dans le champ de la signification parce que tout système de signification est structuré autour d'un lieu vide résultant de l'impossibilité de produire un objet qui, néanmoins, est requis par le caractère systématique du système ». D'où l'impossibilité de la représentation pleine et entière, transparente. En ce sens, un signifiant vide est « un signifiant de la pure annulation de toute différence ». *Ibid.* : 96-98.

Durant les mois qui suivent, l'APPO réussit à conserver le contrôle d'une partie importante de la ville, dont le centre historique et l'Université Autonome Benito Juárez d'Oaxaca. À la fin du mois d'octobre, suite aux requêtes d'Ulises Ruiz, Vicente Fox, qui en est alors à ses derniers mois à la présidence du pays, décide d'intervenir dans le conflit et d'envoyer un contingent de la PFP. Le 27 octobre 2006, la PFP débute son entrée dans la ville d'Oaxaca. S'en suit une période de « confrontation directe » entre la PFP et l'APPO ponctuée de dates clés : le 29 octobre, par la tentative de la PFP d'entrer le centre historique; le 2 novembre, par une nouvelle tentative qui est celle de prendre contrôle de l'université, incarnant alors la base de repli de l'APPO; le 25 novembre, par l'intervention de la PFP lors d'une *megamarcha* menant à l'arrestation de plusieurs centaines de participants et la reprise du contrôle de la ville par les « forces de l'ordre ». Ce sont les récits de ces batailles qui deviennent alors déterminant dans le discours de l'APPO. C'est à travers eux se déploient les effets politiques les plus « profonds »

#### 4.3.2. *L'APPO au-delà de la question des mouvements sociaux*

Dans l'ensemble des analyses de l'APPO, un élément semble faire consensus : l'observation que l'originalité du mouvement se trouve dans son hétérogénéité sociale et politique<sup>37</sup>. On reconnaît au mouvement une puissance qui lui est propre. Jusqu'à ce jour, l'APPO demeure même, pour certains, un mystère<sup>38</sup>. Cependant, la majorité des analyses semble s'appuyer sur une représentation dichotomique de confrontation entre un « mouvement social » et l'État que traduisent les mobilisations (actions directes, occupations

<sup>37</sup> Voir entre autres Carlos Beas Torres, « Oaxaca, una rebelión plebeya », *OSAL*, vol. 7, n°21, septembre-décembre 2006 : 231-244; Esteva, « Oaxaca : The Path of Radical Democracy »... ; Gustavo Esteva, « The Asamblea Popular de los Pueblos de Oaxaca : A Chronicle of Radical Democracy », *Latin American Perspectives*, n°34, 2007 : 129-144; Eugène Gogol, « La bataille d'Oaxaca : répression et résistance révolutionnaire », *Actuel Marx*, PUF, Dossier : *L'Amérique latine en lutte, Hier et aujourd'hui*, n°42, 2007 : 59-70; Luis Hernández Navarro, « Oaxaca : sublevación y crisis de un sistema regional de dominio », *OSAL*, vol. 7, n°20, mai-août 2006 : 69-77; Martínez González, Valle Baeza, « Oaxaca Rebellion against Marginalization, Extreme Poverty, and Abuse of Power »...; David Recondo, « Oaxaca : la périphérie autocratique de la démocratie mexicaine », *Problème d'Amérique latine*, n° 64, printemps 2007 : 73-90; Gerardo Rénique, « Subaltern Political Formation and the Struggle for Autonomy in Oaxaca », *Socialism and Democracy*, vol. 21, n° 2, juillet 2007 : 62-73; Lynn Stephen, « 'We are brown, we are short, we are fat... We are the face of Oaxaca' : Women Leaders in the Oaxaca Rebellion », *Socialism and Democracy*, vol. 21, n° 2, juillet 2007 : 97-112.

<sup>38</sup> Esteva, « Oaxaca : The Path of Radical Democracy »...

de terrain, *plantón* et manifestations). Dans ces termes, il est tout à fait compréhensible que certains auteurs perçoivent un épuisement du mouvement par la baisse d'intensité des actions directes et des manifestations publiques<sup>39</sup>. Effectivement, par définition, le moment de l'effervescence des actions directes et de la mobilisation dure rarement bien longtemps. Toutefois, les effets d'un mouvement ne se trouvent pas seulement dans la mobilisation. Ils se trouvent aussi dans la mise en récit des actions directes, entendues comme « luttes politiques ». En ce sens, il serait erroné de ne poser l'existence d'un mouvement social qu'à travers la mobilisation car l'action directe correspond plutôt à une logique politique et contingente.

Ainsi, plutôt que sur la base même de la mobilisation, c'est sur la base du récit qui se construit et circule autour de celle-ci qu'il faut appréhender les effets politiques et la portée du mouvement de l'APPO dans la longue durée. On ne doit pas oublier qu'au-delà des mobilisations de l'APPO et de l'effet d'éclat qu'elle ont suscité et qu'elles suscitent encore, se trouvent un discours et un récit qui cherche à s'imposer sur la scène de représentation du politique<sup>40</sup>. Ce qui apparaît alors particulièrement intéressant, c'est qu'au sein de ce récit se déploient des traces de lutte pour le sens du signifiant violence. S'appuyant sur les récits des « batailles » que livre le peuple face à l'« invasion » de la PFP où aux « attaques des 'brigades blanches' d'Ulises Ruiz », le discours de l'APPO génère des effets qui dépassent celui de l'événement même de la mobilisation. Un premier effet est celui qui renvoie le signifiant violence à son rapport à une « légitimité des luttes » et du dissensus.

#### 4.3.3. *Les marques de dialogisme polémique dans le discours de l'APPO : captation et subversion du signifiant violence*

Ce qui apparaît d'emblée au sein du discours de l'APPO, c'est que, tout comme dans le récit de guerre du discours de Calderón, la violence s'inscrit comme critère discriminant du

<sup>39</sup> Martínez González, Valle Baeza, « Oaxaca Rebellion against Marginalization, Extreme Poverty, and Abuse of Power »...; Recondo, « Oaxaca : la périphérie autocratique de la démocratie mexicaine »...

<sup>40</sup> Corten, « Discurso e Representação do Político »...



politique. Ce critère semble opérer de façon hégémonique dans la scène de représentation du politique au Mexique. C'est ainsi par une autre voie qu'il faut appréhender la « confrontation » des récits. Bien qu'on constate une apparente « confrontation » entre deux versions narratives de la violence – en ce sens où chacun des « deux camps » accuse son adversaire d'une utilisation illégitime de la violence – celle-ci demeure au sein d'une même logique dominante. Dans ces termes, qu'elle soit délictueuse ou répressive, l'utilisation de la violence suppose ici une mise en jeu de ce qui est posé comme la « légitimité politique et démocratique ».

Dans cette logique, l'exigence d'unité qui apparaît dans le discours institutionnel s'avère toute aussi déterminante dans le discours de l'APPO. Elle se traduit à travers le coup de force discursif<sup>41</sup> d'un « nous, le peuple » qui est le sujet agissant de tout le discours de l'APPO mais également à travers le recours à des unités de sens comme « volonté populaire » ou encore, elle est énoncée de manière explicite. Il est ici important de souligner que le « nous le peuple » de l'APPO n'est pas le même que celui du récit de fraude d'AMLO. Si ce dernier ne peut être compris que dans son usage performatif de la lutte, tel qu'on la vu précédemment, l'effet illocutoire du « nous » le peuple de l'APPO est avant tout l'exigence d'unité. Et tout comme dans le discours présidentiel, cette exigence d'unité se pose contre la violence de l'Autre, dans ce cas-ci, le gouvernement fédéral et celui d'Ulises Ruiz Ortiz. On reconnaît ainsi qu'il y a eu violence durant les divers affrontements entre l'APPO et les forces de l'ordre – que l'on nomme « batailles » – et que cette violence perdue, mais elle fut imposée par cet Autre.

On remarque bien certaines « similitudes » quant aux marques discursives et à la structure du récit de guerre de Calderón et celui des batailles de l'APPO, mais les deux discours sont loin d'avoir les mêmes effets ni même de s'y mesurer. Le discours de l'APPO se construit et se pose malgré cela en forte confrontation avec le discours institutionnel. De façon explicite dans le contenu, évidemment. Mais également par les points de tension qui le traverse et les subversions qu'il autorise. Un premier enjeu fondamental du discours de

---

<sup>41</sup> Maigneueau, *Introduction à l'analyse du discours...* : 167.



l'APPO se trouve dans le point de tension entre « violence » et « conflit ». La captation du signifiant « violence » dans le discours de l'APPO s'appuie sur l'énoncé implicite voulant que la violence se pose comme une sortie de la « légitimité politique » qui équivaut, dans les termes du discours institutionnel, à une sortie de l'unité et du consensus. Or, le discours de l'APPO procède aussi à une subversion de cette unité de sens. Pour l'APPO, c'est l'utilisation même de la violence par les détenteurs du pouvoir qui vient nier ce qu'ils posent comme le « conflit ». Ce « conflit » n'est pas équivalent à la violence comme le pose le discours institutionnel. Il est irréductiblement politique. C'est l'utilisation de la violence par le gouvernement qui devient plutôt révélatrice de la négation du « conflit » et donc du politique.

#### 4.3.4. *L'enjeu de l'état d'exception*

Un second enjeu soulevé par le discours de l'APPO est celui de l'état d'exception. Dès le début, ce discours s'organise autour de l'opposition entre la « lutte légitime » face à la « répression illégitime ». À partir des récits des batailles, on a recours à deux nouveaux syntagmes ou unités de sens structurant le discours : celui de « l'état d'exception » qui est accompagné par l'énoncé de la « criminalisation de la protestation sociale ». Ce second enjeu est intimement lié au premier. La « négation du conflit » se voit d'autant plus « renforcée » par le fait que sont rapportés, dans le discours de l'APPO, les propos des dirigeants des deux paliers de gouvernements affirmant le « retour à la normalité », à « l'ordre » et à la « paix sociale » à Oaxaca alors que persiste le conflit, du moins dans sa composante politique. Face à ce positionnement discursif attribué au gouvernement (le retour à la normalité), on répond par l'utilisation de cet énoncé de l'« état d'exception ». Suite aux affrontements, aux « batailles » que livre le peuple face aux forces de l'ordre et aux *brigadas blancas*, c'est la pérennisation de cet état que dénoncée dans le discours de l'APPO. Ainsi, la ville et l'État d'Oaxaca, loin de connaître un rétablissement de la « normalité » et de « l'ordre » tel que l'énonce le discours institutionnel, connaissent plutôt un « état d'exception *de facto* ». Celui-ci se traduit par une « répression injustifiée » et une utilisation « démesurée » de la violence

comme « négation du conflit » par les gouvernements des deux paliers, faute d'être en mesure d'y trouver une solution « politique ».

Parallèlement, le recours au syntagme de la « criminalisation de la protestation sociale » révèle un processus de subversion similaire. Il traduit, d'une certaine manière, le refus de la restriction de tout type de violence à la seule violence délictueuse tel que le pose le discours institutionnel en spécifiant la stratégie d'intervention des forces de l'ordre. Autrement dit, sous la dénonciation de la « criminalisation de la protestation sociale », il y a un refus de ce qui est perçu comme une mise en équivalence par le discours institutionnel entre la protestation et la délinquance ou la criminalité. Et il y a aussi cette dénonciation de la violence répressive des forces de l'ordre.

Plus spécifiquement, c'est autour du refus des termes établis du cadre conflictuel « stabilisé » et « ritualisé » qui traverse l'APPO. Ce refus, on le perçoit tout d'abord dans cette revendication première qui exige la démission du gouverneur Ulises Ruiz. Mais en soi, cette exigence appartient encore au rituel du conflit puisqu'il s'agit là d'un énoncé qui se répète d'année en année. Tout de même, dans le cas de 2006, on l'a vu, cette exigence prend une ampleur inédite. Elle devient le signifiant vide sur lequel repose la logique d'équivalence qui est au fondement de l'APPO. De plus, par cette revendication, c'est le statut de « partie » opposée dans le conflit qui est alors refusé. À partir de l'intervention de la PFP, ce même refus s'élargit à Felipe Calderón puis à l'ensemble des tenants de la politique partisane. Dans ces termes, bien plus que la revendication d'un statut de « partie » au sein d'un conflit ainsi « réglé », ce qui semble traverser le discours de l'APPO est non seulement le refus de reconnaître à Ruiz et Calderón un statut d'opposant mais surtout, le refus du principe de rangement<sup>42</sup> structurant le discours institutionnel de la violence où le dissensus est renvoyé à une sphère « délinquante ». Autrement dit, l'APPO refuse les termes d'un « contrat » qui n'aurait d'autre conséquence que de nier sa propre existence politique. Ou pour le poser dans la terme d'Agamben, elle refuse cette prise du dehors du pouvoir souverain propre à l'exception<sup>43</sup>. Et c'est ce refus qui se trouve à la base de son émergence.

---

<sup>42</sup> Corten, « Introduction »... : 43.

<sup>43</sup> Agamben, *Homo sacer. Le pouvoir souverain...*

#### 4.4. Les *narcocorridos* : subversion de la figure de l'ennemi

Le troisième récit que l'on peut analyser dans sa relation concurrentielle avec le récit de guerre du discours institutionnel se présente sous une forme plutôt inhabituelle, quoique particulièrement évocatrice. Il s'agit d'un répertoire moins classique mais précisément lié avec la problématique de ce mémoire : les *narcocorridos* (narcoballades). En plus de leur apparente opposition au discours institutionnel – puisqu'elles chantent les gloires des narcotrafiquants – elles ont la particularité d'être une source inépuisable de narrations dont la forme poétique libre et imagée leur procure une singulière autonomie. Si elles sont intimement liées avec l'histoire du pays, participant de sa contingente spécificité, elles révèlent un récit à la fois souterrain et « aérien », dans « l'air du temps ». Telle la musique, ce récit est partout présent et pourtant insaisissable dans sa totalité. Toutefois, il peut être appréhendé à travers ses composantes particulières, comme la légende de Jesús Malverde. C'est au regard de ce type de narrations qu'il devient possible de relever une mise en scène subversive des catégories du discours dominant.

##### 4.4.1. Les *narcocorridos* : singularité du Mexique.

Comme le souligne Noémie Massard dans une analyse fort intéressante de l'histoire et de la poétique spécifique aux *narcocorridos*, celles-ci représentent en fait une version actualisée du *corrido*<sup>44</sup>. Le *corrido* est une tradition singulièrement mexicaine. Il s'agit de ballades célébrant l'héroïsme de « ceux d'en bas » (*los de abajo*). Issus principalement du contexte révolutionnaire du début du XX<sup>ième</sup> siècle, les *corridos* servaient également à transmettre, de village en village, les nouvelles des combats et les exploits des combattants révolutionnaires. Ceux-ci étaient la plupart du temps des fugitifs pourchassés par la dictature de Porfirio Diaz. Ainsi, à la base même des *corridos* se trouvait déjà l'acte subversif de chanter leur louange.

---

<sup>44</sup> Noémie Massard, « El narcocorrido mexicano : expresión de una sociedad en crisis », *La siega*, n°2, février 2005, [http://www.lasiega.org/index.php?title=El\\_narcocorrido\\_mexicano:\\_expresión\\_de\\_una\\_sociedad\\_en\\_crisis](http://www.lasiega.org/index.php?title=El_narcocorrido_mexicano:_expresión_de_una_sociedad_en_crisis).

Formule contemporaine des *corridos*, les *narcocorridos* relatent aujourd'hui les aventures et les succès des narcotrafiquants. Un lien particulier et ambigu avec la criminalité s'y définit. Dans ces narrations, les délits ne sont pas cachés. Ils sont au contraire exaltés, voire encensés<sup>45</sup>. On remarque ici un premier élément subversif par rapport au discours institutionnel. L'énoncé de la « violence de la délinquance organisée » se traduit plutôt dans les narcoballades comme un exploit et une manifestation de puissance des narcotrafiquants. Deux versions narratives de la violence se font alors concurrence. Or, cette concurrence ne se résume pas qu'à cette apparente opposition. Ses effets sont ceux d'une subversion politique beaucoup plus profonde des catégories du discours dominant. Les *narcocorridos* autorisent un agencement des catégories, une mise en scène qui confronte le fondement même du discours institutionnel du « combat contre la délinquance organisée ». Pour bien appréhender cette confrontation, il devient utile de concentrer l'analyse sur une narration particulière aux *narcocorridos* : le culte voué à Jesús Malverde.

#### 4.4.2. *Le culte voué à Jesús Malverde.*

Légende à laquelle réfère un nombre incalculable de narrations et de *narcocorridos*, celle de Jesús Malverde (ou Chuy Malverde) met en scène un héros dont le culte est à la mesure de son caractère évocateur. Personnage mythique qui aurait vécu à l'époque de la dictature de Porfirio Díaz, il est le saint des narcotrafiquants pour certains et le saint protecteur des pauvres pour d'autres. « Bandit généreux », comme le relate la grande majorité des huit *narcocorridos* étudiées ici, Malverde est ce héros qui volait les riches pour redistribuer aux pauvres. « Miraculeux », il accorde aujourd'hui le pouvoir et la protection aux narcotrafiquants qui le prient et le vénèrent.

Le culte voué à Jesús Malverde s'inscrit en dehors de toute institution religieuse et pourtant, il demeure très présent et très prégnant. Malgré cette « autonomie », il est traversé par une forte métaphore chrétienne, une référence incontournable à l'histoire du Christ. Trahi

---

<sup>45</sup> *Idem.*

comme le fut le Christ par Judas, Malverde fut « vendu » aux « *federales* »<sup>46</sup> par son « *compadre querido* »<sup>47</sup>, qui « *por ambición al dinero / su compadre le entrego* »<sup>48</sup>. Et tout comme le Christ, ses dernières paroles avant sa mort servirent à exhorter le peuple à construire une église (dans ce cas-ci un temple / une chapelle) afin de protéger les démunis de ce monde : « *cual es tu ultimo deseo / preguntaron los federales / que se me construya un templo / donde yo muera colgado / para que vengan los pobres / y seguirlos ayudando* »<sup>49</sup>. À sa mort, « *su nombre y sus apellidos / en la cruz quedo gravado* »<sup>50</sup>. Et si la conversion des premiers chrétiens s'est faite par le miracle de la résurrection, celle au culte de Malverde se fait encore aujourd'hui par l'aide apportée avec les miracles du ciel : « *ya todos se convirtieron / porque nos sigue ayudando / con los milagros del cielo* »<sup>51</sup>. Jesús Malverde est ainsi devenu « *el angel de los pobres* »<sup>52</sup>.

#### 4.4.3. La figure du bandit et la figure du pauvre

Cette figure « *de los pobres justiciero* »<sup>53</sup> et de « *el protector de los pobres* »<sup>54</sup> est chantée dans l'ensemble des narcoballades dédiées à Jesús Malverde. Il y incarne ce « bandit » « *quien lucho por su pueblo* »<sup>55</sup>, pour « ses gens » : les « pauvres ». Ce « *bandido generoso / que robaba donde quiera* »<sup>56</sup>, était cet homme « *que a los pobres ayudaba / por*

<sup>46</sup> Les forces de l'ordre fédérales qui étaient alors sous la gouverne de Porfirio Díaz.

<sup>47</sup> Saul Viera, « Jesús Malverde ». Traduction libre : « son cher compagnon ». Les différents *narcocorridos* sur Malverde ont tous été répertoriés sur le site internet *Jesús Malverde Puro Culiacan*, <http://www.jesusmalverde.cjb.net/>.

<sup>48</sup> Los Cadetes de Durango, « La muerte de Malverde ». Traduction libre : « par ambition pour l'argent / il a dénoncé son ami ».

<sup>49</sup> El Llanero De Sinaloa, « Homenaje a Malverde ». Traduction libre : « quel est ton ultime désir / demandèrent les fédéraux / qu'on me construise un temple / où je suis mort pendu / pour que vienne les pauvres / et que je continue à les aider ».

<sup>50</sup> Chago Sanchez, « Mañanitas a Malverde ». Traduction libre : « son prénom et ses noms / sur la croix sont restés gravés ».

<sup>51</sup> El Baraqueño de Sinaloa, « El santo de los mafiosos ». Traduction libre : « maintenant tous se sont convertis / puisqu'il continue à nous aider / avec les miracles du ciel ».

<sup>52</sup> El Efectivo, « Día tres de mayo ». Traduction libre : « l'ange des pauvres ».

<sup>53</sup> Regulo Cota, « La leyenda de Malverde ». Traduction libre : « des pauvres, le justicier ».

<sup>54</sup> *Ibid.* Traduction libre : « le protecteur des pauvres ».

<sup>55</sup> *Ibid.* Traduction libre : « qui a lutté pour son peuple ».

<sup>56</sup> Saul Viera, « Jesús Malverde ». Traduction libre : « bandit généreux / qui déroba où il voulait ».

*eso lo defendían / cuando la ley lo buscaba*<sup>57</sup>. Robin des bois mexicain dont les propres parents seraient morts de faim lorsqu'il était très jeune, c'est la révolte devant le malheur de la pauvreté qui l'aurait poussé à voler les riches. Un *narcocorrido* le citant : « *no robo porque me guste / tampoco me estoy rajando / me duele ver inocentes / que de andan llorando* »<sup>58</sup>.

À la lecture de ces narrations de la légende de Malverde, on est amené à constater qu'elles permettent l'établissement d'une relation particulière entre la figure du bandit et la figure du pauvre. Or, il ne s'agit pas de ce type de relation déterministe plutôt commune où l'on établit que la pauvreté générerait les conditions objectives de la violence. Ici, d'une part il ne s'agit pas de pauvreté mais de pauvres. Cette distinction est loin d'être anodine. La pauvreté renvoie souvent à une situation de fait qui apparaît comme incontestable, incontournable; qui semble s'imposer d'elle-même<sup>59</sup>. Selon la façon dont elle est mobilisée, la figure du pauvre renvoie pour sa part à une possibilité d'agir qui le sort de la situation de fait, où pour le dire autrement, le fait qu'elle peut se poser en « sujet » plutôt qu'en « objet » d'une situation de fait. Elle surgit souvent au sein d'énoncés performatifs, c'est-à-dire des énoncés dont l'action se trouve dans le procès même de leur énonciation<sup>60</sup>. Ici, « l'acte de parole »<sup>61</sup> est le fait du bandit. Le bandit Malverde aide et protège les pauvres. Le fondement même de son culte se trouve dans la narration de cette relation singulière : « *de todo lo que robaba / lo repartía entre los pobres / por eso es que hoy en día / se le hacen grandes honores* »<sup>62</sup>. Sa mort suscitant l'horreur, les pauvres deviennent le peuple, ce qui leur permet de « performer » à leur tour, dans l'acte de colère : « *en Culiacan, Sinaloa / Jesús Malverde murio / y al saberse la noticia / el pueblo se estremecio* »<sup>63</sup>.

<sup>57</sup> *Ibid.* Traduction libre : « qui aidait les pauvres / et pour cela ils le défendaient / quand la loi le cherchait ».

Également, une version similaire dans El Llanero de Sinaloa, « Homenaje a Malverde ».

<sup>58</sup> Chalino Sánchez, « El Bandido Generoso ». Traduction libre : « je ne vole pas parce que ça me plaît / je ne me dégonfle pas non plus / ça me blesse de voir des innocents / qui pleurent de faim ».

<sup>59</sup> Voir la distinction entre pauvre et pauvreté abordée de façon plus approfondie dans un autre texte « La pauvreté au Mexique. Le débordement du parler ordinaire », in André Corten avec la collaboration d'Anne-Élizabeth Côté (dirs), *La violence en Amérique latine...*

<sup>60</sup> John Austin, *Quand dire c'est faire*, Paris, Seuil, 1970 : 39-45.

<sup>61</sup> *Idem.*

<sup>62</sup> Los Cadetes de Durango, « La muerte de Malverde ». Traduction libre : « de tout ce qu'il volait / il le répartissait entre les pauvres / c'est pour cela qu'aujourd'hui / on lui rend les plus grands honneurs ».

<sup>63</sup> *Ibid.* Traduction libre : « À Culiacan, Sinaloa / Jesús Malverde mourut / en apprenant la nouvelle / le peuple frémit ».

#### 4.4.4. Scénographie subversive ou l'ennemi qui n'est pas ennemi.

Cette légende de Jesús Malverde renvoie à un récit plus large autour de la figure du narcotrafiquant. Tel qu'on le voit dans plusieurs *narcocorridos*, « les narcotrafiquants sont à la fois assassins et bienfaiteurs »<sup>64</sup> en redistribuant, dans la société, une partie de leurs richesses issues du narcotrafic. Ce récit et le culte de Malverde témoignent d'une version narrative subversive de la « délinquance organisée ». La frontière d'exclusion entre les Mexicains et la « délinquance organisée » qui soutient le récit de guerre du discours institutionnel est ainsi rendue floue, voire inopérante. D'une part, dans le récit qui traverse les narcoballades, s'allier aux « bandits », à l'« ennemi » du discours institutionnel, s'avère bien souvent l'unique solution pour sortir du statut de pauvre : « *Yo sé que el negocio es duro / que traigo en cuello mi vida / porque ando contra la ley / desde que entré lo sabía / pero pa' salir de pobre / ésta es la única salida* »<sup>65</sup>. D'autre part, y est confrontée la figure de l'ennemi établie par le récit de guerre du discours présidentiel puisque le principe d'extériorité n'opère plus. L'ennemi de ce récit de guerre est plutôt ici un « bandit social ». Et, comme le remarque Eric J. Hobsbawn, « l'hommage des ballades et des légendes est réservé à ceux qui, en se révoltant, se sont faits les champions des petites gens »<sup>66</sup>.

Ainsi, dans les *narcocorridos*, à la figure de « l'ennemi extérieur » à la Nation qu'est la « délinquance organisée », on substitue celle du bandit. Et dès qu'une relation s'établit entre la figure du pauvre et celle du bandit, le principe d'extériorité ne tient plus. Dès lors, c'est toute la mise en scène du récit de guerre dans le discours présidentiel qui s'écroule. À plus forte raison, si l'axe ami/ennemi se déplace pour cibler l'ennemi dans le gouvernement et les forces de l'ordre. De façon plus fondamentale, ce que cela met en lumière est encore une fois le bannissement qui se profile derrière la stratégie discursive à la base du récit de guerre. Car si le « délinquant » est « bandit » et non véritablement « ennemi », il se voit alors non pas affronté dans une guerre mais banni de la société de laquelle il ne respecte pas les lois. Or, on

<sup>64</sup> Armelle Vincent, « Narcoballades », *XXI*, n°1, hiver 2008 : 99.

<sup>65</sup> Los Pumas del Norte, « El agricultor ». Traduction libre : « Je sais que les affaires sont dures / que j'avance la corde au cou / parce que je vais contre la loi / depuis que je suis entré je le savais / mais pour sortir [du statut] de pauvre / c'est l'unique issue ».

<sup>66</sup> Eric J. Hobsbawn, « Le bandit social », *Les primitifs de la révolte dans l'Europe moderne*, Paris, Fayard, 1963 : 27.

l'a vu, comme le souligne Agamben, le ban est toujours ce qui révèle le pouvoir souverain. Le ban n'est jamais intérieur ni complètement extérieur, il est le révélateur d'une frontière d'exception du pouvoir souverain<sup>67</sup>.

#### 4.5. Conclusion

On l'a vu, le récit de guerre du discours présidentiel se construit et circule, dans une prétention à la validité propre à tout récit, de sorte qu'il cherche à imposer sa propre configuration du réel. Or, ce récit, malgré son positionnement discursif dominant, se voit confronté par une pluralité de versions narratives concurrentes de la violence. Dans les récits analysés ici, c'est principalement autour de l'axe des deux camps que se joue cette concurrence. Et en remettant en question la validité des deux camps que présente le récit de guerre du discours présidentiel, c'est la totalité de sa construction qui est fortement affectée. Si l'axe des deux camps n'opère plus, c'est tout le récit qui ne fait plus sens.

C'est ainsi qu'en confrontant le récit dominant directement sur cet axe précis, les « contre-discours » livrent une lutte politique beaucoup plus profonde que celles qui se profilent explicitement dans le contenu des différents discours. C'est-à-dire que plutôt que de clamer haut et fort une position « contre », ces récits occupent une position antagonique puisqu'ils menacent la validité du fondement même du discours dominant. Ce que dévoile cet affrontement, c'est précisément l'enjeu de la signification politique de la violence délictueuse qui se joue actuellement au Mexique.

---

<sup>67</sup> Agamben, *Homo sacer. Le pouvoir souverain...*



## CONCLUSION

« Quelle chance que ces démonstrations de force nationale soit tombées sur vous. Vous savez, mon général, au Mexique il y a toujours eu une différence entre les comptes transparents et le chocolat épais, encore qu'il nous arrive au Mexique d'avoir à avaler du chocolat transparent et des comptes troubles, ce que je veux dire c'est qu'historiquement on s'est fait avoir ».

Carlos Fuentes, *Le Siège de l'Aigle*<sup>1</sup>.

Au Mexique, depuis les dernières années, l'augmentation de la violence apparaît comme un enjeu majeur pour le gouvernement mais également pour l'ensemble de la société. Les « chiffres » de la violence qui sont produits sont tous utilisés comme support au constat généralement partagé de cette augmentation. Or, il est ici tout de même pertinent de souligner que dans ce pays, si la référence à cette violence est omniprésente, le taux d'homicides est bien plus bas qu'en ce qui concerne le reste de l'Amérique latine. Il est de 11,1 pour 100 000 habitants au Mexique alors qu'il grimpe à 25,1 pour l'ensemble de la région<sup>2</sup>.

Sans nier les problèmes que peut connaître le pays, il apparaît alors que le discours sur la délinquance organisée est avant tout généré dans la contingence des enjeux qui entourent la production des chiffres de la violence. À ce niveau, le plus important est celui de la militarisation dont le rapport à la criminalité est plutôt ambigu. Car en plus d'exercer un nouveau type de pression et de répression sur la société, la militarisation est souvent accompagnée d'une criminalisation de nouveaux espaces. Or, une telle tension contient en elle-même les propres risques « d'explosion » qui lui servent, par la suite, de justification.

Ainsi, plusieurs enjeux se profilent autour de la production des « chiffres de la violence ». Mais nombre d'entre eux précèdent et dépassent largement cette quantification.

---

<sup>1</sup> Traduction française chez Paris, Gallimard, 2005 : 106.

<sup>2</sup> Selon les données de l'Office des Nations Unies Contre la Drogue et le Crime, *The Tenth United Nations Survey of Crime Trends and Operations of Criminal Justice Systems (Tenth CTS, 2005-2006)*, 2008, <http://www.unodc.org/unodc/en/data-and-analysis/Tenth-CTS-annotated.html>.

En concentrant certaines données particulières de la violence, sa quantification exclut une pluralité d'aspects qui ne sont pas quantifiables. Saisir les enjeux que recouvre ce qui est nommée la « violence délictueuse » suppose de rechercher et dévoiler ces aspects non quantifiables. Ceux-ci se retrouvent dans la circulation des discours sur la violence dont la quantification ne représente qu'un point particulier.

Il devient alors important d'appréhender l'enjeu de la violence délictueuse au Mexique dans la façon dont elle fait *sens* mais aussi dans les points de confrontation qu'elle suscite. L'intérêt d'analyser les *mises en récit* se trouve ainsi dans le fait qu'elles nous renseignent sur la façon dont on énonce la violence, mais plus particulièrement, sur tout le récit qui est construit autour de ces significations de la violence. Il s'agit alors surtout de montrer que s'il y a plusieurs récits de la violence, c'est qu'il y a des enjeux politiques dans le processus même de sa signification. C'est sous cet angle d'approche que l'on peut alors aborder la question. Au-delà des chiffres, au-delà des stratégies d'interventions face à la violence, il apparaît fondamental de saisir les luttes qui se jouent dans la construction des récits entourant la signification *politique* de la violence délictueuse au Mexique.

Cette compréhension demande avant tout de se questionner sur les effets de la circulation des énoncés des discours qui se construisent autour des processus de signification de la violence et plus précisément, dans le cadre de cette recherche, de la violence délictueuse. Par leur circulation, ces énoncés contribuent à définir un rapport particulier au politique. La « confrontation » de versions narratives concurrentes de la violence soulève et souligne les contours d'enjeux politiques particuliers mais aussi celui d'un rapport plus profond entre violence et politique.

Il appert alors qu'un enjeu du discours de la violence délictueuse au Mexique se joue précisément dans ce rapport particulier entre violence et politique. Et ce, à tous les niveaux. À titre d'exemple, on le voit dans l'exigence d'*unité politique* au cœur du discours présidentiel de Calderón et que traduit plus ou moins directement l'incitation au discours sur l'insécurité sur laquelle s'appuie la justification de la militarisation. Ensuite, il apparaît dans la circulation de l'énoncé de dénonciation de la « criminalisation de la protestation sociale »

de la part de l'APPO. Enfin, on le voit dans les cultes partagés par les naco-trafiquants et les couches populaires ou encore les récits des narcoballades où ces derniers sont montrés à la fois comme assassins et bienfaiteurs<sup>3</sup>. Ce sont surtout ces deux derniers exemples qui rendent compte du « flou » de la frontière d'« inclusion exclusive » du ban<sup>4</sup>, principe de fond du discours dominant.

Dans l'ensemble, ces trois exemples supposent tous une définition particulière du rapport de la violence au politique mais également du *rapport politique* de la violence. Rapport d'unité, d'exclusion ou enchevêtrement « flou » des deux, les types de rapports soulevés par ces exemples s'appuient sur des représentations et des significations précises de la violence et du politique. Ils témoignent également du principe d'ordre qui se déploie par la spécification de la métacatégorie « délinquance organisée ». Ce principe d'ordre qui est toujours en tension avec le principe de sens de la violence.

### Les récits

Cette tension entre le principe d'ordre et le principe de sens qui se joue dans le rapport entre violence et délinquance, elle se dévoile avant tout dans les récits. C'est là que se produisent ses effets. On l'a vu, le discours de Calderón articule des catégories particulières dont l'agencement et la mise en scène produisent des effets spécifiques d'exclusion du politique. Ce qui semble au cœur de la stratégie discursive de ce discours institutionnel, c'est cette impérativité à poser les bases pour la proclamation de l'urgence, de la situation exceptionnelle. Il est d'ailleurs assez révélateur – et anecdotique – que durant l'épisode de la grippe A (H1N1) au printemps 2009, Calderón déclare que *cette fois* le pays se trouve en situation d'urgence.

Dans le récit de guerre de Calderón, le critère d'unité est aussi particulièrement significatif du fait que l'on cherche à poser le « combat contre la délinquance organisée » au

---

<sup>3</sup> Vincent, « Narcoballades »... : 99.

<sup>4</sup> Agamben, *Homo sacer. Le pouvoir souverain...* : 195.

dessus de tout rapport politique. Comme s'il s'appuyait sur l'énoncé que l'on entend fréquemment de par le monde : « il ne faut pas politiser la violence », qui est dans ce cas-ci, « délictueuse ». Cela occulte pourtant une relation éminemment politique, celle du bannissement à laquelle se rattache la prise du dehors. C'est-à-dire que dans la relation de bannissement qui surgit dans le principe même de la spécification de la métacatégorie « délinquance organisée », il y a toujours une prise du pouvoir souverain<sup>5</sup>. Ce pouvoir souverain demeure, dans le ban, celui qui décide du statut du banni. Dans ces termes, en aucun cas le banni ne pourrait se poser en véritable ennemi face à l'unité politique du pouvoir souverain.

Dans des termes plus concrets, au Mexique, tout se passe comme si on était passé d'une forme de cooptation de la société à une autre. D'une forme de contrôle par le biais des organismes corporatifs sous le PRI à une autre, plus profonde même, que permet le récit du « combat contre la délinquance organisée ». Les mécanismes disciplinaires de la citoyenneté le démontrent assez clairement.

Mais cela ne signifie pas qu'il n'y ait plus aucun espace d'autonomie possible. La circulation des « contre-discours » en témoigne. Dans la construction de leurs propres récits, c'est de cette autonomie dont il est question. Et des luttes fondamentales qui se livrent pour cette autonomie. Tout le mouvement social et politique autour d'AMLO rend déjà compte d'une première faille dans le « système ». Une faille où la politique institutionnelle déborde de ses propres limites, de son propre cadre, pour reformuler ses principes sur une base nouvelle. Même si certains accusent AMLO de n'être qu'un manipulateur ou encore, qu'en fin de compte, il n'est qu'un politicien comme les autres, il n'en demeure pas moins que la faille est bien là. Aussi petite soit-elle, c'est le principe même de son existence qui compte.

Le mouvement autour de l'APPO s'inscrit pour sa part de façon plus directe au cœur de cette lutte pour le sens de la notion de violence qui se profile au Mexique. En se réappropriant non seulement le signifiant « violence » mais également le syntagme de l'« état d'exception », c'est une remise en question radicale de la configuration du récit de guerre du

---

<sup>5</sup> Voir Agamben, « Seuil », *Homo sacer. Le pouvoir souverain...* : 195-204.

discours dominant qui s'opère. Dans son propre récit, l'APPO dévoile au jour cette composante essentielle du discours dominant qu'est le bannissement et la dénonce sous la forme d'une « criminalisation de la protestation sociale ».

Enfin, cette relation de bannissement qui est au fondement du rapport institutionnel à la délinquance se reflète de façon particulièrement forte dans les *narcocorridos*. Par la circulation de la figure du « bandit généreux », c'est la configuration des deux camps « ami-ennemi » du discours dominant qui s'écroule. Ces *narcocorridos* nous chantent en effet une réalité qui est autre. Un « réel » qui ne se définit pas dans les oppositions entre la citoyenneté et la délinquance organisée mais plutôt dans cette relation entre le peuple et le « bandit social ». Une relation que le discours institutionnel se refuse évidemment à voir dans toute sa simplicité, ou, pour être plus précis, qu'il pose en termes de « menace » et d'« infiltration » de l'ennemi.

Ce qu'il y a donc à constater, au niveau du discours institutionnel de la violence, c'est que ce sont bien les frontières<sup>6</sup> même de la scène de représentation du politique que l'on tente de resserrer par la « délégitimation » du *dissensus*<sup>7</sup> politique en le reléguant à la sphère délictueuse ou criminelle. D'autant plus que dans ce discours, cette sphère doit être éliminée au nom de la sécurité des citoyens et de la nation mexicaine, cette sécurité dite « publique ». Alors que le pays a rarement connu un tel niveau de contestation de la légitimité du pouvoir en place (AMLO et le FAP, APPO, EZLN et la *Otra Campaña* ainsi qu'une pluralité d'organisations sociales et de regroupements agissants à des niveaux plus locaux, principalement dans le sud du pays), la volonté de « nettoyage du pays »<sup>8</sup> dans le récit de guerre du discours présidentiel de Calderón ne peut susciter que de sérieux questionnements.

---

<sup>6</sup> André Corten, Vanessa Molina, Julie Girard-Lemay (dir.), *Les frontières du politique en Amérique latine. Imaginaires et émancipation*, Paris, Karthala, 2006.

<sup>7</sup> Rancière, Jacques, *La haine de la démocratie...*

<sup>8</sup> Felipe Calderón, *El Presidente Calderón en el evento « Limpiemos México »...*

## BIBLIOGRAPHIE

### Monographies

- Agamben, Giorgio, *Homo sacer. Le pouvoir souverain et la vie nue*, Paris, Seuil, 1997, 213 p.
- Arendt, Hannah, *Du mensonge à la violence*, Calmann-Lévy, 1972, 241 p.
- Austin, John, *Quand dire c'est faire*, Paris, Seuil, 1970, 203 p.
- Benjamin, Walter, [1921], « Critique de la violence », *œuvres I*, Paris, Gallimard, 2000 : 210-243.
- Castoriadis, Cornelius, « Polis », *La montée de l'insignifiance*, Paris, Seuil, 1996 : 191-292.
- De Certeau, Michel, *L'écriture de l'histoire*, Paris, Gallimard, 1975, 358 p.
- Derrida, Jacques, « Le prénom de Benjamin », *Force de loi. Le « fondement mystique de l'autorité »*, Paris, Gallimard, 1994 : 67-134.
- Doran, Marie-Christine, *Processus démocratiques et légitimité. De la stabilité à la justice : le cas du Chili 1990-2005*, Thèse de doctorat, Faculté de science politique et de droit, Université du Québec à Montréal, 2006, 584 p.
- Faye, Jean-Pierre, *Langages totalitaires, Critique de la Raison (l'économie) narrative*, Paris, Hermann, 1972, 771 p.
- Foucault, Michel, *Surveiller et punir*, Paris, Gallimard, 1975, 360 p.
- Foucault, Michel, *L'ordre du discours*, Paris, Gallimard, 1971, 82 p.
- Foucault, Michel, *L'archéologie du savoir*, Paris, Gallimard, 1969, 288 p.
- Fuentes, Carlos *Le Siège de l'Aigle*, Paris, Gallimard, 2005, 448 p.
- Gauchet, Marcel, *La démocratie d'une crise à l'autre*, Paris, Cécile Defaut, 2007, 53 p.
- Gómez, Idalia, Fritz, Darío, *Con la muerte en el bolsillo. Seis desaforadas historias del narcotráfico en México*, Mexico, Planeta, 2005, 349 p.
- Greimas, Algirdas-Julien, *Du sens II*, Paris, Seuil, 1983, 252 p.
- Gros, Frédéric, *États de violence. Essai sur la fin de la guerre*, Paris, Gallimard, 2006, 310 p.
- Hobsbawn, Eric J., « Le bandit social », *Les primitifs de la révolte dans l'Europe moderne*, Paris, Fayad, 1963 : 27-44.
- Laclau, Ernesto, *La guerre des identités. Grammaire de l'émancipation*, Paris, La Découverte, 2000, 144 p.
- Laclau, Ernesto, Mouffe, Chantal, *Hegemony and Socialist Strategy. Towards a Radical Democratic Politics*, London, Verso, 1985, 197 p.

- Lefort, Claude, « Les droits de l'homme et l'État-providence », *Essais sur le politique*, Paris, Seuil, 1986 : 33-63.
- Maffesoli, Michel, *Essais sur la violence. Banale et fondatrice*, Paris, Méridiens, 1984, 174 p.
- Maingueneau, Dominique, *L'analyse du discours*, Paris, Hachette, 1991, 252 p.
- Maingueneau, Dominique, *Genèses du discours*, Bruxelles, Pierre Mardaga, 1984, 209 p.
- Michaud, Yves, *Violence et politique*, Paris, Gallimard, 1978, 231 p.
- Nadal, Marie-José, *À l'ombre de Zapata : vivre et mourir dans le Chiapas*, Paris, Éditions du Félin, 1995, 268 p.
- Peñafiel, Ricardo, *L'Événement discursif paupériste. Lutte contre la pauvreté et redéfinition du politique en Amérique latine : Chili, Mexique, Venezuela (1910-2006)* », Thèse de doctorat, Faculté de science politique et droit, Université du Québec à Montréal, 2008, 690 p.
- Rancière, Jacques, *La haine de la démocratie*, Paris, La Fabrique, 2005, 106 p.
- Schmitt, Carl, [1963], *La notion de politique. Théorie du partisan*, Paris, Champs Flammarion, 1972, 320 p.
- Wieviorka, Michel, [2004], *La violence*, Paris, Hachette, 2005, 318 p.

#### Ouvrages collectifs et chapitres d'ouvrages collectifs

- Bailey, John, Dammert, Lucía, « Public Security and Police Reform in the Americas », in Bailey, John, Dammert, Lucía (dir.), *Police Security and Police Reform in the Americas*, Pittsburg, University of Pittsburg Press, 2005 : 1-23.
- Briceño-León, Roberto, « Introducción. La nueva violencia urbana de América latina », in Briceño-León, Roberto (dir.), *Violencia, sociedad y justicia en América latina*, CLACSO, 2002 : 13-26.
- Corten, André, « Introduction », in Corten, André, Côté, Anne-Élizabeth (dir.), *La violence dans l'imaginaire latino-américain*, Paris/Québec, Karthala/PUQ, 2008 : 19-49.
- Corten, André, Côté, Anne-Élizabeth, « Réflexion sur la violence comme expression : comparaison Bolivie/Brésil », in Beaucage, Pierre, Hébert, Martin (dir.), *Images et langages de la violence en Amérique latine*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2008 : 35-52.
- Corten, André, Molina, Vanessa, Girard-Lemay, Julie (dir.), *Les frontières du politiques en Amérique latine. Imaginaires et émancipation*, Paris, Karthala, 2006, 267 p.
- Corten, André, « Discurso e Representação do Político », in Indursky, Freda, Leandro Ferreira, Maria Christina (dir.), *O múltiplo território da análise do Discurso*, Porto Alegre, Editora Sagra Luzzatto, 1999 : 37-52, <http://www.gripal.ca/content/view/60/59/>.

- Gabaldón, Luis Gerardo, « Tendencias y respuestas hacia la violencia delictiva en Latinoamérica », in Briceño-León, Roberto (dir.), *Violencia, sociedad y justicia en América latina*, CLACSO, 2002 : 245-258.
- Goirand, Camille, « Violence et démocratie en Amérique latine », in Couffignal, George (dir.), *Amérique latine 2002*, Paris, IHEAL/La Documentation française, 2002 : 13-37.
- Oehmichen Bazán, Cristina, « Corps et terreur : nouvelles formes de violences d'État au Mexique », in Corten, André, Côté, Anne-Élizabeth (dir.), *La violence dans l'imaginaire latino-américain*, Québec / Paris, PUQ / Karthala, 2008 : 91-104.
- Peñafiel, Ricardo, « Le discours d'Hugo Chávez au Venezuela : Imaginaire populo-paupériste et suture d'un système politique disloqué », in Corten, André (dir.), Molina, Vanessa, Girard-Lemay, Julie, *Les frontières du politiques en Amérique latine. Imaginaires et émancipation*, Paris, Karthala, 2006 : 139-155.
- Peñafiel, Ricardo, « Analyse du discours de la lutte contre la pauvreté émanant de la Banque mondiale » in Campbell, Bonnie et al (dir.), *Gouvernance, reconceptualisation du rôle de l'État et émergence de nouveaux cadres normatifs dans le domaine social, politique et environnemental*, Montréal, Centre d'études sur le droit international et la mondialisation (CEDIM), 2000 : 97-126.
- Ricœur, Paul, « Pouvoir et violence », *Colloque Hannah Arendt. Politique et pensée*, Paris, Payot, 1996 : 141-159.

#### Articles scientifiques

- Adorno, Sergio, « Le monopole étatique de la violence : le Brésil face à l'héritage occidental », *Cultures et conflits*, n°59, automne 2005 : 149-174.
- Arriagada, Irma, « Seguridad ciudadana y violencia en América latina », conférence présentée au LASA XXIII International Congress Session LAW 12, Washington, 6-8 septembre 2001 : 109-138.
- Arteaga Botello, Nelson, « Violencia y pobreza : dispositivos en América latina », *Quivera*, vol. 7, n°2, 2005 : 180-194.
- Arteaga Botello, Nelson, « Administrar la violencia : racionalidad, populismo y desincorporación de la punición en México », *Espiral*, vol. 8, n°24, mai-août 2002 : 37-62.
- Astorga, Luis, « Les limites de la politique antidrogue au Mexique », *Revue internationale de science sociale*, vol. 1, n°169, 2001 : 469-476.
- Beas Torres, Carlos, « Oaxaca, una rebelión plebeya », *OSAL*, vol. 7, n°21, septembre-décembre 2006 : 231-244.
- Benítez Manaut, Raúl, « México : seguridad ciudadana, conflictos y orden público », *Nueva Sociedad*, n°191, mai-juin 2004 : 103-116.



- Caldeira, Teresa, « Fortified Enclaves : The New Urban Segregation », *Public Culture*, vol. 2, n°8, hiver 1996 : 303-328.
- Carranza, Elías, « Políticas públicas en materia de seguridad de los habitantes ante el delito en América latina », *Nueva Sociedad*, n°191, mai-juin 2004 : 52-64.
- Chihu Amparán, Aquiles, « El discurso del EZLN desde la perspectiva del frame analysis », *El Cotidiano*, vol. 21, n°137, 2006 : 62-73.
- Corten, André, « Imaginaire de la vie ordinaire en Amérique latine : cadre conceptuel », *Cahiers des imaginaires*, Montréal, GRIPAL, vol. 1, n°1, octobre 2004 : 1-35.
- Corten, André, « Une langue politique postpopuliste : l'épilogue de l'affaire Pinochet », *Politiques et sociétés*, vol. 22, n°1, 2003 : 3-25.
- Cruz, José Miguel, « Violencia, democracia y cultura política », *Nueva Sociedad*, n°167, mai-juin 2000 : 132-146.
- Esteva, Gustavo, « Oaxaca : The Path of Radical Democracy », *Socialism and Democracy*, vol. 21, n°2, juillet 2007 : 74-96.
- Esteva, Gustavo, « The Asamblea Popular de los Pueblos de Oaxaca : A Chronicle of Radical Democracy », *Latin American Perspectives*, n°34, 2007 : 129-144.
- Gogol, Eugène, « La bataille d'Oaxaca : répression et résistance révolutionnaire », *Actuel Marx*, PUF, n°42, 2007 : 59-70.
- Gómez Suárez, Águeda, « La narración política del movimiento zapatista », *América Latina Hoy*, n°33, 2003 : 39-62.
- González Manrique, Luis Esteban « Un poder paralelo : el crimen organizado en América Latina », *ARI*, n°84, 2006 : 1-9,  
[http://www.realinstitutoelcano.org/analisis/1017/1017\\_Gonzalez\\_Manrique\\_violencia\\_America\\_Latina.pdf](http://www.realinstitutoelcano.org/analisis/1017/1017_Gonzalez_Manrique_violencia_America_Latina.pdf).
- González Placencia, Luis, « La concepción sistémica de la seguridad pública en México », *Nueva Sociedad*, n°169, mai-juillet 2000 : 87-98.
- Hernández Navarro, Luis, « Oaxaca : sublevación y crisis de un sistema regional de dominio », *OSAL*, vol. 7, n°20, mai-août 2006 : 69-77.
- Kliksberg, Bernardo, « ¿Cómo enfrentar la inseguridad en America Latina? La falacia de la mano dura », *Nueva Sociedad*, n°215, mai-juin 2008 : 4-16.
- Martínez González, Gloria, Valle Baeza, Alejandro, « Oaxaca Rebellion against Marginalization, Extreme Poverty, and Abuse of Power », *Monthly Review*, vol. 59, n°3, juillet-août 2007 : 26-37.
- Massard, Noémie, « El narcocorrido mexicano : expresión de una sociedad en crisis », *La Siega*, n°2, février 2005,  
[http://www.lasiega.org/index.php?title=El\\_narcocorrido\\_mexicano:\\_expresión\\_de\\_una\\_sociedad\\_en\\_crisis](http://www.lasiega.org/index.php?title=El_narcocorrido_mexicano:_expresión_de_una_sociedad_en_crisis).

- Martínez de la Peña, Luis, « "Somos el silencio que habla" : del oxímoron a la retórica en el discurso zapatista », *Versión*, n°13, décembre 2003 : 121-139.
- Moloeznik, Marcos Pablo, « Las Fuerzas Armadas en México : entre la atipicidad y el mito », *Nueva Sociedad*, n°213, janvier-février 2008 : 156-169.
- Norget, Kristin, « A Cacophony of Autochthony: Representing Indigeneity in Oaxacan Popular Mobilization », *Journal of Latin American and Caribbean Anthropology*, 2009, (à paraître).
- Ortiz Pérez, Luisa, « El silencio como forma de resistencia civil. Análisis del discurso del EZLN, 1997-2001 », *Revista Venezolana de Economía y Ciencias Sociales*, vol. 10, n°1, janvier-avril 2004 : 109-127.
- Palladino, Juan Pablo, « Entrevista a Ernesto Laclau; sociólogo e historiador », *Revista Teína*, n°5, 2006, <http://www.revistateina.com/teina/web/teina5/dos7imp.htm>.
- Raiter, Alejandro, Muñoz, Irene, « El discurso zapatista, ¿un nuevo discurso o un discurso emergente? », *II Congreso Argentino de Ciencia Política*, organisé par la Sociedad Argentina de Análisis Político, Mendoza, Argentine, novembre 1995 : 1-14, <http://fisyp.rcc.com.ar/Raiter%20y%20Mu%20F1oz.1.1.pdf>.
- Recondo, David, « Oaxaca : la périphérie autocratique de la démocratie mexicaine », *Problème d'Amérique latine*, n°64, printemps 2007 : 73-90.
- Rénique, Gerardo, « Subaltern Political Formation and the Struggle for Autonomy in Oaxaca », *Socialism and Democracy*, vol. 21, n°2, juillet 2007 : 62-73.
- Rojas Aravena, Francisco, « El riesgo de la superposición entre las políticas de defensa y seguridad », *Nueva Sociedad*, n°213, janvier-février 2008 : 36-49.
- Sierra Gúzman, Jorge Luis, « Mexico's Military in the War on Drugs », *Drug War Monitor*, avril 2003 : 1-18.
- Stephen, Lynn, « 'We are brown, we are short, we are fat... We are the face of Oaxaca' : Women Leaders in the Oaxaca Rebellion », *Socialism and Democracy*, vol. 21, n°2, juillet 2007 : 97-112.
- Vanden Berghe, Kristine, « Idéologie et critique dans les récits zapatistes du Sous-commandant Marcos », *Contextes*, n°2, février 2007, <http://contextes.revues.org/index208.html#quotation>.
- Velasco, José Luis, « Drogas, seguridad y cambio político en México », *Nueva Sociedad*, n°198, juillet-août 2005 : 89-101.
- Vincent, Armelle, « Narcoballades », *XXI*, n°1, hiver 2008 : 94-107.

### Documents officiels

Diario oficial de la Federación, *Ley general del sistema nacional de seguridad pública*, Gobierno Federal de México, 2 janvier 2009,  
[http://www.dof.gob.mx/nota\\_detalle.php?codigo=5076728&fecha=02/01/2009](http://www.dof.gob.mx/nota_detalle.php?codigo=5076728&fecha=02/01/2009).

Diario oficial de la Federación, *Acuerdo Nacional por la Seguridad, la justicia y la legalidad*, Gobierno Federal de México, 22 août 2008,  
[http://dof.gob.mx/nota\\_detalle.php?codigo=5057719&fecha=25/08/2008](http://dof.gob.mx/nota_detalle.php?codigo=5057719&fecha=25/08/2008).

IKV Pax Christi, *Kidnapping is a booming business*, Utrecht, IKV Pax Christi, juillet 2008 : 5-6, 19-20, <http://www.ikvpaxchristi.nl/news/?v=12&lid=3>.

Instituto Ciudadano de Estudios Sobre Inseguridad, « Consideraciones finales », *Encuesta Nacional Sobre Inseguridad-3*, 2005,  
[http://www.icesi.org.mx/estadisticas/estadisticas\\_encuestasNacionales\\_enicriv.asp](http://www.icesi.org.mx/estadisticas/estadisticas_encuestasNacionales_enicriv.asp).

Office des Nations Unies Contre la Drogue et le Crime, *The Tenth United Nations Survey of Crime Trends and Operations of Criminal Justice Systems (Tenth CTS, 2005-2006)*, 2008, <http://www.unodc.org/unodc/en/data-and-analysis/Tenth-CTS-annotated.html>.

Secretaría de Seguridad Pública, *Diagnóstico de la seguridad pública en México*, Gobierno Federal de México, 21 août 2008,  
[http://www.ssp.gob.mx/portalWebApp/appmanager/portal/desk?\\_pageLabel=sspN\\_page5&\\_nfpb=true&QueryText=diagnostico+seguridad&x=0&y=0&ResultStart=1&ResultCount=10&ViewTemplate=docread.jsp&MaxDocs=200&QueryParser=Simple&Collect ionName=ContenidoSSP16112006](http://www.ssp.gob.mx/portalWebApp/appmanager/portal/desk?_pageLabel=sspN_page5&_nfpb=true&QueryText=diagnostico+seguridad&x=0&y=0&ResultStart=1&ResultCount=10&ViewTemplate=docread.jsp&MaxDocs=200&QueryParser=Simple&Collect ionName=ContenidoSSP16112006).

Secretaría de Seguridad Pública, *Estrategia nacional de prevención del delito y del combate a la delincuencia*, Gobierno Federal de México, 2008,  
[http://www.ssp.gob.mx:80/portalWebApp/appmanager/portal/desk?\\_nfpb=true&\\_pageLabel=contenido3&nodeId=/BEA%20Repository/366968//archivo&menu=Programa%20Seguridad](http://www.ssp.gob.mx:80/portalWebApp/appmanager/portal/desk?_nfpb=true&_pageLabel=contenido3&nodeId=/BEA%20Repository/366968//archivo&menu=Programa%20Seguridad).

Zepeda Lecuona, Guillermo, *Índice de incidencia delictiva y violencia*, CIDAC, México, Mexique, août 2008 : 1-8,  
[http://www.icesi.org.mx/publicaciones/PDF/Indice\\_violencia.pdf](http://www.icesi.org.mx/publicaciones/PDF/Indice_violencia.pdf).

### Articles de journaux

Becerril, Andrea, « Busca Calderón dar al Ejército control total de los operativos », *La Jornada*, México, Mexique, 23 avril 2009,  
<http://www.jornada.unam.mx/2009/04/23/index.php?section=politica&article=005n1pol>.

*El Excelsior*, « En 2008 el hampa cobró cerca de 16 vidas diarias », México, Mexique, 1<sup>er</sup> janvier 2009,  
[http://www.exonline.com.mx/diario/noticia/primera/pulsonacional/en\\_2008\\_el\\_hampa\\_c obro\\_cerca\\_de\\_16\\_vidas\\_diarias/460939](http://www.exonline.com.mx/diario/noticia/primera/pulsonacional/en_2008_el_hampa_c obro_cerca_de_16_vidas_diarias/460939).

- El Universal*, « La delincuencia, peor que nunca », México, Mexique, 30 août 2008, <http://www.eluniversal.com.mx/nacion/161986.html>.
- Hernández, Ángel, « Felipe Calderón convoca a un acuerdo nacional contra inseguridad », *Revista Vértigo*, México, Mexique, 24 août 2008.
- La Jornada*, « Firma Calderón la Ley del Sistema Nacional de Seguridad Pública », México, Mexique, 1<sup>er</sup> janvier 2009.
- Lizárraga, Daniel, Ravelo, Ricardo, « El fracaso, convertido en 'show' », *Proceso*, México, Mexique, 24 août 2008.
- Notimex*, « Señala la OEA deficiencias graves en información sobre delincuencia », México, Mexique, 19 octobre 2008, <http://www.zocalo.com.mx/seccion/articulo/senala-la-oea-deficiencias-graves-en-informacion-sobre-delincuencia>.
- Róman, José Antonio, « México, sin un diagnóstico integral sobre la criminalidad, opinan ONG », *La Jornada*, México, Mexique, 1<sup>er</sup> octobre 2008, <http://www.jornada.unam.mx/2008/10/01/index.php?section=politica&article=018n2pol>.

#### Corpus d'analyse – discours

- Asamblea Popular de los Pueblos de Oaxaca, *Declaración política urgente de la APPO*, Oaxaca, Mexique, 21 juin 2007.
- Asamblea Popular de los Pueblos de Oaxaca, *Declaración política del 25 de noviembre*, Oaxaca, Mexique, 25 novembre 2007.
- Calderón, Felipe, *El Presidente Calderón en el Informe de la Comisión Nacional de Derechos Humanos*, Ciudad de México, Mexique, 20 mars 2009, <http://www.presidencia.gob.mx/prensa/discursos/?contenido=43294>.
- Calderón, Felipe, *El Presidente Calderón en la Toma de Protesta del Consejo Directivo 2009-2012, México Unido Contra la Delincuencia, A.C.*, México, Mexique, 17 mars 2009, <http://www.presidencia.gob.mx/prensa/discursos/?contenido=43146>.
- Calderón, Felipe, *El Presidente Calderón en el Desayuno con motivo del Día del Ejército Mexicano*, General Escobedo, Nuevo León, Mexique, 19 février 2009, <http://www.presidencia.gob.mx/prensa/discursos/?contenido=42396>.
- Calderón, Felipe, *El Presidente Calderón en la Ceremonia del XCII Aniversario de la Constitución Política de 1917*, Querétaro, Mexique, 5 février 2009, <http://www.presidencia.gob.mx/prensa/discursos/?contenido=42037>.
- Calderón, Felipe, *El Presidente Calderón en la Inauguración de la Jornada Presidencial de Colombia, Guatemala, México y Panamá contra la Delincuencia Organizada*, Panamá, Panama, 16 janvier 2009, <http://www.presidencia.gob.mx/prensa/discursos/?contenido=41510>.

- Calderón, Felipe, *El Presidente Calderón en la Entrega del Premio Nacional de Derechos Humanos 2008*, Residencia Oficial, México, Mexique, 11 décembre 2008, <http://www.presidencia.gob.mx/prensa/?contenido=40826>.
- Calderón, Felipe, *El Presidente Calderón en la Ceremonia Conmemorativa del XCVIII Aniversario del Inicio de la Revolución Mexicana y entrega del Premio Nacional de Deporte*, México, Mexique, 20 novembre 2008, <http://www.presidencia.gob.mx/prensa/discursos/?contenido=40292>.
- Calderón, Felipe, *El Presidente Calderón en la Inauguración del tercer Foro contra la Delincuencia: A quién le toca prevenir el delito*, México, Mexique, 28 octobre 2008, <http://www.presidencia.gob.mx/prensa/discursos/?contenido=39691>.
- Calderón, Felipe, *El Presidente Calderón en el evento « Limpiemos México » Estrategia Nacional de Seguridad. Programa en Zona de Recuperación*, Monterrey, Mexique, 2 juillet 2007, <http://www.presidencia.gob.mx/prensa/?contenido=30839>.
- Calderón, Felipe, *El Presidente Calderón en la Reunión del Consejo Estatal de Seguridad Pública*, Chihuahua, Mexique, 22 mai 2007, <http://www.presidencia.gob.mx/prensa/?contenido=30279>.
- Calderón, Felipe, *El Presidente Calderón en la Ceremonia Conmemorativa al CXLV Aniversario de la Batalla del 5 de Mayo de 1862*, Puebla, Mexique, 5 mai 2007, <http://www.presidencia.gob.mx/prensa/?contenido=30093>.
- Calderón, Felipe, *El Presidente Calderón en el evento Justicia Penal y Seguridad Pública*, Salón Adolfo López Mateos de la Residencia Oficial, Los Pinos, México, Mexique, 9 mars 2007, <http://www.presidencia.gob.mx/prensa/?contenido=29374>.
- Calderón, Felipe, *El Presidente Calderón en el Anuncio de la Estrategia Integral para la Prevención del Delito y Combate a la Delincuencia*, Explanada de la Secretaría de Seguridad Pública Federal, México, Mexique, 7 mars 2007, <http://www.presidencia.gob.mx/prensa/?contenido=29337>.
- Calderón, Felipe, *El Presidente Calderón en la XXI Sesión del Consejo Nacional de Seguridad Pública*, México, Mexique, 22 janvier 2007, <http://www.presidencia.gob.mx/prensa/?contenido=28702>.
- Calderón, Felipe, *Palabras al pueblo de México desde el Auditorio Nacional*, México, Mexique, 1<sup>er</sup> décembre 2006, <http://www.presidencia.gob.mx/prensa/?contenido=28316>.
- Ejército Zapatista de Liberación Nacional, *Acto de Conmemoración al 15 aniversario del levantamiento armado*, Oventic, Mexique, 1<sup>er</sup> janvier 2009, <http://enlacezapatista.ezln.org.mx/ezln/1198>.
- Ejército Zapatista de Liberación Nacional, *Comunicado del Comité Clandestino Revolucionario Indígena-Comandancia General del Ejército Zapatista de Liberación nacional. Comisión Sexta-comisión intergaláctica del EZLN*, México, Mexique, 15 septembre 2008, <http://enlacezapatista.ezln.org.mx/la-otra-campana/993>.

Fox, Vicente, *Mensaje a la Nación del Presidente Fox, con motivo de su Sexto Informe de Gobierno*, México, Mexique, 1<sup>er</sup> septembre 2006, <http://fox.presidencia.gob.mx/buscador/index.php?contenido=26800>.

Fox, Vicente, *Mensaje a la Nación desde el Auditorio Nacional*, México, Mexique, 1<sup>er</sup> décembre 2000, <http://fox.presidencia.gob.mx/buscador/index.php?contenido=7>.

López Obrador, Andrés Manuel, *Llama AMLO a votar por el PRD, PT y Convergencia y no emitir un solo sufragio por la dupla PRI-PAN*, Distrito Federal, Mexique, 22 mars 2009, <http://www.amlo.org.mx/noticias/discursos.html?id=76152>.

López Obrador, Andrés Manuel, *Presenta AMLO un plan para frenar el empobrecimiento y la inseguridad en México*, Gobierno Legítimo de México, Mexique, 15 septembre 2008, <http://www.amlo.org.mx/noticias/impdocumento.html?id=73608&ref=discursos>.

López Obrador, Andrés Manuel, *Cero negociación con quienes sostienen una política contraria al pueblo y entregan la soberanía nacional al extranjero*, Distrito Federal, Mexique, 1<sup>er</sup> juillet 2007, <http://www.amlo.org.mx/noticias/discursos.html?id=58592>.

López Obrador, Andrés Manuel, *Compromiso 34. Seguridad Pública*. Gobierno Legítimo de México, Mexique, 2005, <http://www.gobiernolegitimo.org.mx/50compromisos/34.php>.

Soberanes, José Luis, *Intervención de José Luis Soberanes en el Informe de Actividades 2008 de la Comisión Nacional de Derechos Humanos*, México, Mexique, 20 mars 2009, <http://www.presidencia.gob.mx/prensa/discursos/?contenido=43295>.

Zedillo, Ernesto, *Mensaje de toma de posesión*, México, Mexique, 1<sup>er</sup> décembre 1994, <http://zedillo.presidencia.gob.mx/pages/salaprensa4a.html>.

#### Corpus d'analyse – narcocorridos (narcoballades)

Cota, Regulo, « La leyenda de Malverde ».

El Baraqueño de Sinaloa, « El santo de los mafiosos ».

El Efectivo, « Día tres de mayo ».

El Llanero De Sinaloa, « Homenaje a Malverde ».

Los Cadetes de Durango, « La muerte de Malverde ».

Los Pumas del Norte, « El agricultor ».

Sánchez, Chalino, « El Bandido Generoso ».

Sanchez, Chago, « Mañanitas a Malverde ».

Viera, Saul, « Jesús Malverde ».